

**AU-DELA DES COMPROMIS : LES PERSPECTIVES  
DE REFORME EN GUINEE-BISSAU**

Rapport Afrique N°183 – 23 janvier 2012

## TABLE DES MATIERES

<b>SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>i</b>
<b>I. INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>II. UNE CONJONCTURE DE STABILISATION.....</b>	<b>2</b>
A. LE FACTEUR INTERNATIONAL : UNE FORCE PARADOXALE .....	2
1. La communauté internationale comme imaginaire .....	2
2. La communauté internationale comme réalité : le « bon flic » et le « mauvais flic ».....	3
3. L'Angola, enfin un « pays leader » sur le dossier bissau-guinéen ?.....	6
B. LE PAIGC REUNI DANS L'HEGEMONIE ?.....	8
C. FACE A LA QUESTION MILITAIRE : COMPROMIS OU COMPROMISSION ?.....	10
D. UNE CONJONCTURE ECONOMIQUE FAVORABLE .....	13
<b>III. ET MAINTENANT ? LA GUINEE-BISSAU ENTRE PROJETS ET MENACES..</b>	<b>14</b>
A. LA REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE : VERS LE MOMENT DECISIF ? .....	14
1. Une réforme ambitieuse.....	14
2. Les militaires bissau-guinéens face à la réforme .....	15
3. Les partenaires internationaux face à la RSS.....	18
B. UNE SCENE POLITIQUE ENCORE FRAGILE .....	19
C. LA QUESTION DE L'IMPUNITE .....	21
D. LE FACTEUR COCAÏNE .....	23
E. DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU DEVELOPPEMENT : DES MENACES NOUVELLES .....	25
<b>IV. EPILOGUES : L'IRRESISTIBLE HEGEMONIE DE CARLOS GOMES JUNIOR ?.....</b>	<b>28</b>
<b>V. CONCLUSION .....</b>	<b>31</b>
<b>APPENDICES</b>	
A. CARTE DE LA GUINEE-BISSAU .....	32
B. LISTE DES ACRONYMES .....	33
C. CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS POLITIQUES MARQUANTS .....	34
D. A PROPOS DE L'INTERNATIONAL CRISIS GROUP .....	35
E. RAPPORTS ET BRIEFINGS DE CRISIS GROUP SUR L'AFRIQUE DEPUIS 2009 .....	36
F. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INTERNATIONAL CRISIS GROUP .....	38

## AU-DELA DES COMPROMIS : LES PERSPECTIVES DE REFORME EN GUINEE-BISSAU

### SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS

La résistance victorieuse des autorités bissau-guinéennes à la tentative de coup d'Etat du 26 décembre 2011 est encourageante. Si cet épisode témoigne de la dynamique de stabilisation qu'a connue le pays depuis les remous politico-militaires du 1<sup>er</sup> avril 2010, cette stabilité nouvelle reste le résultat de compromis fragiles, incertains et très ambigus. Les véritables échéances politiques, militaires et judiciaires sont à venir. La mort du président Malam Bacai Sanhá le 9 janvier 2012 accroît l'incertitude. La compétition inter- et intra-partisane présente des risques pour les partis politiques, du communautarisme à l'instrumentalisation de factions de l'armée. Au plan militaire, la réforme du secteur de la sécurité (RSS) est en suspens. Au plan judiciaire, les meurtres de 2009 continuent de susciter rumeurs, accusations et menaces. Le renforcement du régime du Premier ministre Carlos Gomes Júnior doit encore entraîner des évolutions positives pour l'ensemble du pays. L'engagement international doit se maintenir, résolu, exigeant et critique. L'Angola doit faire un effort tout particulier de communication, de transparence et de coordination avec les autres acteurs internationaux.

A la suite du 1<sup>er</sup> avril 2010, qui a vu le chef d'état-major Zamora Induta renversé par son adjoint António Injai, et le Premier ministre Carlos Gomes Júnior brièvement arrêté, des compromis ont été passés entre factions politiques et militaires dominantes. La dépendance du pays envers l'assistance internationale, ressentie par l'ensemble des Guinéens, et la réaction ferme de l'Union européenne (UE) et des Etats-Unis ont placé d'autres segments de la communauté internationale et les autorités politiques guinéennes en position de médiation par rapport aux militaires. Les tensions entre le camp du président et celui du Premier ministre, deux figures du Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde (PAIGC), se sont progressivement apaisées.

Les autorités politiques ont validé la prise en main de l'armée par les responsables des événements du 1<sup>er</sup> avril, le général Injai et l'amiral Bubo na Tchuto longtemps considéré comme étant l'homme fort du trafic de cocaïne en provenance d'Amérique latine, et ont obtenu en échange une soumission affichée. Les troubles militaires du 26 dé-

cembre 2011, qui font l'objet de plusieurs interprétations, ont cependant abouti à l'arrestation de na Tchuto, sans que des charges aient été portées contre lui. Dans cette phase sensible, l'Angola s'est montré un opérateur décisif. Luanda a déployé une mission militaire de coopération relativement robuste et a apporté un soutien matériel à l'Etat guinéen, tout cela dans une relative opacité.

Réformes du fonctionnement de l'Etat, conjoncture économique favorable et appui raisonné des bailleurs de fonds ont permis une timide amélioration de la situation économique et un renforcement appréciable des capacités dans les secteurs de la police et de la justice. Cette amélioration a consolidé le compromis entre politiques et militaires et renforcé la légitimité du pouvoir civil. Tout cela a permis la relance du développement ainsi que des avancées dans quelques projets d'investissements dans les prometteuses ressources naturelles du pays.

Mais le plus important reste à venir. D'abord, le pays fait face à une série d'échéances délicates. Le congrès annoncé du PAIGC, parti marqué par un fort factionnalisme, la disparition du président Sanhá provoquant l'organisation d'un scrutin présidentiel d'ici mars 2012, les législatives prévues pour la fin de l'année 2012, les élections locales qui devraient suivre, les premières de l'histoire postcoloniale du pays, sont autant d'incertitudes. Ces échéances verront probablement la consolidation de l'hégémonie du PAIGC autour du Premier ministre Carlos Gomes Júnior. Ceci pose par ailleurs la question du devenir de l'opposition politique, qui se trouve prise entre impuissance et radicalisation, marginalisation et recours militaire. Cette situation difficile a poussé une partie de l'opposition à se saisir des spectaculaires meurtres politiques de 2009, encore non élucidés, pour attaquer le Premier ministre.

Se pose aussi la question des réformes structurelles qui doivent rendre l'Etat viable et capable d'impulser le développement de l'ensemble du pays, et en particulier de la RSS. Mais l'incertitude demeure sur l'état de l'armée : le départ prévu de 2 500 militaires peut-il être mis en œuvre ? Le pouvoir civil, en s'acquittant mieux qu'avant de ses obligations à l'égard des militaires, a-t-il réussi à s'assu-

rer de l'obéissance de l'armée ? L'articulation, imposée par la communauté internationale, entre réforme de l'armée et départ des chefs militaires les plus controversés ne fait-elle pas courir un risque au processus ? La présence militaire angolaise et la possibilité d'une intervention internationale plus robuste ont-elles vraiment modifié la perspective des chefs militaires ? Toutes ces interrogations, mais aussi l'inquiétude que suscite la montée en force de l'Angola chez certains partenaires importants, et en particulier le Nigeria et le Sénégal, retardent l'appui international à la réforme, en particulier la mise en œuvre du fonds de pension nécessaire, et affaiblissent sa crédibilité.

L'hégémonie que travaillent à construire le Premier ministre et le chef d'état-major général avec l'appui angolais doit rompre sans ambiguïté avec le narcotrafic et l'impunité pour disposer d'une véritable légitimité, répondre aux aspirations de la population civile et à la préoccupation de la communauté internationale, et traiter convenablement l'histoire complexe des relations entre pouvoirs civil et militaire et la politisation de l'ethnicité balante. Il faut une bureaucratie efficace et des contrepouvoirs crédibles et constructifs. Un travail à long terme sur la formation et un renforcement des capacités des partis politiques sont particulièrement importants. L'attention au jeu politique, à la sphère militaire et au trafic de drogue ne doit pas faire oublier des questions de plus long terme, telles que la gouvernance, le contrôle économique et l'articulation entre la capitale et le reste du pays, problèmes éminemment politiques. Les acteurs régionaux et internationaux doivent être attentifs et ouverts mais également fixer des garde-fous à la concentration du pouvoir politique et économique.

## RECOMMANDATIONS

### *Sur la réforme du secteur de la sécurité*

#### **Au gouvernement bissau-guinéen :**

1. Confirmer son engagement dans la RSS, notamment :
  - a) En informant de façon claire et ouverte les membres des forces de sécurité, le corps des citoyens guinéens, l'Assemblée nationale populaire et la communauté internationale sur le format de la réforme, les critères utilisés, les effectifs concernés, le niveau de pension prévu et la durabilité du fonds.
  - b) En préparant, dans un délai réaliste, la tenue d'une réunion internationale de haut niveau sur la RSS.

#### **Aux gouvernements de l'Angola, du Nigeria et du Sénégal :**

2. Engager rapidement un dialogue direct afin de signer rapidement le mémorandum d'accord pour la mise en œuvre de la feuille de route établie par la Commu-

nauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP).

#### **Au président de la commission de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest :**

3. Préparer et confirmer publiquement la mise à disposition des fonds promis pour la mise en œuvre de la RSS.

#### **Au président de la commission de l'Union africaine :**

4. Désigner rapidement un nouveau représentant spécial pour diriger le bureau de l'UA en Guinée-Bissau et travailler en lien avec son médiateur, le président du Burkina Faso, Blaise Compaoré.
5. S'impliquer dans la création d'un véritable consensus entre autorités guinéennes, Cedeao et CPLP pour la mise en œuvre de la feuille de route sur la RSS.

#### **Au président Blaise Compaoré, médiateur du président de la commission de l'Union africaine :**

6. Faciliter les discussions internes avec la hiérarchie militaire guinéenne ainsi que les rapports entre l'Angola et la Cedeao.

#### **Aux Nations unies :**

7. Intervenir sans délai aux niveaux régional, sous-régional et national, en lien avec le président Compaoré, afin de faciliter une action harmonisée de l'UA, de la Cedeao et de la CPLP auprès des autorités guinéennes pour la mise en œuvre de la feuille de route sur la RSS.

#### **Aux partenaires internationaux de la Guinée-Bissau :**

8. Se préparer à intensifier rapidement les efforts dans l'ensemble des domaines de la RSS dès que le mémorandum d'accord pour la mise en œuvre de la réforme sera signé.

### *Sur la justice et l'impunité*

#### **Au gouvernement bissau-guinéen :**

9. Renforcer la lutte contre l'impunité, notamment en facilitant la mise en œuvre des procédures judiciaires en cours sur les assassinats de 2009.

**Au Bureau intégré des Nations unies pour la Guinée-Bissau :**

10. Apporter un appui matériel et technique aux procédures judiciaires en cours sur les assassinats de 2009 sous la direction du procureur général.

*Sur la transparence dans la gestion de l'économie*

**Au gouvernement bissau-guinéen :**

11. Améliorer la transparence dans la gestion de l'économie :
  - a) En déclarant rapidement leur adhésion à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (EITI).
  - b) En soumettant à l'Assemblée nationale populaire les principaux contrats conclus dans le domaine de la pêche, des mines, du pétrole et du bois.
  - c) En proposant à l'Assemblée nationale populaire une législation faisant obligation aux principaux personnalités de l'Etat de déclarer leur patrimoine.

*Sur le développement économique et social*

**Au gouvernement bissau-guinéen :**

12. Renforcer les efforts dans le domaine du développement en matière de santé et d'éducation, et particulièrement dans l'enseignement supérieur, tout en prêtant attention aux équilibres ethnorégionaux dans l'accès aux ressources publiques.

**Aux partenaires internationaux de la Guinée-Bissau :**

13. Renforcer les efforts de développement dans le domaine de la santé et de l'éducation, et particulièrement dans l'enseignement supérieur, en prenant soin de ne pas aggraver les déséquilibres ethnorégionaux dans l'accès aux ressources publiques.
14. Prêter une attention particulière à l'enseignement supérieur, à son accessibilité et à sa qualité.

*Sur le pluralisme politique*

**Aux partis politiques bissau-guinéens :**

15. Contribuer de façon critique et raisonnable à la vie politique nationale et s'abstenir d'alimenter la surenchère des rumeurs et de l'ethnicité.

**Aux partenaires internationaux de la Guinée-Bissau :**

16. Encourager, au travers des organisations non gouvernementales pertinentes, la mise en œuvre des programmes de renforcement des capacités des partis politiques.

*Sur le processus électoral à venir*

**Aux partis politiques bissau-guinéens :**

17. Engager immédiatement des discussions pour l'organisation de l'élection présidentielle anticipée dans le délai fixé par la Constitution ou, à défaut, dans le délai le plus bref possible qui soit compatible avec une élection juste et transparente.

**Aux partenaires internationaux de la Guinée-Bissau :**

18. Apporter un soutien logistique et financier à l'organisation rapide de l'élection présidentielle anticipée et des élections législatives prévues cette année.

**Dakar/Bruxelles, 23 janvier 2012**

## AU-DELA DES COMPROMIS : LES PERSPECTIVES DE REFORME EN GUINEE-BISSAU

### I. INTRODUCTION

La Guinée-Bissau a semblé, tout le long des années 2000, prise dans une instabilité sans fin.<sup>1</sup> Après la guerre de 1998-1999 et la présidence brouillonne de Kumba Yalá de 2000 à 2003, le retour à la tête de l'Etat en 2005 de João Bernardo « Nino » Vieira avait suscité un relatif espoir, malgré le bilan guère convaincant de ses presque vingt années à la présidence de la République, entre le coup d'Etat qui l'avait porté au pouvoir en 1980 et la guerre qui l'en a chassé en 1999.<sup>2</sup> Mais Vieira a été assassiné en mars 2009, quelques heures après la mort violente du chef d'état-major général des forces armées, Batista Tagme na Wai. En juin 2009, deux députés et anciens ministres, dont l'un était candidat à l'élection présidentielle, étaient assassinés à leur tour.<sup>3</sup>

Le mois suivant, l'élection de Malam Bacai Sanhá à la présidence de la République, au terme d'un processus enfin paisible, et le maintien du gouvernement du Premier ministre Carlos Gomes Júnior, plutôt apprécié de la plupart des partenaires internationaux, avaient suscité un regain d'optimisme. Mais moins d'un an après, une péripétie nouvelle a semblé ramener une fois encore le pays au point de départ : le 1<sup>er</sup> avril 2010, des soldats sous le commandement du vice-chef d'état-major António Injai arrêtaient le nouveau chef d'état-major Zamora Induta ainsi que le Premier ministre.<sup>4</sup> D'autres soldats allaient pren-

dre sous leur protection l'ancien chef d'état-major de la Marine José Américo Bubo na Tchuto. Objet de rumeurs innombrables quant à son implication dans le transit de la cocaïne d'Amérique latine à destination du marché européen,<sup>5</sup> na Tchuto était par ailleurs accusé de tentative de coup d'Etat. Il s'était abrité auprès des Nations unies, bien embarrassées par la situation, dès son retour à Bissau en décembre 2009.<sup>6</sup>

Une foule se rassemblait à Bissau pour réclamer le retour à l'ordre constitutionnel et sur l'insistance des ambassadeurs et du président Sanhá, le Premier ministre était rapidement libéré. Il jugeait cependant plus prudent de se tenir loin du pays pendant près d'un mois et demi, officiellement pour des raisons médicales. Induta, quant à lui, allait être emprisonné de longs mois, remplacé dans ses fonctions par António Injai, tandis que na Tchuto retrouvait son influence. Les efforts internationaux échouaient une fois encore à stabiliser ce petit pays de 1,6 million d'habitants, très fortement dépendant de l'aide internationale. La Guinée-Bissau semble décidément issue de l'imagination d'un romancier. Deux auteurs de romans d'aventures, Frederick Forsythe et Gérard de Villiers, publiaient d'ailleurs chacun en 2010 un volume librement inspiré des récents événements de Bissau.<sup>7</sup>

Si les tensions sont restées vives dans la sphère politique jusqu'à la fin 2010, elles se sont apaisées au fur et à mesure de l'année 2011, avant de rebondir dans un nouvel épisode politico-militaire le 26 décembre 2011 puis avec le décès du président Sanhá le 9 janvier 2012. Pour la première fois dans l'histoire du multipartisme en Guinée-Bissau, la majorité parlementaire semble appelée à durer tout le temps de la législature. Une conférence nationale de réconciliation se prépare. Des avancées ont été réali-

<sup>1</sup> Le substantif « Guinée » et l'adjectif « guinéen » renvoient ici à la Guinée-Bissau. Les mentions éventuelles du pays voisin homonyme, la Guinée, seront toujours accompagnées du nom de sa capitale, Conakry.

<sup>2</sup> Sur l'histoire politique du pays jusqu'à la deuxième présidence Vieira, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°142, *Guinée-Bissau : besoin d'Etat*, 2 juillet 2008.

<sup>3</sup> Sur les meurtres de 2009, voir le briefing Afrique de Crisis Group N°61, *Guinée-Bissau : dépasser la logique des armes*, 25 juin 2009.

<sup>4</sup> Certains patronymes bissau-guinéens connaissent des variantes orthographiques. Yalá s'écrit ainsi parfois Ialá, Injai peut également être noté Indjai, Njai ou, plus rarement, Ndiaye, et Bubo na Tchuto se trouve aussi sous la forme Bubu na Tchute, na Tchutu ou Natchuto. Dans les citations, l'usage d'origine a été respecté.

<sup>5</sup> Le 8 avril 2010, le département américain du Trésor a annoncé avoir inscrit na Tchuto sur la liste des trafiquants de stupéfiants importants, en application du Foreign Narcotics Kingpin Designation Act.

<sup>6</sup> Arrêté en août 2008 pour une tentative de coup d'Etat supposée, na Tchuto s'était échappé. Réfugié en Gambie, il était rentré clandestinement à Bissau fin 2009 dans des conditions mal élucidées.

<sup>7</sup> Respectivement *The Cobra* (Putnam Adult, 2010) et *Cruelle Guinée* (Editions Gérard de Villiers, 2010).

sées du point de vue de la réforme de l'Etat et les institutions financières internationales ont concédé une remise de la quasi-totalité de sa considérable dette extérieure (1,2 milliards de dollars). Un certain nombre de bailleurs de fonds se sont impliqués à nouveau. Le pays a connu une croissance économique inédite et des investissements privés importants s'annoncent. Même les événements de décembre 2011, dont le Premier ministre et le chef d'état-major António Injai sont sortis vainqueurs, confirment la dynamique de fond : le renforcement du régime de Gomes Júnior.

Mais que vaut cette stabilité nouvelle ? Alors que le précédent rapport de Crisis Group date de juin 2009, le présent rapport entend analyser les grandes tendances sur la période écoulée. Il se fonde en particulier sur un travail de terrain en Guinée-Bissau en juillet 2011 mais mobilise aussi des données recueillies lors de séjours plus anciens et au travers de contacts réguliers auprès des acteurs internationaux et de la diaspora guinéenne en Afrique, aux Etats-Unis et en Europe. Des entretiens ont ainsi été réalisés auprès d'un ensemble d'acteurs, diplomates, ONG, hommes politiques, militaires mais aussi simples citoyens guinéens. Le présent rapport décrit les dynamiques internes et internationales sur lesquelles la stabilité actuelle est bâtie, et évalue les menaces qui pèsent encore sur elle. Il s'interroge sur la possibilité même des changements structurels nécessaires, RSS,<sup>8</sup> enracinement de la démocratie et développement économique bénéficiant à tous. Ce rapport interprète également, à la lumière de ces dynamiques de fond, le remous politico-militaire du 26 décembre 2011 et les conséquences du décès du président Sanhá le 9 janvier dernier.

## II. UNE CONJONCTURE DE STABILISATION

Dès le 1<sup>er</sup> avril 2010 et jusqu'aux événements de décembre 2011, des compromis se sont progressivement dessinés dans le système politico-militaire guinéen, rudement secoué par les troubles du 1<sup>er</sup> avril. Les chefs militaires responsables de ces événements ont obtenu leur confirmation à la tête de l'armée mais ont pris soin de marquer leur déférence envers le pouvoir civil ; les deux branches du PAIGC ont fait taire leurs disputes internes pour présenter un front uni. Cette stabilisation doit beaucoup à une conjoncture internationale particulière : le sentiment de dépendance envers l'aide internationale et le mécontentement marqué de l'UE et des Etats-Unis. Cela a permis à d'autres acteurs internationaux, et en particulier à l'Angola, de se placer en intermédiaires et en recours et d'œuvrer à la stabilisation à court terme de la situation. Sous forte pression, les autorités ont également intensifié leurs efforts en matière de gouvernance, ce qui leur a permis de profiter d'une conjoncture économique favorable et d'engranger quelques résultats en matière de politique économique et de développement.

### A. LE FACTEUR INTERNATIONAL : UNE FORCE PARADOXALE

De manière involontaire d'abord, puis sans doute plus consciente, la communauté internationale a combiné menaces et encouragements, contraignant les principaux acteurs politiques et militaires guinéens à élaborer des compromis et à respecter un certain nombre de formes et de règles. A la fois imaginaire partagé par les Guinéens, y compris dans l'armée, et force rendue concrète par la rupture opérée par l'UE et les Etats-Unis, la « communauté internationale » a permis à certains acteurs internationaux de jouer un rôle important dans la stabilisation. Dans cette conjoncture, l'Angola a eu une place toute particulière. Mais la Guinée a-t-elle vraiment trouvé dans l'Angola le « pays leader » qui lui a longtemps manqué pour articuler de façon politiquement productive scène interne et scène internationale ?

#### 1. La communauté internationale comme imaginaire

Le facteur principal de la stabilisation de la Guinée depuis le 1<sup>er</sup> avril 2010 est assurément la communauté internationale. Celle-ci joue un rôle décisif peut-être d'abord comme une entité floue dont les acteurs guinéens intègrent les préférences supposées dans leurs propres calculs. L'Etat ne peut pour le moment remplir les plus élémen-

<sup>8</sup> En portugais, la langue officielle de la Guinée-Bissau, on emploie également l'expression « Reforma do Sector de Defesa e Segurança ». On tiendra ici les deux expressions pour équivalentes.

taires de ses missions sans appui international.<sup>9</sup> Or, dans les villes au moins, malgré sa faiblesse, l'Etat reste un acteur important : le paiement régulier des salaires des fonctionnaires, l'école publique, la voirie et les structures de santé comptent énormément. En conséquence, la proximité avec la communauté internationale et la capacité à obtenir et à maintenir son soutien sont devenues un label politique en Guinée-Bissau, une compétence valorisée.

C'est l'un des éléments du bon score (presque 23 pour cent des suffrages exprimés) réalisé au premier tour de l'élection présidentielle de 2009 par l'ancien président de transition Henrique Rosa, un entrepreneur entré en politique récemment et sans l'appui d'une structure partisane.<sup>10</sup> Rosa partage ce label avec le Premier ministre Carlos Gomes Júnior, et c'est en grande partie pour cela que plusieurs milliers d'habitants de Bissau ont manifesté leur soutien à ce dernier le 1<sup>er</sup> avril 2010, bravant les militaires. Sa chute était vue par beaucoup de citoyens comme un danger parce qu'il avait réussi à renouer avec les bailleurs de fonds, et donc à payer les salaires régulièrement, après presque une décennie de marginalisation et de crise budgétaire aigüe. Pour déterminer cette nouvelle stabilisation, pression internationale et mobilisation populaire se sont donc rejoints et renforcés mutuellement.

L'armée bissau-guinéenne elle-même est loin d'être insensible au sentiment que la communauté internationale doit être ménagée : bien des militaires considèrent que les bailleurs de fonds sont indispensables, et c'était d'ailleurs l'une des raisons de leur décision de renverser en 2003 le président Kumba Yalá, considéré comme turbulent par une bonne partie des partenaires internationaux du pays.<sup>11</sup>

---

<sup>9</sup> En 2009, les dons atteignaient 62 milliards de CFA, soit environ les deux tiers du budget de l'Etat guinéen. Les recettes budgétaires propres (35 milliards de CFA) étaient au deux tiers consacrées au paiement des salaires de la fonction publique (20 milliards de CFA). Voir « Rapport annuel de la zone franc », Banque de France, 2010, p. 136. Pour 2012, le gouvernement prévoit un déficit de 54 milliards de francs CFA sur un budget total de 116 milliards. « Guinée-Bissau : adoption du budget de l'exercice 2012 », Le Griot (legriot.info), 28 décembre 2011.

<sup>10</sup> Issu de la bourgeoisie métisse de Bissau et proche de l'Eglise catholique, Rosa avait été désigné par la junte du général Veríssimo Correia Seabra pour assurer l'intérim de la présidence de la chute de Kumba Yalá en 2003 jusqu'à l'élection de Vieira en 2005.

<sup>11</sup> La présidence Yalá de 2000 à 2003 avait été marquée par une instabilité ministérielle extrême, une crise budgétaire permanente et des violations répétées des libertés et de l'ordre institutionnel; Yalá tentant bien maladroitement de domestiquer les différents segments d'un Etat qui lui échappait largement. Les bailleurs de fonds se sont éloignés au fur et à mesure de son régime. Voir le rapport de Crisis Group, *Guinée-Bissau : besoin d'Etat*, op. cit., p. 15-16.

Beaucoup d'acteurs guinéens se retrouvent donc sur l'idée que l'instabilité politico-militaire du pays est un obstacle. Les propos d'un député du PAIGC sont clairs sur ce point :

Nous sommes conscients qu'il faut dépasser ce problème. Ça nous bloque pour le développement. On ne peut pas avoir un gouvernement qui tombe comme ça. On a besoin d'investissements en santé, en éducation, en infrastructures. Si on paie les salaires, c'est déjà bon. Il nous faut l'argent de la communauté internationale. Et la communauté internationale ne donne pas l'argent aux gens qui se battent.<sup>12</sup>

Comme lors de toutes les crises précédentes, ce facteur a joué en 2010 et 2011 un rôle décisif, nourrissant les pressions internes à la stabilisation.

## 2. La communauté internationale comme réalité : le « bon flic » et le « mauvais flic »

L'action concrète de la communauté internationale depuis les événements du 1<sup>er</sup> avril a été marquée par une forte division. Certes, la condamnation des événements a été unanime, de même que l'appel au retour à l'ordre constitutionnel et à la libération de Zamora Induta (ou au moins à son passage devant la justice). Mais après ces déclarations initiales, les divisions se sont multipliées quant aux mesures à adopter : d'un côté, l'UE et ses pays membres ainsi que, dans une certaine mesure, les Etats-Unis, de l'autre, les Nations unies (opérant à travers le Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, Binugbis),<sup>13</sup> l'UA, la Cedeao et certains partenaires bilatéraux. Cette division a eu un impact décisif et, paradoxalement, positif dans l'évolution du pays depuis avril 2010.

L'UE, jusque-là en pointe dans la RSS comme dans l'appui budgétaire aux autorités civiles, a estimé que le 1<sup>er</sup> avril rendait toute avancée impossible. Elle a défendu une ligne très ferme, exigeant immédiatement le renvoi et le jugement des chefs militaires responsables des troubles.<sup>14</sup>

---

<sup>12</sup> Entretien de Crisis Group, député du PAIGC, Bissau, juillet 2011.

<sup>13</sup> Le Binugbis a remplacé le 1<sup>er</sup> janvier 2010 le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (Banugbis) créé en avril 1999, dans les derniers moments de la guerre de 1998-1999.

<sup>14</sup> Cette insistance a valu à l'UE des accusations de partialité : pourquoi prenait-elle position aussi fermement contre les chefs militaires du 1<sup>er</sup> avril 2010, qui n'avaient tué personne, alors qu'elle était moins farouche envers les responsables politiques et militaires soupçonnés par beaucoup d'implication dans les meurtres de mars et juin 2009 ? La réponse de l'UE, logique du point de vue juridique (alors que les enquêtes sur mars et juin 2009 n'ont toujours pas permis d'établir clairement les responsabilités, les responsables du 1<sup>er</sup> avril ont assumé publiquement



Après avoir laissé un temps de manœuvre aux autorités politiques, elle a finalement décidé de mettre fin à sa mission de soutien à la RSS le 20 septembre 2010 et de suspendre tout appui budgétaire à l'Etat guinéen. Les Etats-Unis ont également suspendu leur implication dans la RSS, exigeant par ailleurs la nomination d'un nouveau chef d'état-major qui ne soit « pas impliqué dans les événements du 1<sup>er</sup> avril ».<sup>15</sup>

Les autres acteurs internationaux ont défendu une ligne plus souple, estimant que la mise à l'écart des militaires n'était pas un objectif réaliste compte tenu du rapport de force entre l'armée et le pouvoir civil, qu'insister sur ce point revenait à pousser ce dernier au « suicide »,<sup>16</sup> et que cet équilibre fragile pouvait tout de même permettre des avancées. Ils se sont montrés en cela sensibles à la position défendue par le président Sanhá, puis par le Premier ministre Gomes Júnior lui-même. Le Portugal, toujours proche du Premier ministre,<sup>17</sup> a d'abord été particulièrement véhément dans ses condamnations, avant de prendre une position modérée, voyant que Gomes Júnior semblait disposé à jouer le jeu avec le nouveau pouvoir militaire. Ces « modérés » se sont investis pour tenter de faire évoluer les positions des pays et institutions les plus durs.<sup>18</sup>

Bissau, New York et Bruxelles résonnent depuis lors des critiques réciproques entre les deux courants,<sup>19</sup> les durs

---

leurs actes), ne satisfait guère les critiques. Entretiens de Crisis Group, hommes politiques et militaires guinéens, et diplomates, Bissau, juin 2010 et juillet 2011.

<sup>15</sup> « Les Etats-Unis "n'apporteront plus leur appui" à la réforme de l'armée (ambassade) », Agence de presse sénégalaise (APS), 29 juin 2010.

<sup>16</sup> Entretien de Crisis Group, diplomate européen, Bissau, juillet 2011.

<sup>17</sup> La nature du lien entre le Premier ministre et le Portugal est l'objet de rumeurs innombrables à Bissau. Galp, la grande compagnie pétrolière portugaise dont l'Etat est actionnaire minoritaire, détient 80 pour cent de Petromar, entreprise dominant le marché guinéen des produits pétroliers, créée en 1990 par Gomes Júnior et dont il détient encore les 20 pour cent restant. Galp a parmi ses principaux actionnaires l'entreprise portugaise Amorim Energia, entreprise détenue en partie par le groupe public pétrolier angolais Sonangol, qui est représenté au conseil d'administration de l'entreprise par le propre beau-fils du président angolais.

<sup>18</sup> Ainsi, la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao de septembre 2010 décidait d'exhorter la Commission de la Cedeao « à poursuivre ses efforts visant à persuader les partenaires internationaux de soutenir la Guinée-Bissau ». Voir « Communiqué final. Session extraordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement », Abuja, 20 septembre 2010.

<sup>19</sup> Dans sa résolution du 26 juin 2009, le Conseil de sécurité a ainsi exigé du Binugbis « un plan de travail stratégique assorti de critères permettant de mesurer et de suivre les progrès accomplis ». Un diplomate proche du dossier y voit « comme un

dénonçant la mollesse et l'absence de principes des modérés, accusés de finir par tout accepter, tandis que ceux-là reprochent aux premiers leur bouderie irresponsable qui risque de faire imploser le pays.<sup>20</sup> Cette division de la communauté internationale a pourtant eu un impact plutôt positif. D'un côté, l'attitude raide de l'UE a été un véritable choc pour les autorités et l'armée, surprises de se voir ainsi sous pression alors qu'elles croyaient à un simple « bluff » européen.<sup>21</sup> La mise en cause, en mai 2010, de l'amiral na Tchuto et du chef d'état-major de l'armée de l'Air, Ibraima Papa Camará, par le département américain du Trésor pour leur rôle dans le trafic international de stupéfiants, a encore augmenté la pression.<sup>22</sup> Face à cette intransigeance, les internationaux modérés, mais aussi le pouvoir civil bissau-guinéen, le président d'abord, puis le Premier ministre, ont pu se placer comme recours, comme intermédiaires, voire comme protecteurs pour les militaires.

Ainsi, dès août 2010, les chefs d'état-major de la Cedeao et de la CPLP se retrouvaient à Bissau pour préparer une feuille de route visant à relancer la RSS, domaine dans lequel des avancées étaient indispensables pour aider les autorités guinéennes à garder le contact avec les bailleurs de fonds.<sup>23</sup> Cette feuille de route, adoptée officiellement en mars 2011 par la Cedeao et en juillet par la CPLP, a repris dans ses grandes lignes le projet préparé par la mission RSS de l'UE, et elle a inclus le renouvellement de la hiérarchie militaire, sans fixer cependant de véritables échéances.<sup>24</sup> Cette intervention, si elle s'est faite sur une

---

« peut mieux faire » inscrit dans le carnet de notes d'un élève ». Communication électronique de Crisis Group, octobre 2011.

<sup>20</sup> Entretiens de Crisis Group, diplomates européens, Bruxelles, mai 2011, Paris et Lisbonne, juin 2011, et Bissau, juillet 2011. Le renouvellement du mandat du Binugbis en décembre 2011 a donné lieu à de nouvelles passes d'armes sur ce point.

<sup>21</sup> Entretien de Crisis Group, diplomate, Bissau, juillet 2011.

<sup>22</sup> Le poids des positions américaines a été encore renforcé par le succès de l'assaut contre Ben Laden, qui aurait suscité beaucoup de commentaires dans les cercles militaires bissau-guinéens. Entretien de Crisis Group, diplomate, Dakar, juillet 2011. Le passage d'un navire de guerre français au large de Bissau en mai 2010 aurait également troublé certains chefs militaires guinéens, inquiets d'un raid international contre leurs personnes; des bateaux auraient été envoyés pour surveiller le navire français. « Breves », *Africamonitor*, n° 476, 1<sup>er</sup> juin 2010.

<sup>23</sup> La CPLP était représentée par le chef d'état-major angolais. Le vice-chef d'état-major du Cap-Vert, pays qui appartient aux deux ensembles, était également présent.

<sup>24</sup> Plus spécifiquement, elle appelle au « redéploiement immédiat hors des forces armées » des dix-sept officiers généraux alors en fonction, ainsi que des autres officiers supérieurs ayant dépassé la limite d'âge et « qui occupent des fonctions centrales dans la structure de commandement actuelle ». Pour ce faire, la feuille de route ne peut guère qu'appeler les autorités politiques de la Cedeao et de la CPLP, en collaboration avec le pouvoir civil guinéen, à « entreprendre de trouver les incitations et les

ligne ferme, a permis de relancer les échanges entre les parties.

Les autorités civiles guinéennes ont mené, avec l'appui du Portugal, un marathon diplomatique marqué par une coordination inattendue entre la présidence et la primature.<sup>25</sup> Elles ont obtenu que l'UE ne prenne pas les sanctions envisagées contre les chefs militaires impliqués dans l'affaire du 1<sup>er</sup> avril.<sup>26</sup> Elle a néanmoins décidé d'ouvrir des consultations dans le cadre de l'article 96 de l'accord de Cotonou.<sup>27</sup> Au terme d'une rencontre le 29 mars 2011, l'UE a obtenu que les autorités s'engagent au « renouvellement de la hiérarchie militaire » et les ont invitées « instamment » à « engager des enquêtes et des poursuites judiciaires concernant les événements du 1<sup>er</sup> avril 2010 afin de renforcer les efforts entrepris pour lutter contre l'impunité ».<sup>28</sup> Malgré une certaine impatience quant au double langage employé par les autorités, qui ont adouci dès leur retour à Bissau le ton des engagements pris à Bruxelles, l'UE a finalement clos les consultations en juillet 2011, décidant une reprise graduée de l'aide, avec des conditions fermes : la plus grande part de l'assistance, et en particu-

lier le soutien à la RSS, reste conditionnée au « renouvellement de la hiérarchie militaire ».<sup>29</sup>

Par ailleurs, le pouvoir civil guinéen a multiplié les initiatives diplomatiques en direction d'autres partenaires bilatéraux, Sénégal, Angola, Brésil, Cap-Vert, Chine ou Libye, pour faire pression sur l'UE, faire tourner la machine étatique, soigner l'armée, et défendre son image de régime réformateur. Il a pu compter sur différents partenaires financiers africains comme l'Union économique et monétaire ouest-africaine, la Banque africaine de développement ou la Banque ouest-africaine de développement. Par ailleurs, les bonnes relations construites avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale par quelques-uns des technocrates du gouvernement se sont maintenues. Entre refus d'entrer trop directement dans le politique et volonté de conclure un processus de long terme, le FMI a approuvé dès mai 2010 une facilité de crédit élargie d'un montant de 33 millions de dollars sur trois ans.

En décembre 2010, FMI et Banque mondiale ont estimé que le pays avait atteint le point d'achèvement pour l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés, ouvrant la possibilité d'une remise de dette d'environ 1,2 milliard de dollars auprès des institutions financières internationales (IFI) et d'autres créanciers, soit environ 90 pour cent de la dette extérieure. Les pays occidentaux, même s'ils ont exprimé des réserves quant à la rigueur du suivi mené par les IFI,<sup>30</sup> se sont pour la plupart contentés de s'abstenir lors du vote. Ils n'en ont pas moins rempli leurs engagements dans le cadre du Club de Paris, annulant 283 millions de dollars de dette en mai 2011. Le Portugal, qui n'en fait pas partie, a annoncé au même moment une remise de dette de 77 millions d'euros.

Il n'existe pas de désaccord sur le fond entre les différents partenaires internationaux. Tous affichent le même objectif global : la consolidation du pouvoir civil, le départ des chefs militaires qui posent problème et la RSS. Mais de fortes nuances sont apparues dans la manière de poser ces exigences. De façon sans doute involontaire au début, en se divisant ainsi, en donnant des signaux contradictoires,

---

motivations nécessaires ». « Roadmap for the effective take-off of the security sector reform programme », Extraordinary Meeting of the Committee of ECOWAS Chiefs of Defence Staff, Bissau, 11-12 août 2011, p. 20.

<sup>25</sup> Les hauts responsables bissau-guinéens ont fait le tour des principales capitales européennes, et ont produit à Bruxelles une délégation représentant les deux branches du pouvoir civil, mais aussi la société civile et même l'armée en la personne de Daba na Wala, le très présentable officier juriste qui dirige le cabinet du chef d'état-major général. En février 2011, Gomes Júnior a fait sa première visite à Dakar pour rencontrer les ambassadeurs non-résidents et mobiliser le soutien du président sénégalais Abdoulaye Wade. Enfin, le « groupe des amis » mobilisé par Bissau à Bruxelles pour les consultations était particulièrement important : UA, Cedeao, Angola, Sénégal, Niger et Afrique du Sud.

<sup>26</sup> Les diplomates européens soulignent que la décision sur les sanctions a été simplement suspendue, et pas abandonnée. Communication téléphonique de Crisis Group, octobre 2011.

<sup>27</sup> Au terme de l'article 96 de l'accord de Cotonou entre l'UE et les Etats du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP), entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2003, si une des parties considère que l'autre a manqué au respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'Etat de droit, elle peut demander l'ouverture de consultations. En cas d'échec des consultations, des « mesures appropriées » peuvent être prises. Voir « Accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 ».

<sup>28</sup> « Ouverture des consultations avec la partie ACP sur la Guinée-Bissau au titre de l'article 96 de l'Accord de Cotonou – Conclusions de l'Union européenne », Conseil de l'UE, 29 mars 2011.

---

<sup>29</sup> « Décision du Conseil relative à la conclusion de la procédure de consultation avec la République de Guinée-Bissau », Conseil de l'UE, 18 juillet 2011.

<sup>30</sup> Les diplomates européens mettent en cause le sérieux des indicateurs retenus et soulignent que les IFI ont longtemps refusé de s'engager sur les questions politico-militaires les plus sensibles, comme par exemple sur la gestion du budget de la défense. Entretiens de Crisis Group, diplomates européens, Paris et Bissau, juin et juillet 2011. Sur ce dernier point, leur position a évolué récemment, et elles ont obtenu depuis des autorités des engagements sur l'inclusion des ministères de la Défense et de l'Intérieur dans le nouveau système unifié de paiement des salaires. « IMF mission confirms the positive outlook for growth », Economist Intelligence Unit, 4 octobre 2011.

la communauté internationale a joué une scène « bon flic/ mauvais flic » qui a contraint, pour le moment au moins, les principaux acteurs bissau-guinéens, y compris les militaires, à faire bonne figure, à stabiliser la situation et à travailler ensemble.

### 3. L'Angola, enfin un « pays leader » sur le dossier bissau-guinéen ?

C'est précisément dans l'incertitude ouverte le 1<sup>er</sup> avril 2010 que l'Angola a fait ses pas les plus spectaculaires à Bissau. Profitant de l'appel d'air créé par le repli de l'UE, Luanda s'est engagé massivement, contribuant de façon décisive à l'élaboration du compromis ambigu qui perdure.

L'Angola n'est pas un nouvel acteur à Bissau. Si la relation entre les deux pays, dont la proximité à l'époque de la lutte d'indépendance est aujourd'hui célébrée de manière lyrique, s'était refroidie,<sup>31</sup> les liens avaient été rétablis dans la deuxième moitié des années 2000. Enfin débarrassé de sa guerre civile, l'Angola s'engageait alors dans une politique de projection diplomatique. En 2005 déjà, au terme d'un accord passé avec Carlos Gomes Júnior, qui occupait alors la primature, Luanda avait formé 250 policiers guinéens.<sup>32</sup> Un tournant était franchi en janvier 2007, quand l'Angola nommait son premier ambassadeur résident en Guinée-Bissau. Vieira venait en visite à Luanda en février, et le président José Eduardo dos Santos appelait à l'occasion au rassemblement du PAIGC autour de son ancien chef.<sup>33</sup>

<sup>31</sup> Apparemment à la demande du Portugal qui souhaitait le voir contribuer à la médiation dans le conflit angolais, Nino Vieira a noué des liens avec la rébellion angolaise dirigée par Jonas Savimbi à partir de 1994. Entretiens de Crisis Group, hommes politiques et journalistes guinéens, Bissau, juillet 2011, et Paris, décembre 2011. Voir aussi le témoignage de João Renato da Silva, qui aurait été un des intermédiaires de cette relation. Il souligne à ce propos : « Savimbi disait que tout homme est achetable et que c'est le prix qui varie ». Voir « Futuro refém da reforma do Exército », Moçambique para todos (macua.blogs.com), 18 avril 2010.

<sup>32</sup> Intégrés à la police d'intervention rapide, ces « Angolans » sont, selon la logique clientélaire, personnellement liés à Carlos Gomes Júnior. Lors des événements de décembre 2011, ils ont été particulièrement impliqués dans sa protection et dans les opérations de répression. Un nouveau groupe de 350 policiers stagiaires est parti en formation en Angola le 11 décembre 2011. S'ils sont passés à travers le processus de certification mis en place par les Nations unies, ils n'en ont pas moins été recrutés pour partie dans les réseaux liés à Gomes Júnior au sein de la police. « Angola apoia reforma de segurança na Guiné-Bissau », Prensa Latina, 23 décembre 2011 ; et entretien de Crisis Group, proche de la police guinéenne, Dakar, janvier 2012.

<sup>33</sup> « Dos Santos aconselha 'Nino' Vieira e PAIGC », BBC, 27 février 2007. La pression angolaise avait contraint Vieira à se séparer de son Premier ministre d'alors, Aristides Gomes, un de

Quelques mois après, en mai, Higino Carneiro, ministre angolais des Travaux publics et homme de confiance de dos Santos, signait à Bissau un accord pour l'exploitation de la bauxite depuis longtemps repérée autour de Boé, dans l'est du pays.<sup>34</sup> Bauxite-Angola, une entreprise à capitaux mixtes liée à l'Etat angolais, était créée immédiatement après.<sup>35</sup> Le plan d'investissement se monte à 500 millions de dollars, dont un peu plus de 320 millions pour la construction d'un port en eau profonde à Buba, au sud de Bissau.<sup>36</sup> Mais les troubles politiques ont bloqué depuis la mise en œuvre du projet. C'est sans doute en partie à cause de cela que Luanda a renforcé sa présence à Bissau.

Par ailleurs, bien décidé à devenir une grande puissance africaine, Luanda mène désormais une nouvelle diplomatie, se plaçant volontiers sur une ligne nationaliste et s'associant aux régimes délaissés et critiqués par les puissances occidentales. Ce fut le cas de la Côte d'Ivoire de Laurent Gbagbo,<sup>37</sup> puis de la Guinée-Bissau, où les événements du 1<sup>er</sup> avril 2010 ont été déclencheurs :<sup>38</sup> c'est

---

ses proches, et à le remplacer par un homme du PAIGC, Martinho Ndafo Cabi.

<sup>34</sup> Dans les années 1980, les réserves avaient été estimées à 113 millions de tonnes. « L'Angola, nouveau maître de la filière bauxitique », *Africa Mining Intelligence*, n° 238 (17 novembre 2010). En 2007 également, la Sociedade de Hidrocarbonetos de Angola, une société pétrolière angolaise de droit privé que Global Witness soupçonne d'être un relai des intérêts privés des dirigeants angolais, obtenait un permis d'exploration dans l'offshore guinéen. Voir « Angola : private oil firm has shareholders with same names as top government official », Global Witness, 4 août 2009.

<sup>35</sup> Bernardo Campos, le président du conseil d'administration de Bauxite-Angola, est un ancien de Diamang et d'Endiama, des compagnies publiques angolaises du secteur du diamant. Il a également appartenu aux services de la présidence angolaise. Bauxite-Angola doit opérer au travers d'une société de droit guinéen, la Sociedade Mineira do Boé, qu'elle contrôlerait à 70 pour cent. L'Etat angolais détient 20 pour cent des actions, et l'Etat bissau-guinéen 10 pour cent. « Guinea Bissau signs bauxite mining agreement with Angola », Macau Hub, 17 septembre 2007.

<sup>36</sup> « Exploração da bauxite em Boé », *Boletim de informação sobre petróleo e minas na Guiné-Bissau*, n° 0 (octobre 2011), p. 5.

<sup>37</sup> Sur le soutien angolais à Laurent Gbagbo, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°171, *Côte d'Ivoire : faut-il se résoudre à la guerre ?*, 3 mars 2011. Bissau a d'ailleurs soutenu, autant qu'il lui était diplomatiquement possible, son nouveau patron angolais dans la situation ivoirienne, appelant à une solution négociée à la crise électorale de novembre 2010 à un moment où les Nations unies, les puissances occidentales et la Cedeao considéraient Laurent Gbagbo comme le seul responsable du blocage de la situation.

<sup>38</sup> De façon symptomatique, le dernier rapport du secrétaire général des Nations unies sur la Guinée-Bissau avant le 1<sup>er</sup> avril 2010 ne fait aucune mention spécifique de l'Angola, alors qu'il discute du Brésil, de l'UE et de la Cedeao. Voir « Rapport du

juste après en effet que le président Sanhá, confronté à la raideur des Occidentaux et en quête d'alternatives, a rencontré le président dos Santos à Luanda. Dès le 16 avril, le ministre angolais de la Défense signait à Bissau un accord de défense comprenant un volet de formation, soulignant les bénéfices pour les militaires bissau-guinéens.<sup>39</sup> Le 5 mai, l'Angola annonçait qu'il annulerait la dette bissau-guinéenne à son égard, estimée à 39 millions de dollars. Au sommet de la CPLP de la fin juillet 2010, le président angolais a promis l'aide de l'organisation et a appelé à une conférence des pays donateurs, n'excluant aucune forme d'intervention. Sanhá annonçait alors à la télévision publique angolaise vouloir nouer une relation « stratégique » avec l'Angola.<sup>40</sup>

En août 2010, l'Angola, qui exerçait la présidence de la CPLP, était en force dans la délégation de l'organisation venue à Bissau discuter avec la Cedeao de la feuille de route pour la relance de la RSS. Du 4 au 9 septembre 2010, António Injai se rendait à Luanda pour discuter avec ses homologues angolais de la coopération militaire à venir. Fin septembre, le ministre angolais des Affaires étrangères Georges Chicoti annonçait devant les Nations unies une contribution de 30 millions de dollars pour la RSS, et l'armée guinéenne recevait ses premiers cadeaux angolais, des voitures et des uniformes.<sup>41</sup> En octobre, le champ de coopération s'élargissait.<sup>42</sup> une délégation angolaise multisectorielle de haut niveau venait à Bissau,<sup>43</sup> annonçant un appui budgétaire de 12 millions de dollars et l'ouverture d'une ligne de crédit de 25 millions de dollars pour financer le secteur privé. Signe de sa volonté d'influence, Luanda engage des actions au profit des médias guinéens.<sup>44</sup> En juin 2011, l'Angola nomme un personnage

important à la tête de son ambassade à Bissau, Feliciano dos Santos, ancien chef d'état-major de la Marine angolaise, ancien attaché de défense aux Etats-Unis.

Cette influence de l'Angola a vite été reconnue dans les enceintes internationales, et c'est un diplomate angolais, Sebastião Isata, que Jean Ping a nommé représentant spécial de l'UA pour la Guinée-Bissau en août 2010.<sup>45</sup> Fort de cette reconnaissance, l'Angola a déployé une mission de coopération militaire et policière (Missang) qui constitue une sorte de voie moyenne, acceptable pour l'armée guinéenne là où la force de stabilisation souhaitée par certains partenaires internationaux posait problème.<sup>46</sup> Inaugurée le 21 mars 2011, elle se présente comme une simple mission de coopération, et les autorités militaires guinéennes se sont empressées de préciser que les Angolais n'étaient qu'un peu plus de 100 et pas 600, comme le voulaient certains rumeurs.<sup>47</sup> Certains partenaires internationaux se félicitent de disposer, pour la première fois depuis des années, de troupes étrangères sur place. Certains jugent cependant que l'Angola, arguant du caractère bilatéral de sa mission, fait cavalier seul et ne se donne pas assez la peine de communiquer.<sup>48</sup>

Même si l'accord bilatéral qui règle le déploiement de la Missang n'a pas été rendu public, cette mission offre de facto une protection aux autorités civiles face aux militaires guinéens. Le fait que la mission soit casernée au Bissau Palace Hotel, hôtel mitoyen du nouveau Palácio do Governo, le complexe administratif du Premier ministre, est ainsi fréquemment évoqué par les observateurs.<sup>49</sup> Lors des troubles de décembre 2011, c'est à l'ambassade d'Angola, située près de sa résidence, que le Premier mi-

---

Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau », 26 février 2010.

<sup>39</sup> Le protocole de mise en œuvre était signé en septembre 2010 à Luanda et adopté en novembre par l'Assemblée nationale angolaise.

<sup>40</sup> « Guiné-Bissau quer relação estratégica com Angola », Televisão Pública de Angola, 22 juillet 2010.

<sup>41</sup> « Guiné-Bissau recebe viaturas e uniformes militares do Governo angolano », Portuguese News Network (PNN), 22 septembre 2010.

<sup>42</sup> Dans une tribune, le rédacteur en chef de l'influent journal angolais *O País* soulignait alors la nécessité d'une action au-delà du politique et du militaire, dans l'économique, qui profite à l'armée et à la population. « Os espelhos de Bissau », *O País*, 22 octobre 2010.

<sup>43</sup> Dirigée par le ministre de la Géologie et Mines et de l'Industrie, la délégation angolaise comprend le secrétaire d'Etat aux Relations extérieures, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, le secrétaire d'Etat au Trésor et le vice-ministre de la Communication sociale.

<sup>44</sup> « Angola vai investir 150 mil dólares em "ações de urgência" na comunicação social da Guiné-Bissau », Lusa, 22 octobre 2010. La nouvelle n'a pas manqué de susciter des commen-

---

taires, compte tenu de l'état de la liberté de la presse en Angola. Par la suite, 7 millions de dollars ont été mis à disposition des médias d'Etat.

<sup>45</sup> Un autre Angolais, João Miranda, avait été l'envoyé spécial de Jean Ping, le président de la Commission de l'UA, pour l'élection présidentielle guinéenne de 2009.

<sup>46</sup> Sur les débats autour de la force de stabilisation, voir la section II.C.

<sup>47</sup> « Militares angolanos em Bissau para apoiar reforma das FA », Lusa, 16 mars 2011. Le détachement initial comprenait une centaine d'hommes, mais des relèves ont permis des renforts. Les estimations actuelles des interlocuteurs de Crisis Group varient entre 160 et 250 hommes, dont un certain nombre de soldats des forces spéciales. Entretiens de Crisis Group, diplomates européens et africains, Bissau, juillet 2011. Voir aussi « Forças armadas procedem substituição de efectivos da Missang », Angola Press (Angop), 23 juillet 2011.

<sup>48</sup> Entretiens de Crisis Group, diplomates européens et africains, Dakar et Bissau, juillet 2011.

<sup>49</sup> Entretiens de Crisis Group, journalistes guinéens, Bissau, juillet 2011, et Dakar, novembre 2011. Selon une source, le Premier ministre aurait une suite à disposition au Bissau Palace Hotel, en cas de danger.

nistre s'est un temps abrité.<sup>50</sup> La Missang tente ainsi d'être tout à tous : promesse d'aide plutôt que menace pour les militaires guinéens ; gage de sécurité pour les autorités ; espoir d'une réforme pour la communauté internationale. Dans une situation très indécise, l'intervention angolaise a ainsi permis aux différents acteurs de réduire les incertitudes et de continuer le jeu.

Si sa position n'est pas sans ambiguïté et donc pas sans danger (les rumeurs les plus variées courent à Bissau sur le mandat, la taille et l'armement de la Missang), l'Angola semble s'implanter en force. Pour la première fois peut-être dans l'histoire des interventions internationales en Guinée-Bissau, un acteur s'impose qui dispose à la fois de ressources financières formelles et informelles significatives, d'intérêts économiques réels, d'une ambition diplomatique, d'une légitimité historique (celle des « camarades » de la lutte contre le Portugal), et d'une petite force militaire sur le terrain.<sup>51</sup> Peut-être même l'Angola offre-t-il une vision d'avenir aux différents segments de l'élite guinéenne : le régime angolais est lui aussi passé au travers de grandes épreuves, et il est maintenant bien établi et bénéficie de la prospérité économique du pays. L'Angola dispose ainsi d'une véritable capacité de médiation entre les différents courants du parti au pouvoir, comme entre ces derniers et les factions de l'armée, et a pu favoriser l'élaboration d'un compromis.

Dans une situation de conflit, l'implication d'un « pays leader » capable de canaliser et d'entretenir l'attention internationale et d'exercer une influence sur le pays destinataire de l'intervention internationale est un facteur décisif de réussite.<sup>52</sup> L'Angola pourra-t-il utiliser ses indéniables atouts pour tenir ce rôle à Bissau, faire progresser le pays tout en s'ouvrant une véritable opportunité de valorisation diplomatique et de déploiement économique ? Pour cela, Luanda devra soigner ses relations aussi bien dans la communauté internationale que sur la scène guinéenne. Les avis sont en effet très partagés, et beaucoup d'acteurs régionaux et internationaux déplorent un déficit de communication de la part de l'Angola, qu'ils perçoivent comme désireux d'influencer le processus multilatéral tout en brandissant la carte du bilatéralisme pour limiter

la coordination et la transparence.<sup>53</sup> Sur la scène guinéenne comme sur la scène internationale, Luanda laisse trop facilement de la place aux soupçons quant à ses intentions et à ses méthodes, ce qui affaiblit la légitimité de son intervention.

## B. LE PAIGC REUNI DANS L'HEGEMONIE ?

Comme beaucoup d'autres anciens partis uniques en Afrique, le PAIGC a conservé une influence et une implantation considérables, mais il est traversé par des clivages très forts. La guerre de 1998-1999 avait porté ces clivages à un extrême, toute une partie du PAIGC soutenant alors la junte militaire contre le chef du parti, le président Nino Vieira.<sup>54</sup> Les luttes factionnelles se sont poursuivies depuis, et le retour de Vieira en 2005 les avait encore aggravées, au fur et à mesure des manœuvres de ce dernier pour se constituer une majorité parlementaire contre le nouveau président du PAIGC, Carlos Gomes Júnior, son ennemi juré.<sup>55</sup> Jusqu'à la mort du président Vieira s'affrontaient essentiellement une faction pro-Vieira et une faction pro-Gomes Júnior, l'une et l'autre alternant au gouvernement au gré des alliances avec d'autres groupes au sein du PAIGC et certaines factions d'autres partis politiques.<sup>56</sup>

<sup>53</sup> Entretiens de Crisis Group, diplomates européens et africains, Bissau, juillet 2011.

<sup>54</sup> En 1998, sous la pression du Sénégal et de la France, inquiets du trafic d'armes appartenant à l'armée guinéenne au profit des séparatistes opérant en Casamance, la région sud du Sénégal, le président Vieira avait accusé son chef d'état-major, Ansumana Mané. Après l'échec d'une tentative contre la vie de Vieira, l'affrontement au sein de la petite élite politico-militaire de Bissau avait débordé, l'opposition à Vieira au sein du PAIGC comme en dehors se ralliant à Mané. Une situation socioéconomique dégradée et l'impopularité des soldats envoyés par le Sénégal et la Guinée-Conakry en appui à Vieira avaient achevé de ranger la population dans le camp de la junte. Vaincu en 1999, Vieira s'était installé au Portugal.

<sup>55</sup> C'est Nino Vieira qui avait nommé Gomes Júnior, alors fonctionnaire des Finances, à la tête de la Dicol, société publique de distribution de produits pétroliers, en 1980. Dix ans après, profitant de la libéralisation économique, Gomes Júnior créait sa propre société de produits pétroliers, Petromar, qui s'est rapidement imposée dans le secteur. Il est aussi très investi dans l'immobilier. Beaucoup à Bissau considèrent qu'il a été l'un des gestionnaires de la fortune de Vieira pendant la libéralisation et qu'il s'est « autonomisé » après la guerre de 1998-1999 en devenant le principal financier du PAIGC. L'inimitié entre les deux hommes était en tout cas claire tout au long des années 2000, malgré les efforts des Angolais à partir de 2007 pour les rapprocher.

<sup>56</sup> Le gouvernement de Gomes Júnior, soutenu par une partie du PAIGC et une partie du Partido para a Renovação Social (PRS), est ainsi tombé en 2005 contre une alliance nouvellement formée entre la faction vieiriste du PAIGC alliée à une autre faction PRS.

<sup>50</sup> « Grupo de soldados descontentes atacou sede do Estado-Maior das Forças Armadas da Guiné Bissau », Lusa, 26 décembre 2011.

<sup>51</sup> Autre élément d'influence, l'Angola est une des nouvelles destinations de l'émigration guinéenne. Il y aurait entre 5 000 et 7 000 Bissau-Guinéens en Angola. « Antigo ministro das Finanças, Manuel dos Santos "Manecas", nomeado embaixador em Angola », Lusa, 23 mars 2011.

<sup>52</sup> Voir par exemple David Ambrosetti et Mélanie Cathelin, « Les enjeux du leadership au Conseil de sécurité : responsabiliser ou contrôler les opérations de paix de l'ONU? », *Revue internationale et stratégique*, n° 68 (2008), p. 69-79.

Avec la mort de Vieira en mars 2009 et jusqu'à la mort de Malam Bacai Sanhá en janvier 2012, le PAIGC s'est recomposé en deux factions principales, celle de Gomes Júnior se confrontant à celle de Sanhá,<sup>57</sup> auxquelles s'ajoutent d'autres réseaux plus petits qui s'allient tantôt aux uns, tantôt aux autres. La désignation du candidat pour la présidentielle de 2009 a été l'objet d'une vive bataille, le Premier ministre soutenant un de ses proches, Raimundo Pereira, contre Sanhá. Ce dernier a remporté l'investiture puis l'élection le 26 juillet 2009, mais les tensions sont restées fortes pour le contrôle des ressources de l'Etat et des nominations. Un partage de facto a été effectué lors de la formation du nouveau gouvernement en octobre 2009, Premier ministre et président répartissant les ministères entre leurs proches, clients et alliés respectifs.

Certes, le président Sanhá a essayé d'assumer une position de médiation et de conciliation. Ainsi, un de ses proches, Serifo Nhamadjo, vice-président de l'Assemblée nationale, s'est saisi de l'idée d'un processus de dialogue et de réconciliation, qui circulait depuis un certain temps en Guinée.<sup>58</sup> Avec l'engagement de l'Assemblée et l'appui du Binugbis, il a organisé des sessions de discussion sur le secteur de la sécurité, de même que des réunions préparatoires à travers le pays et dans la diaspora, qui se sont terminées en octobre 2011 – la grande conférence nationale de clôture est encore en attente. Mais à côté de cette tentative très médiatique, il n'a pas manqué de faucons dans les deux camps pour encourager les rumeurs défavorables à l'autre bord. Les accusations de trafic de drogue,<sup>59</sup> de népotisme, de détournement, de tentative de déstabilisation,

<sup>60</sup> de complaisance ou d'hostilité envers les militaires, se sont multipliées.<sup>61</sup>

Dans ce contexte, d'aucuns ont pensé que les événements du 1<sup>er</sup> avril 2010 avaient été encouragés ou tolérés par le camp présidentiel (ou par certains de ses membres) puisqu'ils visaient le Premier ministre et son fidèle chef d'état-major Zamora Induta.<sup>62</sup> Quoiqu'il en soit, le président Sanhá semble avoir estimé que Gomes Júnior était incontournable, aussi bien aux yeux des bailleurs qu'au sein du PAIGC, puisqu'il l'a soutenu, exigeant et obtenant sa libération ainsi que des excuses des chefs militaires. Dès juin 2010, le président cap-verdien Pedro Pires facilitait une rencontre à Paris entre les deux hommes, qui aboutissait au retour de Gomes Júnior à Bissau le 14 juin, après 45 jours d'absence. Les mois qui ont suivi ont été accompagnés d'une nouvelle poussée de fièvre accusatoire entre les deux factions, mais le président et le Premier ministre ont compris que la stabilité et l'ordre constitutionnel étaient l'une de leurs principales ressources, et ils se sont employés à faire baisser la tension, au moins en surface.

Progressivement, les attaques par médias interposés ont ralenti ou sont devenues moins virulentes. Sur différents points de tension, des compromis se sont dégagés. Ainsi, lorsque la ministre de l'Intérieur, Hadja Satu Camará Pinto, proche de Sanhá, est entrée en conflit avec le Premier ministre sur les nominations dans son ministère, le président a accepté son remplacement par un autre de ses proches, Dinis na Fantchama.<sup>63</sup> Vers la fin de l'année 2010, Sanhá

---

<sup>57</sup> Président de l'Assemblée nationale au moment où éclate le conflit de 1998, Sanhá a soutenu la junte de Mané contre Vieira et il a été président de la période de transition entre la chute de Vieira en 1999 et l'élection de Kumba Yalá en 2000. Ancien de la lutte d'indépendance, Sanhá a de l'influence chez les anciens du parti, mais aussi chez les « jeunes » des années 1980 et 1990 qui s'étaient dressés contre Vieira, parfois en quittant le PAIGC pour créer leurs propres partis. Après la mort de Vieira, il a été le point de ralliement d'une bonne part des fidèles de ce dernier, héritiers de son conflit avec Gomes Júnior.

<sup>58</sup> Elle avait déjà trouvé une première incarnation à partir de 2007 dans *Voz di Paz*, programme de consultation et de dialogue mis en place en 2007 par l'ONG Interpeace et l'Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa.

<sup>59</sup> Aux accusations circulant sur internet contre le fils du président Sanhá ont répondu des accusations contre Gomes Júnior et Zamora Induta. Comparer « EUA vão divulgar lista com 120 nomes de guineenses suspeitos de narcotráfico », PNN, 28 mai 2010; et « Exclusivo : ex-Ministro da Defesa à Comissão de Inquérito ao caso 1 de abril : "1º Ministro Carlos Gomes ordenou libertação do navio" (com droga) », Ditadura do consenso (ditaduradocensenso.blogspot.com), 31 mai 2010.

---

<sup>60</sup> En novembre 2009, les renseignements ont ainsi produit un document identifiant comme menace l'activité de plusieurs figures du PAIGC, proches de Nino Vieira parfois ralliés à Sanhá. Étaient mentionnés en particulier Roberto Cacheu et Soares Sambú. « Relatório sobre a situação dos direitos humanos na Guiné-Bissau 2008/2009. A força sem discernimento colapsa sob o seu próprio peso », Liga Guineense dos Direitos Humanos, p. 63.

<sup>61</sup> On peut mettre en regard les « informations » souvent très orientées diffusées par le Portuguese News Network sous la signature de Rodrigo Nunes (www.interpnn.com/), et le blog souvent non moins partisan du journaliste António Aly Silva, *Ditadura do Consenso*.

<sup>62</sup> Une source affirme ainsi qu'António Injai aurait averti le président Sanhá des tensions croissantes entre lui et Zamora Induta et que ce dernier aurait sciemment différé toute intervention. Entretien de Crisis Group, homme politique guinéen, Lisbonne, juin 2011.

<sup>63</sup> Arguant qu'il ne fallait pas perturber la RSS, le Premier ministre a reproché à Satu Camará Pinto d'avoir pourvu de sa propre initiative aux trois sous-commissariats (opérations et sécurité, ressources humaines, logistique et finances) prévus dans la nouvelle loi organique de la police d'ordre public adoptée le 13 mai 2010. Il s'agissait sans doute d'une lutte pour le contrôle de postes clé au sein d'un ministère clé. La « suspension » prononcée par le Premier ministre à l'encontre de Satu Camará

avait déclaré que le Premier ministre resterait en fonction jusqu'à la fin de la législature, prévue pour novembre 2012. Plus récemment, il l'avait défendu publiquement face aux graves accusations portées par l'opposition contre lui.<sup>64</sup> Quant au remaniement ministériel intervenu en août 2011, il témoigne lui aussi de cette dynamique de coopération âprement négociée au sein du PAIGC : le président et le Premier ministre ont « échangé » alors les ministères, des hommes du Premier ministre prenant finalement l'Intérieur mais aussi la Justice, devenus pour lui stratégiques, tandis que le président plaçait en échange des proches à la Défense et aux Affaires étrangères.<sup>65</sup>

S'ils ont défendu fermement leur influence respective, Sanhá et Gomes Júnior ont semblé conscients qu'ils dépendaient l'un de l'autre, puisqu'ils étaient les deux piliers institutionnellement légitimes de l'Etat guinéen. Ils devaient préserver une image relativement positive aux yeux des bailleurs<sup>66</sup> pour conserver l'accès aux financements internationaux, la reprise des investissements et la croissance économique, éléments décisifs pour assurer la victoire du PAIGC dans les échéances à venir.

### C. FACE A LA QUESTION MILITAIRE : COMPROMIS OU COMPROMISSION ?

Cette stabilisation de la sphère politique par le compromis trouve son parallèle dans la sphère militaire. Au fur et à mesure, sur l'ensemble des questions se rapportant aux forces armées et à chaque épreuve de force, le pouvoir civil et la communauté internationale ont largement cédé aux chefs militaires issus du 1<sup>er</sup> avril 2010. Mais la période prolongée de forte tension qui a suivi le 1<sup>er</sup> avril a permis une sorte d'apprivoisement réciproque entre le pouvoir civil et le nouveau pouvoir militaire, qui semblent avoir mesuré leur dépendance mutuelle. Reste à voir si cela a transformé le rapport de forces entre les deux pans de l'Etat.

---

était d'une constitutionnalité douteuse. Voir « Designação de comissários adjuntos provoca tensões entre Gomes Júnior e Ministra », PNN, 27 octobre 2010; et « As implicações jurídico-políticas do episódio Adja vs Cadogo », Associação Gbcontributo-Cidadania, 2 novembre 2010. Satu Camará Pinto a repris les fonctions abandonnées par na Fantchama à la présidence, et elle continue de suivre le secteur du renseignement pour le compte du président.

<sup>64</sup> Voir la section III.C.

<sup>65</sup> Les militaires n'ont pas perdu au change : ils ont obtenu le remplacement à la Défense d'Aristide Ocante da Silva, dont ils n'étaient pas satisfaits, par Baciro Dja, fils d'un ancien combattant et ancien président de l'Instituto de Defesa Nacional, avec lequel ils ont de bonnes relations.

<sup>66</sup> Selon un diplomate européen, le régime actuel « n'est pas le meilleur, mais c'est le moins mauvais ». Entretien de Crisis Group, Bissau, juillet 2011.

Dès le 1<sup>er</sup> avril 2010, des pressions internationales se sont exercées pour la mise à l'écart des deux principaux responsables militaires impliqués, l'amiral Bubo na Tchuto et le général António Injai. L'envoi d'une force internationale de stabilisation, chargée en particulier de la protection des institutions, est évoqué alors par beaucoup de partenaires internationaux, suscitant une grande nervosité à Bissau compte tenu de la méfiance des militaires guinéens en la matière. Sur les deux points, les pressions ont échoué. Injai et na Tchuto se sont imposés à la tête des forces armées, se soumettant pour cela au pouvoir civil.

Le 1<sup>er</sup> juin 2010, un tribunal militaire abandonne les poursuites contre Bubo na Tchuto, alors accusé de tentative de coup d'Etat. Le 25 juin, Injai est confirmé comme chef d'état-major général. Et le 8 octobre, na Tchuto retrouve ses fonctions de chef d'état-major de la Marine.<sup>67</sup> Compte tenu des rumeurs récurrentes sur l'implication des deux hommes dans le trafic de cocaïne et de l'indiscutable illégalité de leur action du 1<sup>er</sup> avril, ces nominations ont suscité la désapprobation d'une bonne partie des partenaires internationaux. Pour sa part, le président Sanhá les a justifiées comme une nécessité pour « créer un climat de paix et de stabilité interne », sans manquer de rappeler sa légitimité de président élu ainsi que la souveraineté de l'Etat guinéen.<sup>68</sup> Fin décembre 2010 a eu lieu par ailleurs une distribution de grades aux plus hauts rangs de l'armée, qui compte ainsi trois officiers généraux de plus alors que le déséquilibre de sa pyramide hiérarchique est déjà extraordinaire.<sup>69</sup> Maigre consolation pour l'UE, l'ancien chef d'état-major Zamora Induta a été libéré au même moment, mais il reste depuis en résidence surveillée.

---

<sup>67</sup> Dès après avril 2010, il avait repris le contrôle de facto de la Marine et rappelé ses fidèles, dispersés dans des garnisons à travers le pays après sa fuite en Gambie. Son remplaçant à la Marine, le *comodoro* Estêvão na Mena, a été nommé inspecteur-général des forces armées le 8 octobre 2010. Le major-général Mamadú Turé « Nkrumah » a été nommé le même jour vice-chef d'état-major général. Certains observateurs notent que Turé est biafada, de la même ethnie que le président Sanhá, et le considèrent donc comme un allié potentiel. Il a été remplacé à l'état-major de l'armée de terre par le colonel Augusto Mário Có « Capacete de Ferro ».

<sup>68</sup> « PR explica nomeação de contra almirante Bubo Na Tchuto com necessidade de estabilidade interna », Lusa, 8 octobre 2010.

<sup>69</sup> Sont passés brigadiers-général le chef d'état-major de l'armée de terre Augusto Mário Có et le chef de la maison militaire de la présidence Saie Braiê na Nhakba. L'inspecteur général des forces armées Estêvão na Mena a été nommé contre-amiral. Le chef d'état-major de la force aérienne Ibraïma Papa Camará, le président du Tribunal militaire supérieur Eduardo Costa, et le brigadier-général Miguel Gomes ont été promus major-général. Selon le recensement de 2008, pour un peu moins de 4 500 hommes, l'armée comptait dix-sept officiers généraux.

L'intervention militaire, idée ancienne relancée par plusieurs partenaires internationaux, a suscité de vifs débats.<sup>70</sup> Le 1<sup>er</sup> août 2010, au sortir d'une réunion du Conseil national de défense, un porte-parole de la présidence annonce que les autorités civiles et militaires acceptent le déploiement d'une force de stabilisation.<sup>71</sup> La Liga Guineense dos Direitos Humanos (LGDH), la principale organisation de défense des droits de l'homme du pays, très engagée dans la lutte contre l'impunité et les abus des militaires, marque son approbation. A l'inverse, le très influent évêque de Bissau, Dom José Camnaté na Bissign, se montre prudent, tout comme le Binugbis, qui souligne que le pays a surtout besoin de former ses militaires,<sup>72</sup> et insiste sur la nécessité d'un consensus national sur le sujet. Certains partis d'opposition, dont le Partido para a Renovação Social (PRS) et le Movimento Democrático Guineense (MDG) se déclarent hostiles.<sup>73</sup>

Finalement, sous la pression des militaires, la présidence dément son porte-parole, soulignant que le débat reste ouvert.<sup>74</sup> En une manœuvre révélatrice, lors de la réunion à Bissau des chefs d'état-major de la Cedeao et de la CPLP le 12 août 2010, Injai fait connaître publiquement son désaccord, tout en affirmant que ce sont les autorités politiques qui doivent décider.<sup>75</sup> La feuille de route préparée à cette occasion par les chefs d'état-major propose une formule ambiguë, entre protection policière et militaire, avec un effectif restreint – environ 200 hommes.<sup>76</sup>

Le 16 septembre, c'est la commission permanente de l'Assemblée nationale, où le Premier ministre a une majorité, qui se déclare favorable au déploiement d'une force internationale.<sup>77</sup> Mais l'armée maintient la pression, et

pour calmer les rumeurs, le président Sanhá est obligé de rendre public le courrier qu'il a adressé le 20 septembre à la Cedeao, la CPLP, l'UA et l'Angola : il y demande un appui pour la mise en œuvre de la RSS et non le déploiement d'une force armée.<sup>78</sup> En octobre 2010, peu après une réunion avec le Premier ministre, le représentant spécial de l'UA pour la Guinée-Bissau, Sebastião Isata, relance le débat, disant que le nom importe peu, force de stabilisation, de maintien de la paix ou de protection.<sup>79</sup> La rencontre Cedeao-CPLP de novembre 2010 réitère l'idée d'un déploiement international temporaire.<sup>80</sup> Isata y revient encore en janvier 2011, annonçant l'envoi d'une mission de stabilisation, mais il est rapidement démenti par les autorités guinéennes.<sup>81</sup>

Au final, seule la mission de coopération militaire angolaise (Missang) prend fonction en mars, fournissant une sorte de compromis. La méfiance demeure, les rumeurs les plus variées circulent sur son mandat et ses effectifs, et les partis politiques opposés à la force de stabilisation, à commencer par le PRS, affirment leur hostilité.<sup>82</sup> Les autorités angolaises tentent de rassurer, soulignant que les effectifs ne seraient pas augmentés et que la « composante fondamentale » de la mission était le soutien aux forces guinéennes.<sup>83</sup> Sans doute en forme de garantie, l'amiral Bubo na Tchuto préside la commission qui assure le suivi des actions de coopération de la Missang, et l'Angola est engagé, entre autres, dans la construction d'un nouvel état-major de la Marine, qui sera installé à Prabris, hors de Bissau.<sup>84</sup> Face à l'opposition des militaires bissau-guinéens, la Cedeao n'envisageait plus en mars 2011 l'envoi d'une force autonome mais seulement celui d'une « équipe d'as-

<sup>70</sup> Au sommet de Praia de mars 2009, juste après la mort de Vieira et na Wai, Cedeao et CPLP avaient évoqué la question. « CPLP et Cedeao mettent en place un contingent militaire pour Bissau », Panafrican News Agency (Pana), 31 mars 2009.

<sup>71</sup> « Autoridades aceitam presença de força de estabilização », Lusa, 2 août 2010.

<sup>72</sup> « País precisa formar seus militares, em vez de pedir missão estabilização », Lusa, 13 août 2010.

<sup>73</sup> « Missão de estabilização já provocou reacções na classe política », PNN, 2 août 2010; « Partido de Kumba Ialá rejeita ideia de uma força de estabilização », Angop, 3 août 2010.

<sup>74</sup> « A política zig-zig de Malam Bacai Sanhá », PNN, 6 août 2010.

<sup>75</sup> « Le général Indjai opposé à la venue d'une force étrangère », Agence France-Presse (AFP), 13 août 2010.

<sup>76</sup> Sont proposés une « unité de police formée » ou une « compagnie bien entraînée et bien équipée » (environ 140 hommes) pour protéger le président, une section de police ou un peloton (environ 30 hommes) pour le Premier ministre, des équipes de protection des personnalités pour des figures clés et des gardes du corps pour les ministres. Voir « Roadmap for the effective take-off of the SSR programme », op. cit., p. 19.

<sup>77</sup> « L'Assemblée nationale donne son accord pour l'envoi d'une force de stabilisation », Xinhua, 18 septembre 2010.

<sup>78</sup> « Presidente divulga carta à CEDEAO para esclarecer que não pediu missão militar », *Notícias Lusofonas*, 1<sup>er</sup> octobre 2010.

<sup>79</sup> « Há consentimento do Governo para envio de força de estabilização – representante União Africana », Lusa, 4 octobre 2010.

<sup>80</sup> Sont alors envisagés trois « unités de police formées » et une « unité de protection », soit probablement environ 500 hommes. « Final report. Joint extraordinary meeting of the ECOWAS committees of chiefs of defence staff, chiefs of security services and representative of the CPLP », novembre 2010, p. 9.

<sup>81</sup> « Representante da UA reafirma envio de missão de estabilização », Inforpress, 8 janvier 2011. Isata a été rappelé peu après, mais il n'est pas établi que son rappel soit lié à ces déclarations. L'UA a maintenu son bureau à Bissau mais n'y a plus de représentant spécial.

<sup>82</sup> « Kumba Yala acredita que missão de estabilização contribui para agudizar tensões », PNN, 17 janvier 2011; « CEMGFA concorda com Missão Militar Angolana no país », PNN, 7 avril 2011.

<sup>83</sup> « O CEMGFA de Angola está no país », SOS Guiné-Bissau (sosguinebissau.blogspot.com), 25 juillet 2011.

<sup>84</sup> Ceci ne semble pas empêcher la méfiance : selon une source, un navire portant une cargaison destinée à la Missang a ainsi été retenu au large de Bissau sur ordre de responsables militaires guinéens pour être fouillé. « Angola na reforma das FA da Guiné-Bissau », Luso Monitor (lusomonitor.net), 30 mai 2011.



sistance technique de sécurité en vue de renforcer et d'entraîner les équipes nationales de protection », <sup>85</sup> qui n'était toujours pas arrivée à Bissau en janvier 2012. <sup>86</sup>

Le camp du Premier ministre, directement menacé le 1<sup>er</sup> avril 2010, a longtemps été très favorable à un déploiement international, <sup>87</sup> là où le camp présidentiel, mieux traité par les militaires le 1<sup>er</sup> avril, adoptait une position plus prudente. Mais avec le temps, guidées par un réalisme compréhensible et jugeant qu'il était possible de s'accommoder de la nouvelle hiérarchie militaire alors qu'aucun acteur international ne s'avérait disposé à prendre l'initiative d'un déploiement, les deux ailes du pouvoir civil ont abandonné l'idée d'une intervention, se contentant de la Missang. La situation était d'autant plus risquée que certains partis d'opposition, et en particulier le PRS, marquaient leur soutien aux responsables militaires, <sup>88</sup> les incitant à demi-mots à agir contre un pouvoir civil qu'ils accusaient de vouloir brader la souveraineté nationale et de nuire à l'armée.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2010, le pouvoir civil et le pouvoir militaire (ou plutôt leurs différentes branches) se sont lentement apprivoisés. Le 1<sup>er</sup> avril, na Tchuto avait déclaré que Carlos Gomes Júnior serait « traduit un jour ou l'autre en justice », tandis que Injai avait menacé de tuer le Premier ministre et ceux qui manifestaient en sa faveur. <sup>89</sup> En juillet 2010, confirmé à la tête de l'état-major général, il affirmait alors : « Dorénavant, les militaires bissau-guinéens seront un exemple de discipline et de respect au pouvoir civil. Le militaire doit savoir qu'il n'est pas au-dessus du

politique, il doit obéir totalement au pouvoir civil, celui qui ne respectera pas cela ne fera plus partie de nos rangs ». <sup>90</sup> Et quand Bubo na Tchuto a célébré, le 14 octobre 2011, le premier anniversaire de son retour controversé à la tête de la Marine, il l'a fait en présence de proches des deux têtes de l'exécutif et du nouvel ambassadeur anglais. <sup>91</sup> Il a appelé à l'occasion à la paix et à la discipline.

De leur côté, les autorités civiles ont mobilisé des bailleurs de fonds variés au profit des forces armées. Sans poser les mêmes conditions que les Etats-Unis et l'UE, la Libye de Kadhafi, la Chine, le Sénégal, le Nigeria et l'Angola ont ainsi soutenu différentes mesures, dont le pouvoir civil a bien pris soin de montrer qu'il en était le relais. <sup>92</sup> Le Fonds de consolidation de la paix des Nations unies a également été actif, finançant par exemple la rénovation de deux casernes. La hiérarchie militaire aurait par ailleurs bénéficié d'avantages matériels formels et informels de la part des autorités. <sup>93</sup> Les ressources publiques orientées vers les militaires devraient même augmenter dans les années à venir. Sur un budget 2012 de 116,1 milliards de Francs CFA (environ 250 millions de dollars), la part de la défense devrait atteindre 13,2 milliards de francs CFA, contre 9,6 milliards seulement en 2011. Le budget de la défense reste ainsi légèrement supérieur à celui de l'éducation (13 milliards) et très supérieur à celui de la santé (7 milliards). <sup>94</sup> Dans la mesure où ce budget est très déficitaire (54,3 milliards), c'est des bailleurs de fonds que les autorités attendent de quoi satisfaire les attentes des forces armées.

Il est difficile d'imaginer que les événements du 1<sup>er</sup> avril 2010 ont été effacés des mémoires. Le modus vivendi ainsi élaboré entre pouvoir civil et militaire reste bien incertain. Mais au moins dans les principes, la « discipline » est une clause de la nouvelle alliance. Si des militaires sont périodiquement impliqués dans des incidents qui indiquent bien que certains refusent leur responsabilité envers le pouvoir civil, les autorités leur ont résisté avec succès et les chefs militaires ont rappelé au respect des règles (sans aller cependant jusqu'à prendre des sanctions). <sup>95</sup> Par ail-

<sup>85</sup> « Communiqué final. Trente-neuvième session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement », Cedeao, Abuja, 23-24 mars 2011.

<sup>86</sup> Sans doute faut-il prendre en compte l'histoire de la Cedeao dans le pays : celle-ci avait déployé une force à Bissau lors de la guerre de 1998-1999. La junte avait considéré cette force comme un pion de la France, soucieuse d'ouvrir au Sénégal une sortie honorable et ne s'était pas embarrassée de cette présence pour balayer en mai 1999 les derniers fidèles du président Vieira, une fois les troupes sénégalaises retirées.

<sup>87</sup> De façon significative, un rapport gouvernemental destiné aux bailleurs de fonds affirme alors que « la grande majorité de l'opinion publique nationale se montre favorable à la venue (...) d'une force internationale de stabilisation ». Voir « Segundo Relatório de Seguimento e Avaliação do Documento de Estratégia Nacional de Redução da Pobreza 2009-2010 », Ministério de Economia, Plano e Integração Regional, 30 août 2010, p. 3.

<sup>88</sup> Le PRS a ainsi d'abord soigné ses relations avec Injai, se félicitant par exemple de sa désignation très contestée à l'état-major. « Nomeação de major-general António Injai é gesto a saudar – PRS », Lusa, 25 juin 2010.

<sup>89</sup> « Bubo Na Tchute installe le général Antonio Injai à l'état-major de l'armée bissau-guinéenne », Agence de presse africaine (APA), 1<sup>er</sup> avril 2010; « Le Premier ministre arrêté et menacé de mort », AFP, 2 avril 2010.

<sup>90</sup> « L'armée bissau-guinéenne s'engage à lutter contre l'insubordination », Pana, 26 juillet 2010.

<sup>91</sup> Etaient présents Maria Adiatu Djaló Nandigna, ministre de la présidence du Conseil des ministres, et le ministre de la Défense Baciro Dja. « José Américo Bubo Na Tchutu promete subordinar-se ao poder civil », PNN, 17 octobre 2011.

<sup>92</sup> « Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix dans ce pays », 25 octobre 2010, p. 8.

<sup>93</sup> Communication électronique de Crisis Group, décembre 2011.

<sup>94</sup> « Guinée-Bissau : adoption du budget de l'exercice 2012 », Le Griot (legriot.info), 28 décembre 2011.

<sup>95</sup> En septembre 2011, des militaires de la Marine se sont confrontés à des hommes de la sécurité présidentielle à propos d'un

leurs, quand une partie de l'opposition a multiplié les attaques contre le Premier ministre puis contre le président à partir de juin 2011, la hiérarchie militaire s'est démarquée, interdisant aux soldats de participer aux manifestations, même en civil.<sup>96</sup>

#### D. UNE CONJONCTURE ECONOMIQUE FAVORABLE

La remise sur agenda de la Guinée-Bissau dans la deuxième moitié des années 2000 a suscité l'intérêt des bailleurs de fonds, qui se sont réengagés progressivement, aidant à une reprise économique et à un début d'amélioration des services fournis aux populations au travers de l'Etat comme des organisations non gouvernementales. La croissance de la demande mondiale de matières premières a permis à la Guinée-Bissau de valoriser sa principale ressource, la noix de cajou, produit actuellement rentable mais d'autant plus sensible aux chocs externes que le pays a des capacités de transformation très faibles.<sup>97</sup> Les importantes ressources halieutiques du pays sont encore mal valorisées, et dans le domaine minier et minéral, la phase d'exploitation n'est pas encore atteinte. L'exploitation des phosphates de Farim pourrait commencer en 2014, et celle de la bauxite de Boé vers 2018. Celle du pétrole offshore demeure au stade de l'exploration. Des investissements intéressants ont été réalisés ou sont projetés : un port pour la pêche industrielle a été inauguré en septembre 2011 à Bandim, près de Bissau, et l'Etat a créé un fonds, financé par une taxe sur les exportations de ca-

jou, pour soutenir la filière, et en particulier pour le développement de la transformation industrielle.<sup>98</sup>

La suspension de l'aide budgétaire décisive de l'UE, suite aux événements du 1<sup>er</sup> avril 2010, aurait pu casser la dynamique. Elle a en réalité incité les autorités à resserrer leur dispositif fiscal et à mieux contrôler la dépense publique, manière de traverser la crise mais aussi de donner à la communauté internationale des signaux encourageants sur des questions qui lui sont particulièrement chères. En 2011, les recettes douanières ont ainsi atteint 24 milliards de francs CFA, dépassant le seuil de 21 milliards fixé par le FMI.<sup>99</sup> Le recensement de la fonction publique a permis de repérer près de 4 000 fonctionnaires fantômes (sur un total de 22 000), assurant une économie notable sur les salaires.<sup>100</sup> Une conjoncture économique favorable et la remise de dette considérable ont permis à l'Etat de stabiliser les comptes publics, de continuer à garantir le paiement régulier des salaires des fonctionnaires civils et militaires, et même d'annoncer une augmentation des salaires pour 2012.

Le pays a bénéficié au total d'une amélioration de la croissance, qui est supérieure à 3 pour cent depuis 2008 et pourrait dépasser 4 pour cent en 2011,<sup>101</sup> malgré une inflation plutôt forte en 2010 et 2011 et une baisse des transferts des migrants. Cette conjoncture économique relativement bonne a contribué à renforcer la crédibilité du pouvoir civil, et les autorités ont su en profiter pour mener des réformes importantes sur le fonctionnement de l'Etat. Mais l'impact concret est encore restreint, et souvent plus sensible à Bissau qu'ailleurs dans le pays. Si l'effort mené en matière de bonne gouvernance a été décisif pour maintenir les liens avec les bailleurs de fonds, les incertitudes et les conflits de la microscopique sphère politico-militaire de Bissau constituent encore un sérieux obstacle à un réengagement international massif. L'espoir est cependant bien là, et il joue un rôle important.

---

logement de fonction retiré à l'un des leurs pour être rendu à la présidence. En octobre 2011, des militaires sont venus réclamer auprès de l'un des « commissariats modèles » mis en place par les Nations unies la remise d'un civil qui était venu s'y réfugier après avoir menacé d'une arme un militaire. « Militares invadem esquadra de polícia no Bairro Militar », PNN, 2 novembre 2011; « Militares da Marinha Nacional envolvidos em confrontos », PNN, 20 septembre 2011.

<sup>96</sup> Entretiens de Crisis Group, diplomates et journalistes, Bissau, juillet 2011.

<sup>97</sup> En 2011, les exportations de noix de cajou ont dépassé 150 000 tonnes. La production et l'exportation continuent d'être stimulées par une demande mondiale en hausse, mais aussi par le renforcement du dispositif bancaire en Guinée-Bissau et par le remboursement de la dette interne à partir de la fin 2009, décidé par les autorités. L'argent de la cocaïne pourrait avoir joué un rôle, la traite du cajou ayant probablement été l'un des dispositifs employés pour le blanchiment. La présence dans le marché du cajou de certains hommes politiques liés au régime Vieira et connus pour leur implication dans le trafic de cocaïne semble confirmer cette hypothèse. Entretiens de Crisis Group, journalistes et employés guinéens d'ONG, Bissau, juillet 2011.

---

<sup>98</sup> La création, à l'approche des élections législatives, de ce fonds déjà doté de 14 millions de dollars et administré conjointement par le ministère du Commerce et la Chambre de commerce – deux institutions dirigées par de prospères commerçants appartenant au PAIGC – n'a pas manqué de susciter des soupçons et même une controverse ouverte en septembre et octobre 2011. Les autorités de tutelle ont produit les pièces démontrant la présence des fonds sur des comptes officiels.

<sup>99</sup> « Guiné-Bissau : Receitas das alfândegas superam previsões do Governo e FMI », PNN, 5 janvier 2012.

<sup>100</sup> « País toma medidas contra funcionários fantasmas », Pana, 21 juillet 2010. Une vingtaine de fonctionnaires du ministère des Finances ont été arrêtés et font l'objet de poursuites.

<sup>101</sup> « Le FMI prévoit une croissance de 4,3 pour cent du PIB de la Guinée-Bissau en 2011 », Xinhua, 12 juin 2011.

### III. ET MAINTENANT ? LA GUINÉE-BISSAU ENTRE PROJETS ET MENACES

La stabilisation du pays après le choc du 1<sup>er</sup> avril 2010 s'est faite sur une série de compromis fragiles et temporaires. Sur un ensemble de dossiers – la RSS, l'état de la sphère politique, la question de l'impunité, la nature de la croissance économique – des questions sérieuses se posent, au-delà du bricolage conjoncturel des derniers mois.

#### A. LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ : VERS LE MOMENT DÉCISIF ?

Théoriquement, le pays est engagé depuis 2006 dans une RSS ambitieuse.<sup>102</sup> Mais il est en réalité en réforme depuis la fin de la guerre d'indépendance, en 1974. Le devenir de l'armée guinéenne suscite depuis lors des tensions dans les casernes, qui résonnent très fortement dans la sphère politique. Ainsi, le programme de démobilisation et de réinsertion mené à la suite de la guerre de 1998-1999 sur financement de l'UE et de la Banque mondiale a connu des difficultés considérables.<sup>103</sup> C'est au moins en partie à cause de son engagement sur ce sujet que Zamora Induta a été renversé le 1<sup>er</sup> avril 2010.<sup>104</sup> En Guinée-Bissau, la RSS n'est jamais seulement technique ; par ses effets au moins, elle est forcément politique.

Paradoxalement, les événements du 1<sup>er</sup> avril 2010 ont donné un coup d'accélérateur à la réforme. Une première série de lois organiques indispensables pour la réforme ont été adoptées entre avril et juin 2010, une campagne de sensibilisation a été lancée, et une conférence internationale a été organisée à Bissau. Les dernières lois organiques nécessaires, qui portent entre autres sur l'état-major géné-

ral et les différentes armes, force aérienne, armée de terre et marine, ont été adoptées le 27 décembre 2011. Mais comment interpréter ces avancées ? Simple tactique des autorités civiles pour se présenter en bons élèves de la communauté internationale et donner des gages, ou signe d'une véritable volonté de réforme ? La position de l'armée (ou des différentes forces qui la composent) est ambiguë et le flou demeure sur certaines modalités importantes de la réforme. Dans un climat diplomatique compliqué par des tensions entre certains partenaires internationaux, ces interrogations contribuent à refroidir les soutiens et à ralentir la mise en œuvre de la RSS et à la fragiliser. Il faut sortir de ce cercle vicieux et profiter de la conjoncture pour donner sa chance à la réforme.

#### 1. Une réforme ambitieuse

Le diagnostic qui fonde le projet de réforme, telle qu'il a été esquissé avec le soutien de l'UE et repris dans la feuille de route Cedeao-CPLP, est simple : héritage de deux guerres successives, l'armée absorbe une part excessive du budget<sup>105</sup> et elle ne correspond guère aux besoins du pays.<sup>106</sup> Elle est marquée par un très fort déséquilibre entre militaires du rang et officiers, et l'âge moyen est trop élevé.<sup>107</sup> La gestion du personnel et la formation sont désorganisées, et les conditions de vie et de travail de la plupart des militaires sont déplorable. La création d'une armée réduite, bien entraînée, bien organisée, bien dotée et financièrement soutenable est une condition indispensable pour qu'elle cesse d'intervenir dans le jeu politique.

La RSS représente donc un véritable bouleversement pour les forces armées. En mai 2010 était prévue une réduction de l'effectif de 4 500 à 1 500 militaires de carrière, 2 200 militaires devant donc partir à la retraite et 800 autres devant être démobilisés. Leur seraient adjoints 2 000 conscrits, à recruter sur la base de leur niveau scolaire plutôt

<sup>102</sup> Le document stratégique qui fonde la RSS a été adopté en 2006. L'UE a déployé en juin 2008 une mission d'appui à la réforme, et la table-ronde de Praia de 2009 a précisé son contenu.

<sup>103</sup> Le programme a subi des détournements importants, et une partie au moins des démobilisés a regagné les casernes après avoir bénéficié de la réinsertion.

<sup>104</sup> Alors que la RSS suscitait la méfiance dans l'armée, Zamora Induta s'est positionné en bon élève de la communauté internationale et a tenté d'en faire un élément d'une stratégie d'autonomisation par rapport aux autres chefs militaires, dont il n'était en réalité guère que le fondé de pouvoir. Il a ainsi essayé d'obtenir un soutien international pour recruter de jeunes militaires bien formés qui lui seraient fidèles. Tout ceci apparaît clairement dans les câbles de l'ambassade des Etats-Unis à Dakar révélés par WikiLeaks et disponibles sur [www.cablegatesearch.net](http://www.cablegatesearch.net). Voir par exemple Embassy Dakar, « Confidence Building in Guinea-Bissau : CHOD Told to End Abuses, Reform Armed Forces », 5 mai 2009. Il est significatif de voir António Injai presser à son tour au démarrage du service national.

<sup>105</sup> Le budget officiel des forces armées représenterait 3,8 pour cent du PIB, dépassant celui de l'enseignement primaire. « A crise oculta : conflitos armados e educação. Relatório de Monitoramento Global de EPT », United Nations Education, Science and Culture Organisation, 2011, p. 27.

<sup>106</sup> La RSS est souvent justifiée en référence au ratio entre le nombre de militaires et la population. Le chiffre généralement évoqué pour la Guinée est de 4 à 5 soldats pour mille habitants, mais si l'on considère les militaires stricto sensu (hors forces de police), le taux est d'un peu moins de 3 pour mille (4 500 soldats pour 1,6 millions d'habitants), taux qui reste très élevé, puisque la moyenne des autres pays de la Cedeao est de 1,2 pour mille. « L'arrivée d'une force étrangère loin de faire l'unanimité », AFP, 9 août 2010.

<sup>107</sup> Seuls 15 pour cent des soldats ont moins de 30 ans, et près de 4 pour cent ont plus de 60 ans. Il y a plus de 40 pour cent d'officiers, là où la norme internationale est d'environ 8 pour cent. « Roadmap for the effective take-off of the SSR programme », op. cit., p. 4-5.

qu'au travers des recrutements clientélistes (et parfois héréditaires) qui prévalaient jusque-là.<sup>108</sup> Enfin, une garde nationale dépendant du ministère de l'Intérieur et comprenant 1 700 hommes doit être mise en place, contre-poids tacite aux forces armées.<sup>109</sup>

Une première liste de 1 460 militaires partants a été confectionnée par l'état-major, sur la base de critères dits objectifs :<sup>110</sup> ceux qui, âgés de plus de 60 ans, doivent partir à la retraite, ainsi que des jeunes entrés dans l'armée à partir de la guerre de 1998 et qui sont volontaires pour quitter les rangs ou dont le niveau de formation est trop faible. Force est cependant de constater qu'il existe un certain flottement dans les chiffres envisagés. Ainsi, probable concession aux chefs militaires, l'effectif prévu des forces armées a depuis été remonté à 4 000 hommes, avec pour justification officielle (et contestée) la constitution d'un bataillon pour les opérations de paix.<sup>111</sup> En mars 2011, le ministre de la Défense a annoncé 1 300 départs dans les cinq années à venir pour la police et l'armée ensemble.<sup>112</sup> Quant à la création de la garde nationale, elle reste très contestée.

## 2. Les militaires bissau-guinéens face à la réforme

Si certains acteurs internationaux ont pu s'offrir le luxe de penser que les militaires bissau-guinéens étaient des soudards qui ne comprenaient pas les enjeux de la RSS,<sup>113</sup> l'armée s'intéresse en réalité énormément à la réforme. Quelle(s) vision(s) en a-t-elle ? Beaucoup d'incertitudes demeurent. Les points de vue au sein des forces semblent variés et ils ont sans doute évolué ces derniers temps.

Une partie des militaires au moins partage le diagnostic qui fonde la réforme. Certains seraient prêts à sortir des

rangs en échange d'une compensation attractive, parmi les plus anciens comme les jeunes, surtout ceux qui, n'étant pas proches des chefs militaires, n'ont pas accès aux missions et aux grades intéressants et se contentent de soldes médiocres.<sup>114</sup> Enfin, il existe des militaires bien formés qui sont favorables à une armée réduite, bien dotée et professionnalisée, sachant qu'ils sont équipés pour y trouver une place qui n'est pas forcément la leur actuellement.

Un bon connaisseur de l'armée a ainsi affirmé à Crisis Group : « même dans l'armée, les gens veulent la réforme ; ils savent que ça ne peut pas durer », avant d'ajouter « mais un gars qui a été avec les Blancs [allusion au Premier ministre Gomes Júnior] vient te dire ce qui va t'arriver, ça, ils ne vont pas laisser faire ». <sup>115</sup> Pour bien des militaires, le sang versé ouvre des droits non négociables, y compris celui de participer au lucratif transit de la cocaïne. Au nom de leurs sacrifices dans les deux guerres qu'a connues le pays, les chefs militaires, y compris ceux dont les noms sont régulièrement évoqués dans le trafic, pensent qu'ils ont une légitimité.<sup>116</sup> Ils estiment qu'ils n'ont pas de leçon à recevoir des représentants politiques, à la prospérité parfois aussi mystérieuse que la leur. Un ancien chef d'état-major se serait ainsi justifié de sa participation au trafic en soulignant que les ministres pouvaient, eux, puiser dans les caisses de l'Etat.<sup>117</sup> La légitimité toujours fragile du pouvoir civil nourrit le sentiment qu'ont les militaires d'avoir des droits historiques.

Pour les responsables militaires qui ont été mêlés aux crimes des dernières années, tentatives de coup d'Etat, meurtres et trafic de drogue, la question de la retraite mais aussi celle de la garde nationale sont cruciales. Rester dans l'armée, surtout si celle-ci a un monopole sur les moyens de la violence, leur apparaît comme la seule protection contre d'éventuelles sanctions.<sup>118</sup> De ce point de vue, le

<sup>108</sup> Ces termes sont ceux qui apparaissent par exemple dans l'accord conclu avec le FMI en mai 2010. FMI, « Guinée-Bissau – Consulta de 2010 ao abrigo do Artigo IV e solicitação de um acordo de três anos no âmbito da Facilidade de Crédito Ampliado e de assistência intercalar adicional no âmbito da Iniciativa Reforçada para os Países Pobres Muito Endividados », mai 2010, p. 20.

<sup>109</sup> Un noyau de garde nationale a déjà été formé avec le soutien de la coopération portugaise. Au total, la police en uniforme (essentiellement la garde nationale et la police d'ordre public) comporterait 3 600 hommes.

<sup>110</sup> Entretien de Crisis Group, acteur guinéen de la RSS, Bissau, juillet 2011.

<sup>111</sup> « Final report. Joint extraordinary meeting of the ECOWAS committees of chiefs of defence staff, chiefs of security services and representative of the CPLP », novembre 2010, annexe B, p. 1. Entretien de Crisis Group, acteur guinéen de la RSS et diplomates, Bissau, juillet 2011.

<sup>112</sup> « Ministro da Defesa anuncia aposentação de cerca de 1.300 polícias e militares », Lusa, 25 mai 2011.

<sup>113</sup> Entretien de Crisis Group, membres de la mission de l'UE pour la RSS, Bissau, septembre 2009.

<sup>114</sup> Entretien de Crisis Group, acteur guinéen de la RSS, universitaire et militaires guinéens, Bissau, juillet 2011. Le salaire de base d'un simple soldat est de 28 000 francs CFA, et de 19 000 francs CFA pour un simple policier. « Conferência para consolidação da paz e desenvolvimento realizada no sul do país », Gazeta de Notícias, 17 janvier 2011.

<sup>115</sup> Entretien de Crisis Group, universitaire guinéens, Bissau, juillet 2011. Sur l'identification de Gomes Júnior aux Blancs et aux Portugais, voir la section III.B.

<sup>116</sup> Des journalistes rapportent ainsi les propos de Bubo na Tchuto en visite au marché : « Je n'ai pas donné de l'argent à tous ces gens qui me saluent ! Mais ils m'aiment, ils voient en moi un valeureux combattant de la guerre de libération, l'homme qui pourra apporter la stabilité au pays ». « A l'aise à Bissau, Bubo se joue des accusations de narcotrafic et de complot », AFP, 15 mai 2010.

<sup>117</sup> Entretien de Crisis Group, ancien ministre guinéen, Paris, décembre 2011.

<sup>118</sup> La rumeur a d'ailleurs circulé que Bubo na Tchuto figurait sur la liste des partants (il est né en 1950) et qu'il s'était opposé

choix de la communauté internationale d'articuler le renouvellement de la hiérarchie militaire à la RSS comporte un risque : alors qu'ils ne sont pas forcément hostiles à la réforme, les chefs militaires sont incités à la voir comme un danger personnel. Mais le problème dépasse ces quelques individus. D'abord parce qu'ils contrôlent des clientèles de militaires, amis, parents ou protégés. Ensuite parce que, non sans fondement, bien des militaires jugent que la partie civile de l'Etat n'a cessé, depuis l'indépendance, d'essayer d'« ajuster » son armée et de marginaliser ses hommes.<sup>119</sup>

Cette défiance des militaires envers le pouvoir civil a d'ailleurs une connotation ethnique, l'armée ayant historiquement servi de point d'accès à l'Etat et à la modernité pour les ruraux, et en particulier pour les Balantes, longtemps marginalisés.<sup>120</sup> Les chiffres qui circulent sur la part des différents groupes dans l'armée sont fantaisistes, puisqu'il n'existe pas de recensement ethnique, mais il est clair que les Balantes sont très présents dans le commandement, sans en avoir le monopole. En privé, certains promoteurs de la RSS admettent voir dans la réforme un outil du rééquilibrage ethnique de l'armée et de la rupture du monopole qu'y exerceraient les Balantes, nécessaires selon eux pour limiter les manipulations de l'ethnicité.<sup>121</sup> Il ne manque pas de militaires pour critiquer cette approche.<sup>122</sup> Ainsi, l'exigence d'un certain niveau scolaire pour le service national, prévue dans la réforme, renforce la perception répandue que l'élite urbaine essaie de priver les ruraux (et les Balantes) d'accès au pouvoir.<sup>123</sup> La RSS devient ainsi un point de tension susceptible d'être utilisé

par tous ceux qui essaient d'activer certains soldats contre les pouvoirs militaires ou civils.

C'est l'une des cartes que joue le PRS, principal parti d'opposition. Son chef, Kumba Yalá, est lui-même balante et il fait depuis longtemps un usage politique de cette identité au plan électoral comme au travers des militaires.<sup>124</sup> En l'absence de Yalá, qui est établi au Maroc et qui n'intervient que très épisodiquement dans le jeu politique guinéen, Braima Sory Djaló est à la manœuvre sur le terrain. Il a affirmé publiquement que la RSS était un instrument anti-balante,<sup>125</sup> espérant sans doute dresser ainsi l'armée contre le pouvoir du PAIGC.

Ces manœuvres de mobilisation des militaires contre la RSS n'ont pas réussi. Le zèle militaire du 26 décembre 2011 ne s'est pas fait sur cette question, et il a échoué.<sup>126</sup> Faut-il en conclure que la situation ne s'y prête plus ? A partir des années 1990, les crises politiques et budgétaires de l'Etat avaient laissé les militaires à l'abandon et aux bons soins de leurs chefs. Ceci a beaucoup renforcé leur disponibilité pour des aventures contre le pouvoir civil et l'influence des officiers qui contrôlaient l'accès aux ressources alternatives, l'aide militaire sénégalaise, le contrôle des pêches, ou une part du trafic de la cocaïne. Doit-on supposer que les clientèles militaires se fragilisent maintenant que l'Etat remplit mieux ses obligations, paie les salaires et rénove les casernes ? Que, pris entre l'usure de leurs clientèles et la protection du pouvoir civil face aux pressions internationales,<sup>127</sup> les chefs militaires ne sont plus prêts à déstabiliser le jeu ? La succession de deux influents représentants de l'élite militaire balante, les généraux Buota na Mbatcha et Bitchofla na Fafé, au poste de conseiller à la défense de la primature, indique que Gomes Júnior soigne ses relations dans l'armée.

---

à toute idée de départ. Entretiens de Crisis Group, journalistes guinéens et diplomates européens, Dakar et Bissau, juillet 2011.

<sup>119</sup> Cette question a joué un rôle dans le coup d'Etat de 1980 comme dans la guerre de 1998-1999.

<sup>120</sup> Sur la question balante, voir Marina Temudo, « From the Margins of the State to the Presidential Palace: The Balanta Case in Guinea-Bissau », *African Studies Review*, vol. 52, no. 2 (2009), p. 47-67.

<sup>121</sup> Entretiens de Crisis Group, acteurs guinéens et internationaux de la RSS, Bissau, septembre 2009 et juillet 2011.

<sup>122</sup> Sans doute ne faut-il pas exagérer le degré de loyauté suscité par le clientélisme, ni non plus par l'argument ethnique : un jeune militaire balante rencontré par Crisis Group, entré dans l'armée grâce à un « oncle », souligne qu'il ne se sent pas lié à une cause balante et qu'il est là avant tout pour accumuler l'argent nécessaire pour émigrer. Entretien de Crisis Group, Bissau, septembre 2009.

<sup>123</sup> Pendant la guerre d'indépendance contre le Portugal, dans l'aile militaire du PAIGC, très majoritairement peuplée de Guinéens, beaucoup éprouvaient du ressentiment à l'égard des intellectuels, généralement cap-verdiens, qui dirigeaient le parti. Quels que soient leurs complices éventuels, ce sont certains de ces militaires guinéens qui ont tué Amílcar Cabral, le chef (identifié comme cap-verdien) du PAIGC. Voir José Castanheira, *Quem mandou matar Amílcar Cabral?* (Ed. Relógio D'Água, 1995).

---

<sup>124</sup> En mars 2005, des députés du PRS avaient ainsi accusé le Premier ministre Carlos Gomes Júnior de complot contre le chef d'état-major d'alors. En novembre 2008, après l'attaque lancée par son propre neveu, le sergent Alexandre Tchama Yalá, contre la présidence, Kumba Yalá avait été mis en cause par les autorités. L'interprétation de l'épisode reste ouverte : le sergent Yalá est aussi un proche de Bubo na Tchuto, qui était alors réfugié en Gambie depuis août 2008 après l'échec d'une autre tentative de coup d'Etat.

<sup>125</sup> « Guiné-Bissau : Nova manifestação exige demissão de Gomes Júnior », *Voice of America*, 5 août 2011. Djaló lui-même n'est pas balante, mais peul.

<sup>126</sup> Sur les événements du 26 décembre, voir la section IV.

<sup>127</sup> Si par ailleurs le transit de cocaïne par la Guinée-Bissau a effectivement diminué ces dernières années ou qu'il a été recentralisé, comme certains indices le laissent penser, c'est un facteur supplémentaire de l'affaiblissement des clientèles militaires. Voir la section III.D.

Il faut dès lors émettre deux hypothèses. Soit il s'agit d'un retour à la configuration classique : l'armée (ou plutôt les réseaux de clientèle qui la contrôlent) ne cherche pas à prendre le pouvoir et reste « à la lisière du débat politique ». <sup>128</sup> Elle attend en revanche le respect tacite de son autonomie et de ses droits et privilèges, aussi discutables qu'ils soient parfois. Ainsi, elle a obtenu que ne lui soit pas appliqué le « paiement présentiel » des salaires, <sup>129</sup> déjà mis en œuvre avec succès dans la fonction publique pour éviter le détournement de salaires payés à des fonctionnaires fictifs et dont l'application aux forces armées est exigée par les partenaires internationaux. <sup>130</sup> Les autorités multiplieraient les rappels au droit pour donner le change aux bailleurs de fonds, <sup>131</sup> et les militaires resteraient en embuscade, prêts à bloquer toute véritable remise en cause du statu quo. Soit, deuxième hypothèse, l'équilibre s'est lentement déplacé au profit du pouvoir civil, et même s'il peut exister de la rancœur et de la méfiance dans les forces armées, les grands chefs militaires ne se sentent plus aujourd'hui suffisamment sûrs de leur position pour risquer une nouvelle intervention.

Sans doute faut-il prendre en compte un autre facteur : l'existence de clientèles concurrentes au sein de l'armée, susceptibles d'incarner des visions antagonistes de la RSS et d'avoir des alliances opposées dans le monde politique. La relation entre les deux partenaires des événements du 1<sup>er</sup> avril, le chef d'état-major général António Injai et son chef d'état-major de la Marine Bubo na Tchuto, a toujours été l'objet de spéculations et d'inquiétudes. Ils sont tous deux balantes, mais ils ont chacun leur réseau au sein des forces armées, et auraient leurs différends. Injai, qui commande bien qu'il soit le cadet de na Tchuto, est aussi le neveu de l'ancien chef d'état-major Tagme na Wai, avec lequel na Tchuto avait de très mauvaises relations.

<sup>128</sup> Paulo Gorjão, « Who wants to play the Russian roulette in Guinea-Bissau? », *IPRIS Viewpoints*, no. 71 (août 2011), p. 2.

<sup>129</sup> L'argument utilisé, le caractère confidentiel des effectifs militaires, est d'autant plus singulier que les résultats du recensement de 2008 ont été largement diffusés.

<sup>130</sup> Si les militaires d'active ont été épargnés, le paiement présentiel est appliqué depuis février 2011 aux anciens combattants. Pas moins de 108 officiers supérieurs fictifs auraient été alors découverts, et la fraude portait environ sur la moitié des 153 millions de francs CFA versés chaque mois par l'Etat aux pensionnaires. Voir « Descobertos 108 oficiais 'fantasmas' nas Forças Armadas », *Angop*, 20 mai 2010; et « Polícia Judiciária descobre rede de corrupção », *Pana*, 13 septembre 2010. C'est l'état-major qui délivre la carte reconnaissant le statut d'ancien combattant qui ouvre accès aux pensions. Cette affaire a pu jouer un rôle dans la démission de la directrice de la police judiciaire, Lucinda Aukharie, en mai 2011. Elle n'aurait pas apprécié de n'être pas défendue par les autorités politiques face aux pressions des militaires sur le sujet. Entretien de Crisis Group, policier guinéen, Bissau, juillet 2011.

<sup>131</sup> « Le président défie l'armée », *AFP*, 10 juillet 2010.

Injai est souvent perçu par les acteurs internationaux comme un homme prudent et raisonnable, qui cherche avant tout à sortir vivant d'un poste dont les trois derniers détenteurs sont morts assassinés. Na Tchuto a moins bonne presse : il est vu comme moins coopératif et plus ambitieux. Surtout, même si les rumeurs en matière de trafic de cocaïne n'épargnent pas Injai, c'est na Tchuto qui a le douteux honneur de figurer sur la liste des narcotrafiquants du département américain du Trésor. <sup>132</sup> Enfin, si Injai a de bonnes relations avec le président et le Premier ministre, na Tchuto semble avoir plutôt des contacts avec le PRS. <sup>133</sup> Mais dans le petit monde politico-militaire de Bissau, tout le monde a des liens avec tout le monde, et il ne faut pas sous-estimer la force des dynamiques de consensus, de médiation et de stabilisation au sein même de l'armée.

Les rumeurs ne manquent pas sur le factionnalisme dans l'armée. Fin août 2011, un média proche de la primature signalait que na Tchuto était opposé à la RSS. <sup>134</sup> Injai prenait suffisamment cela au sérieux pour organiser début septembre 2011 une tournée des casernes de la capitale en sa compagnie. Il dénonçait certains militaires qui l'auraient accusé de recevoir de l'argent du Premier ministre pour le maintenir au pouvoir et d'avoir tourné le dos à l'ethnie balante, il appelait au respect de l'ordre constitutionnel et dénonçait le tribalisme. <sup>135</sup> Na Tchuto a pour sa part démenti tout projet de coup d'Etat et a demandé aux « politiciens » de s'abstenir de venir le voir. Il a également demandé à Injai de le convoquer quand il entendrait des rumeurs à

<sup>132</sup> Injai aurait également été impliqué dans le narcotrafic. Suite à l'atterrissage d'un mystérieux avion – qu'il a autorisé – sur la piste de Cufar le 1<sup>er</sup> mars 2010, il aurait été contraint à signer un document reconnaissant sa responsabilité en échange d'une retraite négociée. Mais il se serait finalement rebellé, ce qui aurait abouti aux événements du 1<sup>er</sup> avril. Ce serait d'ailleurs là l'un des motifs de sa rébellion contre Induta. « Guinée-Bissau : Indjai confessa papel activo no narcotráfico », *PNN*, 27 mai 2010.

<sup>133</sup> Certains observateurs considèrent que le PRS et na Tchuto ont collaboré dans la tentative de coup d'Etat de Tchama Yalá, notamment au travers du très influent Ernesto Carvalho, proche conseiller de Kumba Yalá et ancien ministre de l'Intérieur, dont le nom a été cité à propos du trafic de cocaïne dans les câbles diplomatiques américains révélés par WikiLeaks. Embassy Dakar, « Guinea-Bissau resembles a narco-state », 17 janvier 2007; Embassy Dakar, « Guinea Bissau : Ambassador discusses assassinations with former First Lady », 13 mars 2009 (note 124). Par ailleurs, l'avocat de na Tchuto, Joãozinho Vieira Có, a des liens avec Yalá, dont il a été ministre et ambassadeur.

<sup>134</sup> « Exoneração de Bubo Na Tchuto em cima da mesa », *PNN*, 26 août 2011. Il aurait ainsi boycotté des réunions du Conseil supérieur de défense et de sécurité. Fait intrigant, l'information était donnée comme étant de sources proches de la Missang.

<sup>135</sup> Injai a annoncé que les militaires responsables des rumeurs seraient transférés vers l'intérieur du pays. « Rumores acusam Tenente General António Indjai de receber dinheiro do Primeiro Ministro para o manter no poder », *O Defensor*, 28 septembre 2011.

son sujet pour qu'il puisse venir s'expliquer et souligné son soutien à la RSS.<sup>136</sup> Si l'intention était rassurante, cet effort de communication inédit a signalé les fragilités qui menacent encore l'armée : les rumeurs, les appels du pied du PRS en direction des militaires balantes, la méfiance que tout cela suscite et la division de l'armée en clientèles concurrentes, et principalement entre Injai et na Tchuto.

Après l'épisode Zamora Induta, ce n'est peut-être pas une mauvaise chose si ce sont les chefs effectifs de l'armée, ceux qui contrôlent les clientèles les plus influentes, qui sont aux commandes de la réforme.<sup>137</sup> Reste à voir s'ils sont prêts à prendre à leur tour le risque de porter la RSS, pris qu'ils sont entre les pressions internationales et le danger que peut représenter la mise en cause des avantages acquis des militaires. Reste à voir également si la relance de la réforme ne peut pas donner au factionnalisme dans l'armée un tour violent.

### 3. Les partenaires internationaux face à la RSS

Ces incertitudes invitent les partenaires internationaux à s'interroger sur la sincérité du pouvoir civil par rapport à la RSS : les autorités guinéennes ne s'intéressent-elles à la réforme que parce qu'elle permet de maintenir des bonnes relations avec les bailleurs de fonds ? Sont-elles prêtes à prendre le risque d'une RSS articulée au renouvellement rapide de la hiérarchie militaire ? Ne s'emploient-elles pas à la retarder tout en donnant soigneusement l'impression d'y être attachées ? Prévue pour juin 2010 et reportée à cause des événements du 1<sup>er</sup> avril, la réunion de haut niveau sur le financement de la RSS, demandée à nouveau par les autorités au milieu de l'année 2011, n'avait toujours pas eu lieu en janvier 2012. Il s'agit d'un « manque d'appétit des bailleurs de fonds », selon un responsable du Binugbis.<sup>138</sup> Les autorités réaffirment en tout cas constamment leur engagement et se désolent du retard pris dans la mise à disposition des financements internationaux.<sup>139</sup>

Il y a là une sorte de cercle vicieux : au-delà des déclarations de principe, le scepticisme et les difficultés de coordination des bailleurs de fonds d'une part et les inquiétudes et la prudence des acteurs politiques et militaires guinéens d'autre part se renforcent mutuellement. Au final, hormis une série d'actions de coopération militaire qui ne remettent pas en cause, pour le moment au moins, le fonctionnement

de l'armée guinéenne,<sup>140</sup> rien ne se passe, ou presque. Tous les acteurs du processus peuvent se dire déçus, chacun attendant des autres qu'il donne des signes convaincants.

Pour donner un gage de leur sérieux et amorcer la pompe, les autorités ont, sur le conseil du Binugbis, annoncé en avril 2011 l'ouverture du compte bancaire qui doit abriter le fonds de pension, et elles y ont déposé 500 000 dollars.<sup>141</sup> Mais si la contribution du Fonds de consolidation de la paix des Nations unies (3 millions de dollars) s'est finalement concrétisée, les choses sont moins claires pour les autres bailleurs. L'UE conditionne ses engagements dans le domaine au « renouvellement de la hiérarchie militaire ».<sup>142</sup> La Cedeao et l'Angola, qui avaient repris le flambeau de la RSS après le retrait européen au travers de la feuille de route Cedeao-CPLP, semblent avoir bien du mal à s'accorder. Or ils s'étaient engagés pour les montants les plus significatifs, la Cedeao ayant promis 63 millions de dollars pour la RSS (dont 45 millions pour le seul fonds de pension) et l'Angola 30 millions de dollars. Vers la fin de l'année 2011, la Cedeao a fait savoir qu'une partie au moins de sa contribution (23 millions de dollars) était bien « à Bissau », mais apparemment pas sur le compte créé par les autorités pour le fonds de pension.<sup>143</sup>

Si certains diplomates ont la politesse d'évoquer de simples « problèmes techniques »,<sup>144</sup> cette lenteur est politique. Alors que, à la suite du 1<sup>er</sup> avril 2010, la Cedeao, inquiète du retrait occidental, avait d'abord vu l'implication de la CPLP comme une bonne chose, il semble que certains pays clés, et en particulier le Sénégal et le Nigeria, ont depuis analysé cette poussée de la CPLP comme une manœuvre purement bilatérale de l'Angola, dont l'ambition les inquiète.<sup>145</sup>

Le Sénégal craint ainsi de perdre la discrète mais forte influence qu'il avait exercée dans les années 2000 et qui lui avait permis d'obtenir de Bissau une pression militaire directe contre les séparatistes casamançais basés le long de

<sup>136</sup> « Guinée-Bissau : Bubo Na Tchuto preocupado com informações divulgadas na imprensa », PNN, 16 septembre 2011.

<sup>137</sup> « Crise político-militar em fase de descompressão », *African Monitor*, n° 481, 17 juin 2010.

<sup>138</sup> « Reunião da ONU para recolha de fundos para reforma do sector de defesa », Angop, 30 mai 2011.

<sup>139</sup> « Appel du président pour le financement des pensions des militaires démobilisés », Xinhua, 25 septembre 2011.

<sup>140</sup> Parmi celles-ci, l'hôpital militaire construit par la Chine ou l'académie militaire mise en place par le Brésil. A moyen terme, si elle s'avère durable, on peut évidemment espérer que cette académie ait un impact sur le fonctionnement des forces armées.

<sup>141</sup> En juin 2011, le ministre de la Défense avait promis une contribution nationale totale de 4,5 millions de dollars.

<sup>142</sup> L'UE avait prévu de contribuer à hauteur de 10 millions d'euros : 4 millions au titre du Programme d'appui à la réforme du secteur sécuritaire, et 5 ou 6 millions au titre du Programme d'appui à la réforme de l'administration civile et militaire.

<sup>143</sup> Entretien téléphonique de Crisis Group, diplomate européen, janvier 2012.

<sup>144</sup> Entretiens de Crisis Group, diplomates africains, Bissau, juillet 2011.

<sup>145</sup> Entretiens de Crisis Group, diplomates, Bruxelles, novembre 2011.

la frontière.<sup>146</sup> Malgré l'accord passé en septembre 2011 pour la mise en place de patrouilles communes dans la zone frontalière, les autorités guinéennes ont eu dès novembre 2011 une réaction très sèche au franchissement de la frontière par deux hélicoptères militaires sénégalais.<sup>147</sup> Le projet angolais de port en eau profonde de Buba, qui s'accompagne d'un projet de chemin de fer vers le Mali, et l'accroissement des échanges entre l'Angola et la Guinée-Bissau, affectent le rôle sous-régional du port de Dakar et l'influence du commerce sénégalais dans le pays. Enfin, les perspectives de mise en valeur des ressources pétrolières situées dans la zone maritime commune au Sénégal et à la Guinée-Bissau contribuent sans doute à cette tension. Le Nigeria, dont les ambitions continentales et internationales sont connues, se méfie des interventions angolaises en Afrique de l'Ouest, où il estime devoir tenir le premier rôle.

Le fait que l'Angola ait réussi à placer des soldats à Bissau là où la Cedeao n'y est toujours pas parvenue a nourri la frustration,<sup>148</sup> d'autant plus que Luanda a semblé vouloir se désengager du fonds de pension.<sup>149</sup> Elle laisse ainsi à la Cedeao le morceau le plus délicat et le moins stratégique de la RSS pour se concentrer sur la coopération militaire, bien plus intéressante en ce qu'elle permet de construire de l'influence sur ceux qui restent dans l'armée. La signature du mémorandum d'accord entre la Cedeao, la CPLP et la Guinée-Bissau sur la mise en œuvre de la feuille de route est retardée depuis des mois. Le 17 novembre 2011, le président Dos Santos reconnaissait enfin publiquement des « difficultés » avec « quelques pays de la Cedeao » et annonçait la visite d'envoyés spéciaux dans ces pays.<sup>150</sup>

L'histoire passée de la RSS et ses dimensions politiques et ethniques incitent à la prudence. Il faut néanmoins

prendre le risque de l'épreuve de vérité, prendre les acteurs guinéens au mot et ne pas faciliter la tâche à ceux qui ne sont pas prêts à changer le système. La clé réside dans la construction d'un vrai consensus entre le Sénégal, le Nigeria et l'Angola, qui devra ménager leurs préoccupations respectives. Ces trois pays ont là l'occasion de démontrer leur capacité à mener une diplomatie ambitieuse, ouverte et courageuse. Si la distance prise par l'UE et les Etats-Unis offre l'intérêt de rappeler aux acteurs guinéens que la situation est encore loin d'être normale, il faut un engagement effectif et rapide du Fonds de consolidation de la paix. Il n'est pas souhaitable de bloquer la RSS sur la question du renouvellement immédiat de la hiérarchie militaire. Mais il est indispensable de garder un niveau d'exigence élevé : après avoir donné une véritable chance à la réforme dans un contexte plutôt favorable, les acteurs internationaux ne devront pas reculer quand il faudra demander des comptes aux acteurs politiques et militaires guinéens.

Pour sa part, l'Etat guinéen doit trancher rapidement les incertitudes qui demeurent quant au format de la réforme, aussi bien sur les effectifs et le niveau de pension souhaitables et possibles que sur la question de la garde nationale. Compte tenu du retard dans le financement du fonds de pension, les autorités semblent s'orienter vers une formule minimum, la mise à la retraite rapide d'un premier petit contingent.<sup>151</sup> Il s'agit là d'une bonne solution qui pourrait permettre de lancer et de tester le processus, et de confirmer l'engagement de l'Etat guinéen.

## B. UNE SCENE POLITIQUE ENCORE FRAGILE

L'incertitude persistante dans le domaine militaire et l'inévitable épreuve de vérité qui reste à venir sont des sources d'inquiétude, d'autant que la situation reste fragile dans le domaine politique. Comme souvent dans l'histoire de la Guinée-Bissau, ces deux domaines, qui obéissent à des logiques assez différentes et sont moins totalement en prise l'un avec l'autre qu'on l'imagine souvent, peuvent parfois se croiser, avec des effets désastreux.

Certes, pour se maintenir au pouvoir et offrir à la communauté internationale un interlocuteur légitime, le PAIGC a refait son unité. Mais celle-ci reste fragile, comme le montrent les escarmouches régulières entre les factions du parti. Ainsi, les luttes ont été vives autour des désignations pour les postes dans le domaine de la sécurité et du renseignement,<sup>152</sup> mais aussi dans la diplomatie, secteur dans lequel le président Sanhá a utilisé ses prérogatives

<sup>146</sup> En 2006, après une série d'assauts, le chef séparatiste radical Salif Sadio avait été contraint par l'armée bissau-guinéenne à quitter la zone frontalière. Il s'était réfugié de l'autre côté de la Casamance, du côté de la frontière sénégal-gambienne.

<sup>147</sup> Une rencontre entre les autorités des deux pays a été reportée, et des soldats guinéens ont été déployés à la frontière. « Vers des patrouilles conjointes à la frontière des deux pays », APS, 17 septembre 2011.

<sup>148</sup> Le Sénégal, qui est intervenu en 1998-1999 aux côtés du président Vieira contre la majorité de l'armée guinéenne, sait qu'il ne peut déployer des hommes. Mais la Cedeao n'est guère mieux vue par les militaires guinéens, puisqu'elle avait déployé alors une force d'interposition qui, à leurs yeux, avait surtout retardé la défaite de Vieira.

<sup>149</sup> L'Angola est engagé sur une contribution de 2 millions de dollars, mais des doutes forts subsistent sur la réalité de cet engagement. Entretien de Crisis Group, diplomate onusien, New York, novembre 2011.

<sup>150</sup> « Angola admite dificuldades na reforma das forças armadas da Guiné Bissau », O Apostolado (apostolado-angola.org), 17 novembre 2011.

<sup>151</sup> Communication électronique de Crisis Group, acteur de la RSS, novembre 2011.

<sup>152</sup> « Director-geral do Serviço de Informação do Estado continua a dar polémica », PNN, 13 juillet 2011.



pour nommer des proches. A Luanda, ambassade stratégique, le Premier ministre aurait délibérément retardé la mise en place de l'ambassadeur choisi par le président Sanhá, sans doute pour mieux contrôler cet axe diplomatique majeur.<sup>153</sup> Autre symptôme, sur les affaires internationales, de la question du Sahara occidental à la chute de Mouammar Kadhafi, le président et son Premier ministre se sont régulièrement trouvés en contradiction, voire en opposition.<sup>154</sup> Au plan interne, dans un régime parlementaire qui lui laisse un pouvoir limité, le président ne manque pas une occasion de se poser en relais de la demande sociale face au gouvernement.<sup>155</sup>

Ces tensions, plutôt contenues dans le cadre actuel, sont inquiétantes au regard des luttes qui s'annoncent. Pour les législatives d'abord, prévues pour novembre 2012, le PAIGC devra procéder à un congrès et à des investitures. Les enjeux vont être d'autant plus élevés que le PAIGC a de bonnes chances de s'imposer. Plusieurs mois avant son décès, les problèmes de santé du président Sanhá renforçaient déjà le pouvoir de Gomes Júnior sur le PAIGC. Vainqueur des deux derniers congrès du parti, en 2004 et en 2008,<sup>156</sup> il n'avait certes pas réussi à imposer son candidat à l'investiture pour la présidentielle de 2009. Sanhá avait rassemblé alors une large coalition d'ennemis de Gomes Júnior, mobilisant les « orphelins » de Nino Vieira, et en particulier Hélder Proença, ancien ministre de la Défense, et Cipriano Cassamá, ancien ministre de l'Ad-

ministration interne, qui contrôlaient des ressources et des réseaux importants.<sup>157</sup>

Mais les vieiristes ont perdu de leur influence. L'assassinat de Proença en juin 2009 leur a porté un rude coup, et l'un des plus importants parmi ceux qui restent, Roberto Cacheu, a été suspendu pour trois ans du parti en septembre 2011 à cause de ses attaques contre le Premier ministre. Accusé d'implication dans les événements du 26 décembre 2011, il est en fuite depuis lors. Certes, Gomes Júnior n'est pas issu de « la lutte », comme on dit en Guinée, c'est-à-dire qu'il n'appartient pas à la génération qui a combattu contre les Portugais. Pire encore aux yeux de certains, il est le fils d'un homme d'affaires métis de Bissau considéré comme proche du régime colonial, et certains de ses opposants l'accusent de vouloir « implanter le néocolonialisme en Guinée-Bissau » et de recevoir ses « instructions des Portugais ».<sup>158</sup> Mais il peut compter sur ses ressources financières personnelles, sur l'appui angolais et sur ses réseaux, ainsi que sur l'image de gestionnaire correct et de partenaire acceptable pour les bailleurs de fonds qu'il s'est construite au fil de ses passages répétés à la primature, même si cette image semble s'effilo-cher au fur et à mesure des à-coups politico-militaires.<sup>159</sup>

De plus en plus incontournable, Gomes Júnior semble plutôt bien placé pour renforcer son contrôle sur le PAIGC, dont il détient la présidence, et obtenir les ralliements nécessaires. La branche jeunesse, la Juventude Africana Amílcar Cabral (Jaac), certes peu dynamique est contrôlée par un de ses partisans, Victor Naneia. En juin 2010, c'est une personnalité « intermédiaire », Eva Gomes,<sup>160</sup> qui a pris le contrôle de l'União Democrática das Mulheres da Guiné (Udemu), la branche féminine du PAIGC, jusque-là contrôlée par la vieille garde plutôt favorable à Malam Bacai Sanhá. Quant à Estêvão Gomes Có, élu fin 2010 secrétaire général du puissant syndicat lié au parti, l'União Nacional dos Trabalhadores da Guiné-Bissau (UNTG), il semble suivre une ligne indépendante du poli-

<sup>153</sup> « Exclusivo DC : Embaixada em risco », Ditadura do consenso, 27 août 2011.

<sup>154</sup> En mai 2009, le gouvernement Gomes était revenu sur le retrait de la reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique décidé en 1997 par Nino Vieira. Dès mars 2010, le président Sanhá, très lié au monde arabe et au Maroc, entre autres au travers de son allié sénégalais, avait annoncé le retrait de cette reconnaissance. En février 2011, le Premier ministre avait réaffirmé le soutien de son gouvernement et du PAIGC au mouvement sahraoui. Cette lutte a en partie à voir avec des allégeances diplomatico-financières concurrentes, l'Algérie et le Maroc se livrant à une compétition continentale sur le sujet. Voir « Le Maroc demande des "explications" à la Guinée-Bissau concernant le Polisario », Ya Biladi (yabiladi.com), 15 septembre 2009. D'abord proche de Mouammar Kadhafi, le président Sanhá s'est démarqué de son Premier ministre quand celui-ci a offert l'asile au Guide libyen. « Kadhafi pas le bienvenu à Bissau », AFP, 16 septembre 2011.

<sup>155</sup> Ainsi lorsque, avec ses conseillers, il marque sa compréhension envers les magistrats en grève. « PR recebe magistrados em greve e promete falar com governo », Lusa, 28 juin 2011.

<sup>156</sup> Gomes Júnior avait obtenu 578 voix, un peu plus de la moitié des suffrages exprimés. Les autres candidats avaient obtenu les résultats suivants : Malam Bacai Sanhá, 355 voix; Martinho Ndafo Cabi, alors Premier ministre, 95 voix; Cipriano Cassamá, le relais du président Nino Vieira au sein du PAIGC, 61 voix; Baciro Dja, 30 voix; et Policarpo Cabral de Almeida, 5 voix.

<sup>157</sup> Lors du vote au sein du PAIGC en avril 2009, Sanhá a remporté 144 voix contre 118 pour son adversaire, Raimundo Pereira, le président de l'ANP qui assurait l'intérim à la présidence de la République et qui était soutenu par Gomes Júnior.

<sup>158</sup> « Oposição avisa chefe de Estado para demitir PM ou será 'atacado politicamente' », Expresso Bissau, 26 juillet 2011, p. 4. Le soin que Gomes Júnior met à se présenter toujours coiffé du bonnet d'Amílcar Cabral, le père de l'indépendance, vise sans doute à compenser cette faiblesse. Ses positions diplomatiques pourraient refléter également sa volonté de donner des gages de son enracinement « à gauche ». Sur ce point, voir la note 154.

<sup>159</sup> Communications électroniques et téléphoniques, diplomates, décembre 2011 et janvier 2012.

<sup>160</sup> Fille de l'ancien Premier ministre Francisco « Chico » Mendes, Eva Gomes est l'épouse d'un conseiller de la présidence, mais sa sœur cadette est l'épouse du fils de Gomes Júnior.

tique, centrée sur les luttes syndicales. La lutte reste ouverte pour le contrôle de l'organisation des cadres, le Conselho Nacional dos Quadros Técnicos, Simpatizantes e Amigos do PAIGC (Conquatsa).<sup>161</sup>

L'hégémonie du PAIGC pourrait entraîner une radicalisation de l'opposition. A Bissau, beaucoup semblent d'ailleurs considérer les législatives de 2012 comme courues d'avance. Le PAIGC a en effet toutes les cartes en main : ancien parti unique, il bénéficie encore de sa légitimité historique, contrôle l'Etat, rassemble des grandes figures qui sont aussi souvent de prospères hommes d'affaires (donc susceptibles de financer la campagne électorale). Il a par ailleurs des résultats à afficher, la stabilité actuelle, le paiement régulier des salaires et même des promesses d'augmentations,<sup>162</sup> la croissance économique, les chantiers d'infrastructures et les autres projets de développement. Le Premier ministre n'a pas hésité en juillet 2011 à proposer d'avancer la date des législatives.<sup>163</sup> Certains observateurs considèrent par ailleurs que les mesures de bonne gouvernance et de privatisation compliquent encore la situation pour le PRS. Il a en effet déjà perdu et risque de perdre encore certaines rentes et positions acquises sous les présidences Yalá et Vieira,<sup>164</sup> et ses hommes sont mal placés pour accéder à des avantages alternatifs, marchés publics ou fonctions importantes.

Au fur et à mesure de la stabilisation du régime en 2011, le PRS, suivi par une partie de l'opposition, s'est lancé dans des attaques publiques de plus en plus vives. D'un côté, le parti a tenté de pousser l'armée à la réaction, dénonçant la RSS.<sup>165</sup> De l'autre, il a accusé le Premier mi-

nistre des meurtres politiques de 2009, exigeant sa démission et son jugement.<sup>166</sup> Ces attaques sont cependant loin de susciter l'unanimité au sein du PRS, travaillé par des clivages non négligeables.<sup>167</sup> En privé, certaines figures du PRS jugent que le gouvernement Gomes Júnior est une bonne chose pour le pays, ou du moins le moins mauvais des possibles, et que la stratégie de déstabilisation menée par leur parti est malvenue.<sup>168</sup>

### C. LA QUESTION DE L'IMPUNITÉ

L'impunité est depuis longtemps identifiée comme un problème en Guinée-Bissau. L'enjeu est pour le moment moins l'impunité au quotidien, celle des abus de pouvoir perpétrés par les dépositaires de l'autorité publique « d'en bas », que l'impunité « d'en haut » : depuis la guerre de 1998, le pays a en effet connu une suite d'assassinats politiques non élucidés. Une amnistie votée en 2007 (valable pour la période 1974-2004) devait mettre fin au phénomène, mais une nouvelle série de morts violentes a frappé l'élite politico-militaire en 2009, coûtant la vie à quatre responsables de haut rang : le chef d'état-major na Wai et le président Vieira en mars, les députés Baciro Dabó et Hélder Proença en juin.<sup>169</sup> Beaucoup de rumeurs circulent, mais en l'absence de procédures judiciaires menées à terme, il est impossible d'être au clair. Or, ces morts sont devenues des armes politiques, tournées en particulier contre l'actuel Premier ministre. Même s'il existe une part grossière d'instrumentalisation politique dans ces attaques, le problème est réel et doit être traité avec sérieux.

A la fin de l'été 2010, c'est un proche de Nino Vieira, Roberto Cacheu, qui avait exigé l'intervention de la justice dans le dossier Vieira. Il avait rencontré le procureur général, Amine Saad, connu pour sa proximité avec le président Sanhá. Comme Cacheu avait été le directeur de campagne de Sanhá jusqu'aux événements de juin 2009,<sup>170</sup> beaucoup d'analystes avaient estimé que l'entourage du président utilisait la question pour affaiblir le Premier ministre, à un moment où les tensions étaient fortes entre eux. Dès mai 2010, le président Sanhá lui-même avait déclaré, sans plus de précision, que des « personnalités politiques » étaient impliquées dans l'assassinat de Nino

<sup>161</sup> Sont en lice Octávio Lopes, conseiller du président Sanhá pour les affaires juridiques, et Tomas Barbosa, secrétaire d'Etat à l'Environnement et au Développement durable, proche du Premier ministre.

<sup>162</sup> « Governo da Guiné-Bissau defende aumentos de 58% para a função pública », Radio France Internationale (RFI), 23 novembre 2011.

<sup>163</sup> « PAIGC desafia oposição para legislativas antecipadas », PNN, 13 juillet 2011.

<sup>164</sup> Sont évoqués notamment le paiement présentiel des salaires et le non-cumul des salaires au fur et à mesure des carrières politiques (les anciens ministres ont longtemps gardé un salaire équivalent à celui d'un directeur général d'administration en exercice même après avoir quitté leurs fonctions). « Le gouvernement bissau-guinéen paye des salaires à 3 000 fonctionnaires fictifs », APA, 16 août 2009. La gestion plus scrupuleuse et la perspective d'une privatisation de certaines entreprises publiques comme le port de Bissau ont également une dimension politique : à la prise de pouvoir de Kumba Yalá en 2000, le port avait accueilli de nombreux « clients » du PRS, ses effectifs passant alors d'un peu moins de 400 à près de 1 000 employés. Depuis 2009, les effectifs sont redescendus aux environs de 800 employés. Entretien de Crisis Group, syndicaliste guinéen, Bissau, juillet 2011.

<sup>165</sup> Voir la section III.A.2.

<sup>166</sup> Voir la section III.C.

<sup>167</sup> Ces clivages, attisés par Vieira entre 2005 et 2009, semblent s'être pour partie résorbés. Le dissident Sola N'Quilin na Bitchita a ainsi fait son retour au PRS en janvier 2011. Il semble néanmoins avoir maintenu sa différence, prenant ainsi des positions modérées sur la question de la force de stabilisation. Voir « Regresso Sola N'Quilin ao PRS », site officiel du PRS, 19 janvier 2011.

<sup>168</sup> Entretien de Crisis Group, député PRS, Bissau, juillet 2011.

<sup>169</sup> Deux adjoints de Proença avaient été tués avec lui.

<sup>170</sup> Il avait été remplacé par Augusto Olivais, le secrétaire permanent du PAIGC.

Vieira, propos souvent interprétés comme une allusion au Premier ministre.<sup>171</sup> En août 2010, le blog Ditadura do Consenso avait publié ce qu'il présentait comme une lettre du procureur général au président Sanhá accusant le Premier ministre d'avoir commandité l'assassinat. Alors que le procureur général et la présidence gardaient un étrange silence sur l'affaire, la primature avait soutenu qu'il s'agissait d'un faux et avait porté plainte – sans suite – contre l'auteur du blog, Aly Silva.

Le rapprochement ultérieur entre le Premier ministre et la présidence n'a pas mis un terme aux tensions : les accusations n'en finissent pas de faire écho, relayées maintenant hors du PAIGC. Fin février 2011, les députés du PRS quittaient la séance de l'Assemblée nationale pour protester contre l'absence de justice dans les meurtres de mars 2009.<sup>172</sup> En mars 2011, le PRS accusait encore le président, le Premier ministre et le procureur général de « maintenir le statu quo » et de bloquer les enquêtes.<sup>173</sup>

En mai 2011, dans ce qu'il voyait sans doute comme une étape dans la pacification du jeu politique, le procureur général classait sans suite les poursuites en cours contre les comploteurs supposés de juin 2009,<sup>174</sup> arguant du manque de preuves. Par là même, il ôtait toute « justification » à la mort de Dabó et de Proença : à l'époque, le gouvernement Gomes Júnior avait affirmé qu'ils étaient impliqués dans le complot et que c'était pour cela que des militaires les avaient tués. Parce que les personnes soupçonnées de ces assassinats étaient des militaires, le procureur général transmettait par ailleurs leur dossier au Tribunal militaire supérieur.<sup>175</sup> Ce transfert était critiqué de toutes parts, y compris par le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies devant le Conseil de sécurité,<sup>176</sup> et le

président du Tribunal militaire supérieur refusait l'opération, arguant de questions de procédure.<sup>177</sup>

L'opposition se saisissait de l'occasion pour repartir à l'attaque : l'abandon officiel de l'hypothèse du complot posait évidemment la question de la justification des arrestations et des exécutions extrajudiciaires opérées en juin 2009 sous la responsabilité du gouvernement Gomes Júnior. C'était maintenant le Premier ministre qui se voyait accusé de violence et d'impunité. Le coup était d'autant plus habile que le principal responsable militaire impliqué dans l'affaire de juin 2009 n'était autre que Zamora Induta, alors chef d'état-major : les accusateurs du Premier ministre évitaient ainsi de mettre en cause le pouvoir militaire actuel, et s'attaquaient à un militaire déchu et très étroitement identifié au Premier ministre.<sup>178</sup>

Les 14 et 19 juillet 2011, une partie de l'opposition a appelé à des manifestations à Bissau pour exiger la démission de Gomes Júnior, qui démentait alors avoir été mis en cause dans les meurtres de mars et juin 2009.<sup>179</sup> Le président Sanhá est alors intervenu, rejetant l'idée d'une démission du Premier ministre. Il a sacrifié le procureur général Amine Saad, qui a présenté sa démission le 2 août, et il a demandé au collectif d'opposition de laisser au moins deux mois à son successeur, Edmundo Mendes. Si la marche prévue le 5 août a été maintenue, celle qui était prévue le 16 août n'a finalement pas eu lieu, sans que le collectif ne fournisse d'explication. Lors de chaque protestation, le nombre de participants a été très contesté et les bilans très contradictoires. La nervosité était en tout cas grande, le pouvoir semblant craindre que des militaires balantes n'appuient ces mobilisations par sympathie ethnique envers le PRS ou par hostilité envers le Premier ministre. Certains responsables militaires avaient d'ailleurs

<sup>171</sup> « Malam Bacai Sanhá, président de Guinée-Bissau », RFI, 31 mai 2010.

<sup>172</sup> « PRS abandona o parlamento », Ditadura do consenso, 28 février 2011. Ils avaient alors été suivis par deux députés vieillards du PAIGC, Roberto Cacheu et Francisco Conduto de Pina.

<sup>173</sup> « Familiares e amigos lembram "Nino" Vieira em cerimónia religiosa », Angop, 2 mars 2011.

<sup>174</sup> Parmi les personnes soupçonnées figuraient Daniel Gomes, Marciano Silva Barbeiro, Faustino Fudut Imbali, Aristides Gomes, Sandji Fati et Alfonso Té, tous des hommes liés d'une manière ou d'une autre à Nino Vieira.

<sup>175</sup> Le procureur général et le président du tribunal militaire supérieur s'étaient réunis en mai 2011 pour discuter de la création d'une police judiciaire militaire chargée d'enquêter sur les crimes et délits militaires. Voir « Ministério Público e Promotoria da Justiça Militar estiveram reunidos », PNN, 13 mai 2011.

<sup>176</sup> Le représentant spécial avait qualifié cette décision de transfert de « hâtive ». « Guinée-Bissau : l'ONU note des progrès dans la réforme du secteur de la sécurité », Service d'information des Nations unies, 28 juin 2011. Le président de la République avait exprimé alors son mécontentement envers l'intervention de Mutaboba.

<sup>177</sup> Il soulignait qu'il ne pouvait pas récupérer une procédure qu'il n'avait pas lui-même initiée. Saad admettait pour sa part que c'était au Tribunal suprême de justice de se prononcer sur ce conflit de compétence négatif, mais il a démissionné avant que ce Tribunal n'intervienne. « PGR admite existir realmente conflito negativo de competência entre o MP e a Promotoria do Tribunal Militar Superior », sosguinebissau.blogspot.com, 28 juillet 2011.

<sup>178</sup> C'est peut-être pour cela que la mobilisation de l'opposition a porté plutôt sur les assassinats de juin 2009 que sur ceux de mars 2009, plus dangereux dans la mesure où beaucoup considèrent que des hommes fidèles au chef d'état-major actuel sont impliqués dans la mort de Nino Vieira. De façon significative, Roberto Cacheu a pris soin de souligner qu'il ne considérait pas le général Injai comme responsable. « Chefe das Forças Armadas devia esclarecer assassinios ocorridos em 2009 », Angop, 14 juillet 2011.

<sup>179</sup> Le collectif formé pour l'occasion comprend une dizaine de partis d'opposition, dont seuls le PRS et le Partido Republicano para Independência e Desenvolvimento (PRID) ont une représentation à l'Assemblée.

formellement interdit à leurs hommes de se mêler de cette affaire.

Dans une correspondance au procureur général, le Premier ministre tentait pour sa part de dégager sa responsabilité et demandait des explications sur le classement de la tentative de coup d'état supposée de juin 2009. Il soulignait qu'il n'avait fait que transmettre des accusations « provenant d'individus [en l'occurrence, certains responsables des services de renseignement] qui méritaient et méritent encore la plus grande considération et la plus grande confiance et qui venaient accompagnés d'éléments de preuve qui paraissaient irréfutables et qui ont été mis à la disposition du ministère public ». <sup>180</sup> Les enquêtes ont repris en octobre 2011 autour de l'assassinat de Tagme na Wai. Mendes avait procédé à une confrontation entre trois officiers aujourd'hui marginalisés (dont Zamora Induta), qui se seraient accusés mutuellement dans cette affaire, <sup>181</sup> et il avait remis à plus tard les avancées sur les autres dossiers. Ceci n'est peut-être pas un hasard dans la mesure où l'enquête sur la mort de na Wai est probablement la moins dangereuse pour le pouvoir actuel.

Fin octobre 2011, le PRS annonçait qu'il boycotterait la commission préparatoire à la Conférence nationale pour la paix et la réconciliation, soulignant que son dirigeant, Serifo Nhamadjo, appartenait au parti au pouvoir et entendait couvrir des « crimes de sang ». <sup>182</sup> Il est regrettable que cette conférence nationale qui s'est fondée sur de larges consultations à travers le pays et a permis des débats intéressants entre Guinéens, puisse être frappée par ce soupçon d'offrir un chemin à une nouvelle validation de l'impunité. Faut-il effectivement comprendre, comme semblent le craindre certains dans l'opposition, qu'une nouvelle amnistie se prépare, moins de cinq ans après celle de 2007 ?

Des voix s'élèvent à Bissau pour une prise en charge internationale de ces affaires, évoquée dès juin 2009 mais

toujours différée. En août 2011, après une prise de position du député indépendant Victor Mandinga en ce sens, la LGDH a renouvelé son appel à une commission d'enquête internationale. <sup>183</sup> Quant à la ministre de l'Economie Helena Nosolini Embaló, elle a évoqué un recours à la Cour pénale internationale (CPI), <sup>184</sup> peu probable puisque les crimes de 2009 ne relèvent pas du mandat de la Cour. La mise en place d'une commission d'enquête internationale, dispositif couteux et complexe, semblant peu probable pour le moment, il faut donner du temps au processus judiciaire relancé sous la direction du nouveau procureur général, Edmundo Mendes. Celui-ci doit être une priorité, et il doit être soutenu et encouragé aussi bien par les autorités guinéennes que par leurs partenaires internationaux. L'adoption récente de la loi sur la protection des témoins doit par exemple aboutir rapidement à la mise en place d'un programme concret.

#### D. LE FACTEUR COCAÏNE

Le transit de cocaïne depuis l'Amérique latine et à destination de l'Europe avait joué un rôle décisif dans la (re)mise sur agenda de la Guinée-Bissau dans la deuxième moitié des années 2000. Avait été évoquée la possible transformation du pays en un narco-Etat soumis aux volontés des trafiquants alliés à certains chefs militaires. Les soubresauts politico-militaires de ces dernières années ont bien souvent été interrogés à la lumière du trafic et des affrontements qu'il aurait financés et suscités. Si les bailleurs de fonds ont fait des efforts particuliers pour renforcer la capacité de lutte de l'Etat guinéen, une forte incertitude demeure quant à la situation actuelle du trafic et à son impact politique potentiel.

Il faut d'abord signaler à quel point il est difficile d'avoir des certitudes dans le domaine. Les Nations unies elles-mêmes relèvent l'absence d'« informations fiables ». <sup>185</sup>

<sup>180</sup> « Governo quer explicações da PGR sobre arquivamento de caso de golpe de 2009 », Lusa, 24 août 2011. Gomes Júnior se plaignait également d'avoir appris le classement par voie de presse là où la nouvelle aurait dû lui être notifiée.

<sup>181</sup> Les deux autres sont l'ancien chef d'état-major de la force aérienne de Kumba Yalá, Melciades Gomes Fernandes, artificier de talent, et Samba Djaló, ancien directeur adjoint de la contre-intelligence militaire, qui aurait joué un rôle central dans la constitution du dossier d'accusation contre les comploteurs supposés de juin 2009. Mendes a également auditionné discrètement le Premier ministre. L'opposition s'est saisie de cette nouvelle, y voyant une confirmation des soupçons pesant sur sa personne. « PAIGC acusa oposição de mentiras e falsidades », Angop, 5 décembre 2011.

<sup>182</sup> « PRS recusa participar na Conferência Nacional de Reconciliação », PNN, 2 novembre 2011. Nhamadjo est député PAIGC et premier vice-président de l'Assemblée nationale.

<sup>183</sup> « Defendida comissão internacional para investigar assassínios de 2009 », Angop, 12 août 2011.

<sup>184</sup> « Governo estuda aderir ao Tribunal Penal Internacional – ministra Economia », Lusa, 3 novembre 2011. La Guinée-Bissau devrait d'abord signer le statut de Rome.

<sup>185</sup> « Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix dans ce pays », 17 juin 2011, p. 14. Le documentaire *Africa Stups* de Stéphane Ventura et Jean-Christophe Brisard, produit par et diffusé en mars 2010 sur Canal+, signalait que le kilo de cocaïne avait augmenté à Bissau de façon notable depuis 2007, passant de 8 000 à 12 500 euros, signe d'une rareté croissante de la marchandise sur le marché guinéen. Selon d'autres sources, le prix serait monté jusqu'à 15 000 euros au cours de l'année 2010, avant de retomber brutalement entre 7 et 10 000 euros à la fin de l'année 2011, ce qui semble indiquer un réapprovisionnement du marché. Communication électronique de Crisis Group,

Le label « trafiquant » est devenu un instrument des luttes politiques en Guinée-Bissau, l'infamie ultime que les parties opposées se lancent au visage.<sup>186</sup> Tout cela complique l'établissement de la vérité, d'autant que les processus judiciaires concernant les saisies spectaculaires des années 2007 et 2008 n'ont jamais été menés à terme.

Il est du moins clair que l'époque des saisies de centaines de kilos de cocaïne arrivant par bateau ou par avionnette sous la supervision de trafiquants latino-américains installés à Bissau est révolue. Seules quelques mules liées à des réseaux nigériens, empruntant des vols réguliers en provenance du Brésil et transitant par le Cap-Vert, avec de petites quantités de drogue (environ un kilo par personne), sont encore attrapées en Guinée-Bissau.<sup>187</sup>

Face à cette évolution, les autorités guinéennes et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) affirment que le trafic, loin d'avoir diminué, est surtout plus discret et mieux couvert, mieux monopolisé par certains segments de l'Etat. Les pistes d'atterrissage un temps utilisées par les trafiquants sont toujours sous le contrôle de l'armée et une d'elles au moins reste interdite aux acteurs internationaux de la lutte contre le trafic.<sup>188</sup> L'usage de semi-submersibles a été évoqué.<sup>189</sup> Mais l'ONUDC signale également la montée de la consommation locale, et même l'apparition d'héroïne. Les autorités nationales hésitent : faut-il insister sur la gravité du problème afin d'attirer l'empathie et les ressources internationales ou refuser cette vignette si puissante, mais si négative et inquiétante pour les investisseurs ?<sup>190</sup>

D'autres observateurs estiment que le transit par Bissau a attiré trop d'attention. Ils notent qu'entre avril 2010 et la fin 2011, aucun avion douteux n'a été signalé et que les gros trafiquants se sont dérouterés vers des pays mieux connectés aux flux mondiaux des biens et des personnes. Les plus critiques notent que les autorités guinéennes et l'ONUDC

ont lié leur destin à cette construction de l'image de la Guinée-Bissau comme site de transit de la cocaïne et ont tendance à l'exagérer.<sup>191</sup>

Les événements de décembre 2011 ont cependant relancé le débat et les rumeurs. Plusieurs sources ont en effet signalé que la tension entre António Injai et Bubo na Tchuto était liée à l'arrivée début décembre de plus d'une tonne et demie de cocaïne. La drogue, en provenance d'Amérique latine, serait arrivée sous protection militaire en deux livraisons effectuées sur des pistes improvisées, l'une d'elle étant située à Jugudul, près de la ferme d'Injai.<sup>192</sup> Le PRS a pour sa part explicitement dénoncé la complicité du gouvernement de dans cette nouvelle livraison, et une source au moins évoque le besoin de financement lié aux campagnes électorales à venir.<sup>193</sup>

Quand bien même il se confirmerait que la Guinée-Bissau n'est plus vraiment au cœur du trafic (ou qu'elle n'y est pas plus engagée que les autres pays d'Afrique de l'Ouest), le risque reste présent. Le détournement éventuel du trafic vers d'autres routes n'est de toute façon qu'un effet du soudain intérêt international pour le pays, qui doit se maintenir. Il est par ailleurs hors de doute que la constitution d'une police judiciaire opérationnelle, autour de la jeune génération des diplômés de la petite Faculté de droit de Bissau,<sup>194</sup> ainsi que le renforcement plus général de la police, de la justice et des autorités pénitentiaires, sont un résultat important et un effet direct du soutien de plusieurs partenaires internationaux.<sup>195</sup> Au-delà de la lutte contre le trafic stricto sensu, ces évolutions jouent un rôle central dans l'amélioration de la gouvernance. La police judiciaire a ainsi mené des enquêtes importantes sur les salaires et pensions fictifs payés par le Trésor public, con-

---

décembre 2011; entretien de Crisis Group, policier européen, Dakar, janvier 2012.

<sup>186</sup> Sur les accusations portées contre le fils du président Sanhá et contre le Premier ministre, voir la section II.B.

<sup>187</sup> A la différence des grosses affaires de la période 2007-2008, dans lesquelles toutes les personnes arrêtées avaient été mystérieusement libérées sans jugement, ces petites affaires ont donné lieu à des procès et à des condamnations effectives. Entretien de Crisis Group, policiers guinéens et agent de l'ONUDC, Bissau, juillet 2011.

<sup>188</sup> Entretien de Crisis Group, diplomate européen, Bissau, juillet 2011.

<sup>189</sup> « Les narcotrafiants utilisent des sous-marins pour introduire la drogue en Afrique (ONU) », Xinhua, 20 juin 2011.

<sup>190</sup> Comparer par exemple « 'Não somos um narco-estado apesar das nossas fragilidades' – primeiro-ministro », Lusa, 11 mai 2011, et « País longe da eficácia no combate à droga – ministro da Justiça », Lusa, 27 octobre 2011.

---

<sup>191</sup> Entretiens de Crisis Group, diplomates, policiers, agent de l'ONUDC, et douanier, Paris, janvier 2011, Dakar, mars 2011, et Bissau, juillet 2011.

<sup>192</sup> Communications électroniques et entretiens téléphoniques de Crisis Group, diplomates onusiens et européens et journaliste guinéen, décembre 2011 et janvier 2012, et « Governo desmente, Revoltosos ripostam », PNN, 27 décembre 2011. Les sources évoquent un vol d'origine cubaine ou mexicaine.

<sup>193</sup> « Guinée-Bissau : un parti d'opposition critique le déploiement de troupes angolaises », Xinhua, 1<sup>er</sup> janvier 2012; entretien de Crisis Group, policier européen, Dakar, janvier 2012. Alors que le PRS a d'abord eu une attitude favorable à Injai, il s'agit là d'une confirmation de leur perception qu'Injai et Gomes Júnior sont maintenant de véritables alliés.

<sup>194</sup> La Faculté de droit de Bissau est une petite structure très fermement soutenue et encadrée depuis le début des années 1990 par les autorités portugaises, et qui participe à la production d'une intéressante jeune génération de fonctionnaires nationaux et internationaux.

<sup>195</sup> On pense notamment à la rénovation de prisons à Bafata et Mansoa, à la formation de gardes pénitentiaires, à la création de commissariats-modèles et à la création d'une cellule de lutte contre la criminalité transnationale.

tribuant au resserrement de la gestion des finances publiques, ainsi que sur l'attribution illégale d'un permis d'exploitation à une entreprise minière chinoise.<sup>196</sup>

Au-delà de la question du trafic de drogue et du risque de criminalisation du politique, le rôle positif joué par une expérience comme la Faculté de droit confirme l'importance d'une action de long terme dans le domaine de l'éducation supérieure, indispensable pour former les agents qui pourraient assurer l'administration et le développement économique du pays. De ce point de vue-là, la réduction du soutien décisif apporté à la Faculté de droit (en particulier au travers du paiement de salaires convenables au corps enseignant) par Lisbonne est une mauvaise nouvelle,<sup>197</sup> et il faut souhaiter que les autorités guinéennes cherchent et trouvent une solution satisfaisante.

## **E. DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU DEVELOPPEMENT : DES MENACES NOUVELLES**

Si les questions politiques, militaires et judiciaires sont cruciales à très court terme, il faut dès maintenant se préoccuper des questions économiques. La stabilisation du pays s'accompagne en effet d'une accélération bienvenue de la vie économique, qui pose cependant des risques politiques à moyen terme.

Si les indicateurs économiques de court terme sont bons et si des perspectives encourageantes se dessinent, les indicateurs de développement ne récupèrent que lentement de l'effondrement des années 2000. La Guinée-Bissau reste à un niveau de développement dramatiquement bas, même par rapport au reste de l'Afrique de l'Ouest. Elle occupe le 164<sup>e</sup> rang sur 169 dans le classement du PNUD sur le développement humain, et elle a été à la traîne ces dix dernières années, au moment où les autres pays les moins avancés (PMA) connaissent une amélioration de leur indice de développement humain.<sup>198</sup> Entre 2002 et 2010, la pauvreté s'est accrue, la part de la population

vivant avec moins d'un dollar par jour passant de 64,7 à 69,3 pour cent.<sup>199</sup>

La scolarisation a certes progressé ces dernières années, mais elle reste insuffisante (le taux net de scolarisation primaire en 2010 était de 67,4 pour cent au niveau national), inégale (le taux atteint 87,1 pour cent à Bissau et seulement 56,5 dans les zones rurales), et inégalitaire, en particulier parce que la qualité de l'éducation varie considérablement d'un endroit à l'autre. En conséquence, le niveau de formation de la population active est bas : à peine 600 fonctionnaires civils, sur plus de 12 000, ont un niveau de troisième cycle universitaire.<sup>200</sup> Quant à la mortalité infantile, si elle avait augmenté entre 2000 et 2006 (de 203 à 223 enfants morts avant l'âge d'un an pour mille enfants), elle a baissé depuis mais reste extrêmement élevée (155 pour mille en 2010), encore bien loin des objectifs du Millénaire (80 pour mille). Là encore, les variations dans l'accès aux soins sont considérables entre la capitale, la ville ou la campagne.<sup>201</sup>

La question des inégalités ethniques et régionales dans la distribution des ressources publiques est très sensible et éminemment susceptible d'être politisée. Une remise en cause du poids des Balantes dans l'armée a plus de chances de fonctionner si elle s'accompagne d'une réflexion et d'une action auprès de cette communauté sur ce que certains comprennent et vivent comme une inégalité et un sous-développement historique. La société balante elle-même est engagée dans une réflexion sur ces thèmes, qu'il s'agisse de ses intellectuels et hommes politiques<sup>202</sup> ou du mouvement religieux prophétique et synchrétique Kyang-Yang.<sup>203</sup> Les territoires historiques de peuplement de la communauté balante, les zones de Mansoa, Catió, Bissora et Fulacunda doivent faire l'objet d'une attention particulière.<sup>204</sup>

Par ailleurs, si la croissance économique devait se confirmer, elle va susciter des tensions nouvelles. Le domaine foncier est le premier point de tension : l'explosion de la

<sup>196</sup> « Bissau : trois haut fonctionnaires arrêtés pour corruption », AFP, 8 janvier 2012.

<sup>197</sup> Pour la première fois en février 2011, le corps enseignant de la Faculté, où les diplômés guinéens ont remplacé quasi-totalement les coopérants portugais, est entré en grève : les autorités guinéennes n'avaient pas encore trouvé de solution au retrait du soutien salarial portugais. Communication électronique de Crisis Group, ancien enseignant de la Faculté, janvier 2012.

<sup>198</sup> L'IDH a cru en moyenne de 0,9 pour cent par an entre 2000 et 2010, alors que la moyenne pour l'Afrique subsaharienne était de 2,1 pour cent. « Segundo Documento de Estratégia Nacional de Redução da Pobreza », República da Guiné-Bissau, Ministério da Economia, do Plano e Integração Regional, juin 2011, p. 5.

<sup>199</sup> Ibid, p. 6.

<sup>200</sup> « Recenseamento biométrico detecta 4 mil funcionários fantasma do Estado da Guiné-Bissau », Lusa, 23 juillet 2010.

<sup>201</sup> República da Guiné-Bissau, Ministério da Economia, do Plano e Integração Regional, « Segundo Relatório de Seguimento e Avaliação do Documento de Estratégia Nacional de Redução da Pobreza 2009-2010 », 30 août 2010, p. 16.

<sup>202</sup> Entretiens de Crisis Group, Bissau, juillet 2011.

<sup>203</sup> Carlos Cardoso, « Ki-Yang-Yang : uma nova religião dos Balantas? », *Soronda. Revista de Estudos Guineenses*, n°7 (janvier 1989), p. 31-62; Inger Callewaert, *The Birth of Religion among the Balanta of Guinea-Bissau* (University of Lund, 2000).

<sup>204</sup> Voir la cartographie proposée par Alvaro Nobrega, *A luta pelo poder na Guiné Bissau*, Lisbonne, Instituto Superior de Ciências Sociais e Políticas (2003), p. 71.

production de la noix de cajou, mais aussi la croissance de la ville de Bissau, les perspectives de développement touristique (en particulier dans les îles Bijagós ainsi que dans la zone de Varela, à la frontière avec le Sénégal) et la relance du projet du port en eau profonde de Buba ont intensifié la compétition sur le foncier en différents endroits. Les réseaux politiques y jouent un rôle important. Ces dernières années, certains investisseurs ont constitué des patrimoines fonciers considérables.<sup>205</sup> Buba a par exemple assisté à une course au foncier de nature spéculative dans laquelle les élites de Bissau se sont taillé la part du lion.

Cette nouvelle pénétration économique exerce par ailleurs une pression inédite sur les ressources naturelles. Si la Guinée-Bissau peut compter à la fois sur une forte tradition de résistance villageoise et sur un puissant réseau d'ONG très impliquées dans ces questions de ressources naturelles, l'équilibre entre ouverture économique, principes écologiques et justice sociale est très compliqué à atteindre. Les tensions suscitées par la pression exercée par la pêche d'exportation autour des îles Bijagós sont bien documentées.<sup>206</sup> Mais d'autres secteurs sont concernés. Les villageois établis autour de la réserve forestière de Cantanhez au sud du pays, ont résisté aux coupes abusives d'une entreprise chinoise. Ils ont finalement remporté la bataille, mais les dégâts semblent avoir été importants, et l'entreprise s'est déplacée vers d'autres zones non protégées.<sup>207</sup>

L'un des grands clivages historiques qui traverse le pays est celui qui court entre les élites urbaines et les populations rurales de l'intérieur du pays (en particulier les Balantes, mais on peut sans doute y ajouter les Bijago, les Nalu ou les Biafada). La composition des réseaux économiques qui sont en train de se structurer et leur mode de pénétration dans l'hinterland sont donc des variables politiques déterminantes.

Les clivages ne courent pas seulement entre les Guinéens eux-mêmes. L'avantage comparatif (accès au crédit ou aux réseaux commerciaux, formation professionnelle, maîtrise du français) dont bénéficient beaucoup d'« étrangers » (venus en particulier du Sénégal, de Mauritanie ou de Guinée-Conakry) pourrait poser des problèmes. Un député a récemment critiqué le port du voile islamique dans les marchés, pratique peu compatible avec la tradition bissau-guinéenne s'en prenant ainsi au poids des Peuls de

Guinée-Conakry, porteurs d'un islam plus rigoureux.<sup>208</sup> Les projets miniers suscitent déjà des inquiétudes : les ressortissants de Guinée-Conakry, pays qui a déjà un long passé minier, sont bien placés pour accéder aux emplois les plus intéressants. Certains jeunes Guinéens se plaignent de ce que la maîtrise du français est de plus en plus demandée dans différents secteurs urbains porteurs (la banque, la téléphonie, les ONG et les organisations internationales). Des jeunes diplômés sénégalais ou maliens viennent par ailleurs tenter leur chance sur le petit marché du travail local à Bissau, où l'offre et la demande sont encore bien mal ajustées.<sup>209</sup>

Tout ceci se produit alors que l'interpénétration entre système économique et système politique est très étroite et que la transparence et la compétition sont limitées. Comme ailleurs en Afrique, la libéralisation économique entamée au milieu des années 1980 avait avant tout bénéficié à un petit groupe d'hommes politiques transformés pour l'occasion en hommes d'affaires, s'appropriant contrats, entreprises publiques et titres de propriété. Le Premier ministre lui-même est généralement considéré comme l'un de ceux qui ont le mieux tiré profit de la situation à l'époque.<sup>210</sup> Sa trajectoire semble être devenue une sorte de modèle, les acteurs combinant de plus en plus fréquemment les positions les plus variées, hommes politiques, commerçants, entrepreneurs, bailleurs fonciers, responsables d'ONG, consultants, voire employés des organisations internationales. Le gouvernement comprend ainsi plusieurs hommes d'affaires parmi les plus importants du pays,<sup>211</sup> et la barrière est floue entre les différents mondes.

Une inquiétude particulière est suscitée par les projets et contrats sur les ressources du sous-sol, qu'il s'agisse de la bauxite de Boé, des phosphates de Farim, du pétrole offshore ou bien encore des sables minéralisés de Varela,<sup>212</sup> sont inégalement transparents. La société suisse GB Mi-

<sup>205</sup> Entretien de Crisis Group, homme d'affaires guinéen, Bissau, juillet 2011.

<sup>206</sup> Raul Mendes Fernandes, « Conflitualidade nas pescas e no turismo nas Ilhas Bijagós », *Soronda. Revista de Estudos Guineenses* (décembre 2008), p. 259-272.

<sup>207</sup> Entretien de Crisis Group, responsable guinéen d'ONG, Bissau, juillet 2011.

<sup>208</sup> Entretien de Crisis Group, diplomate onusien, Bissau, juillet 2011.

<sup>209</sup> Entretiens de Crisis Group, jeunes diplômés bissau-guinéens, sénégalais et maliens, septembre 2009 et juin 2010.

<sup>210</sup> Voir note 55.

<sup>211</sup> Le commerçant Botché Candé, ministre du Commerce et député PAIGC, aurait construit son influence politique en finançant la campagne de plusieurs députés de son parti. Braima Camará, président de la Chambre de commerce, propriétaire de l'hôtel Malaika et homme d'affaires, est lui aussi député du PAIGC. Quant à Victor Mandinga, ancien ministre et important acteur du commerce de la noix de cajou, il a son propre parti, Aliança democrática, dont il est le seul député à l'ANP. L'opposition comprend elle aussi quelques hommes d'affaires et entrepreneurs, mais généralement de moindre surface que ceux du PAIGC.

<sup>212</sup> Les sables dit « minéralisés » sont des sables riches en minerais rares, titane et zircon en particulier. Ils attirent de plus en plus d'investisseurs à travers l'Afrique.

nerals, qui mène le projet phosphates, semble jouer l'ouverture, rompant ainsi ce qu'un acteur du secteur qualifie de « tabou ». <sup>213</sup> Après un long moment d'inactivité faute de partenaires financiers, elle a tenu en avril 2011 une cérémonie pour le lancement de la deuxième phase de prospection. Cette cérémonie a été l'occasion d'un débat vif et ouvert en présence du ministre des Ressources naturelles et d'un ensemble d'organisations non gouvernementales nationales et internationales. GB Minerals a fourni des détails sur son projet et s'est engagé à mener une évaluation de l'impact environnemental selon les directives de la Banque mondiale, dans des termes de référence à valider par un organisme gouvernemental, la Cellule d'évaluation d'impact environnemental. <sup>214</sup>

Les informations sur les autres projets sont beaucoup plus rares, ce qui suscite les plaintes de la société civile. <sup>215</sup> Beaucoup à Bissau s'interrogent ainsi sur la mise en œuvre du projet angolais dans le domaine de la bauxite, par exemple, signé sous, par et, semble-t-il, en partie au profit de Nino Vieira, <sup>216</sup> maintenant que ce dernier est mort. Y a-t-il ou non des actionnaires privés guinéens dans le tour de table de Bauxite-Angola ? Si oui, qui sont-ils ? L'absence de réponse ferme à ces deux questions pourtant simples pose problème. <sup>217</sup> Quant à la mise en cause récente de plusieurs hauts fonctionnaires dans la délivrance illégale d'un permis d'exploitation de sables minéralisés à une entreprise chinoise non identifiée, elle n'est que le début d'un processus judiciaire dont il faut espérer qu'il ira à son terme et permettra la mise au clair de la situation dans le secteur. <sup>218</sup>

L'opposition ne manque pas de dénoncer le népotisme du régime et le recyclage des anciens proches de Nino Vieira, profiteurs des privatisations des années 1980 et 1990. Elle

condamne la formation d'une véritable *dividocracia*, une « debtocratie », fondée sur l'accès au crédit bancaire, aux remboursements de la dette publique interne et aux indemnités payées par l'Etat (donc par ses bailleurs) aux hommes d'affaires supposément affectés par la guerre de 1998-1999. L'avocat et opposant Silvestre Alves, chef du MDG, est le contempteur le plus talentueux de cette élite politico-affairiste. <sup>219</sup> Le réseau familial de Carlos Gomes Júnior est sur toutes les lèvres à Bissau <sup>220</sup> et chaque attribution de marché public suscite des commentaires. Certains évoquent une évolution sur le modèle du Gabon et de la Guinée équatoriale. Avec l'argent de la communauté internationale et sous protection angolaise, <sup>221</sup> une petite élite politico-économique contrôlant l'exploitation des ressources naturelles et organisant les privatisations à son avantage pourrait établir une hégémonie sans partage, faisant du PAIGC un parti unique de facto. <sup>222</sup>

Pour que cette phase d'expansion économique n'aboutisse pas à un affaiblissement de la légitimité du pouvoir et qu'au lieu de nourrir encore l'instabilité, elle contribue véritablement au développement du pays, il est indispensable de travailler dès maintenant sur la gouvernance économique et sur la transparence. Une adhésion rapide à l'Extractive Industries Transparency Initiative (EITI), proposée par la société civile, <sup>223</sup> s'impose. L'ensemble des contrats signés autour des ressources naturelles, bois, pêche ou mines, doit faire l'objet de publication et doit être soumis à l'Assemblée nationale populaire.

<sup>213</sup> Communications électroniques de Crisis Group, agents d'une ONG internationale, novembre 2011.

<sup>214</sup> Les propriétaires suisses de GB Minerals en ont déjà vendu 50 pour cent des parts (et devraient vendre l'intégralité des parts d'ici à 2013) à la société Plains Creek, un consortium d'investisseurs canadiens et chinois. L'investissement prévu se monte à 300 millions de dollars (dont 100 sur fonds propres). L'exploitation doit commencer en 2013 et devrait générer un chiffre d'affaires annuel de 200 millions de dollars sur 25 ans au moins. « A production & development project. Phosphate in Guinea Bissau, West Africa », Plains Creek Phosphate, mai 2011.

<sup>215</sup> « Exploração da bauxite em Boé », *Boletim de informação sobre petróleo e minas na Guiné-Bissau*, n° 0, octobre 2011, p. 5.

<sup>216</sup> Selon certaines sources, le contrat signé alors aurait garanti au président Vieira une part du capital en son nom propre. Entretiens de Crisis Group, haut fonctionnaire et hommes politiques guinéens, Bissau, juillet 2011, Paris, décembre 2011.

<sup>217</sup> Entretiens de Crisis Group, diplomates européens et haut fonctionnaire guinéen, Bissau, juillet 2011.

<sup>218</sup> Voir note 196. L'affaire pose notamment la question de la responsabilité de celui qui était à l'époque le ministre de tutelle de ces hauts fonctionnaires, Oscar « Cancan » Barbosa, un proche du Premier ministre.

<sup>219</sup> « A segunda voz a dizer 'não' à Missang : MDG "contra a vinda da tropa angolana" porque "não vai servir para nada ..." », *Gazeta de Notícias* (gaznot.com), 3 avril 2011.

<sup>220</sup> Le fils du Premier ministre a été récemment nommé à des fonctions diplomatiques à Macao, nœud des relations économiques entre le monde lusophone et la Chine. Sa fille occupe une fonction clé à la Banco da Africa Ocidental, l'un de ses beaux fils est secrétaire d'Etat aux transports et aux communications tandis que l'autre est conseiller à la primature. Le père de ce dernier est par ailleurs ministre de la Justice. Les liens entre l'entourage du Premier ministre et l'entreprise de travaux publics Ascon, attributaire de nombreux marchés publics, sont fort discutés. Compte tenu du caractère très restreint de la bourgeoisie dans ce petit pays, ce type de chevauchement est peu surprenant, et le Premier ministre n'est évidemment pas le seul concerné.

<sup>221</sup> Est envisagée la privatisation des compagnies publiques opérant dans le domaine de la téléphonie, de l'eau et de l'électricité, du port et de l'aéroport de Bissau.

<sup>222</sup> Entretiens de Crisis Group, membres d'ONG et journalistes, Bissau, juillet 2011.

<sup>223</sup> Communications électroniques de Crisis Group, membres d'ONG, novembre 2011.



#### IV. EPILOGUES : L'IRRESISTIBLE HEGEMONIE DE CARLOS GOMES JUNIOR ?

Le 26 décembre 2011, alors que le président Sanhá était encore une fois hospitalisé en France et que se négociait toujours le mémorandum d'accord sur la RSS, Bissau a connu une nouvelle journée de troubles. Tôt le matin, des militaires se sont rendus dans plusieurs bases de la capitale pour s'emparer d'armes. Des coups de feu ont été tirés, apparemment sans faire de morts. Alors que Carlos Gomes Júnior se plaçait sous protection angolaise, António Injai a repris le contrôle de la situation avec l'appui des paracommandos de la base aérienne, qui lui sont réputés fidèles, et de renforts venus du camp militaire de Mansoa, situé à une soixantaine de kilomètres de Bissau. L'amiral Bubo na Tchuto, qui avait convoqué des journalistes à la mi-journée pour nier toute implication, a été arrêté après avoir répondu à une convocation émanant du gouvernement ou de l'état-major général. Il a été rapidement éloigné de Bissau, transféré au camp de Mansoa.

Des arrestations et des perquisitions ont abouti à des arrestations et à des saisies d'armes. Plusieurs dizaines de personnes, dont plusieurs officiers de haut rang, ont été arrêtées, certains étant rapidement relâchés. Entre le 30 décembre 2011 et le 6 janvier 2012, le Comité international de la Croix-Rouge a rendu visite à 38 militaires arrêtés.<sup>224</sup> L'ancien ministre Marcelino « Djoy » Cabral s'est livré à la police et le député Roberto Cacheu, recherché dans cette affaire, est en fuite. Les sources disponibles n'indiquent pour le moment que quatre blessés, dont le général Watna na Lai, conseiller à l'état-major, et Cletche na Ghana, actuel chef d'état-major adjoint de l'armée de terre, responsables supposés de la tentative, et deux morts. Il s'agit d'un policier ayant participé aux opérations de recherche et de son meurtrier, tué par des collègues de sa victime alors qu'il avait négocié sa reddition et se livrait à la police, accompagné de militants des droits de l'homme. Cet incident, condamné de toutes parts, indique assez bien la force des logiques de vendetta et d'impunité. Les nombreux représentants du gouvernement se sont trouvés aux funérailles du policier en présence des policiers responsables du meurtre de son assassin, contre lesquels aucune sanction n'a été prise.<sup>225</sup>

Comme toujours, des informations contradictoires ont circulé. Les différentes autorités ont évoqué tantôt une tentative de coup d'Etat, tantôt un problème mineur, interne à

l'armée.<sup>226</sup> Le 29 décembre, António Injai et deux putschistes supposés ont décrit un véritable projet de prise de pouvoir associant le général Watna na Lai et le député Roberto Cacheu, sur fond de mécontentement à propos des conditions de vie dans les casernes.<sup>227</sup> Na Lai et Cacheu, autrefois influents et aujourd'hui marginalisés, ont en commun d'avoir quelque raison d'en vouloir à Carlos Gomes Júnior et à Injai.<sup>228</sup>

La version officielle ne dit en revanche rien sur l'implication éventuelle de na Tchuto. Compte tenu des relations entre lui et Injai, sa participation n'est pas à écarter. L'opposition et certaines sources diplomatiques évoquent une détérioration des relations entre les deux hommes suite à la livraison récente d'une ou deux cargaisons de cocaïne.<sup>229</sup> Selon ces sources, na Tchuto aurait été mécontent de se voir soudain exclu de ce profitable trafic, si utile à l'entretien des clientèles militaires. Une source diplomatique affirme par ailleurs que na Tchuto, informé de la tentative de coup d'Etat, l'aurait laissée se dérouler, voire même qu'il aurait refusé d'envoyer ses hommes au secours de Injai.<sup>230</sup> Mais s'il ne manque pas de raisons d'en vouloir à Injai, pourquoi na Tchuto a-t-il répondu si facilement à la convocation qui a conduit à son arrestation ? Parce qu'il se sent protégé par son influence dans l'armée ou parce qu'au contraire il a bien perçu le renforcement de l'influence de Injai et de Gomes Júnior ? Et comment comprendre son arrestation ? Simple manœuvre préventive qui résulte de l'incertitude du moment ? Manœuvre du pou-

<sup>226</sup> Le premier communiqué du gouvernement parle seulement d'« attaques » et ne donne aucun nom. « Comunicado », República da Guiné Bissau. Gabinete do primeiro ministro, 26 décembre 2011. Voir aussi « Governo negou alegada tentativa de golpe militar em Bissau », 26 décembre 2011.

<sup>227</sup> « Apresentadas alegadas provas de tentativa de golpe », Lusa, 29 décembre 2011. Carlos Gomes Júnior a confirmé cette version le lendemain, prenant soin de signaler qu'il tenait ses informations du chef d'état-major. « “Havia um plano para me assassinar” », Lusa, 30 décembre 2011.

<sup>228</sup> Vétéran de la guerre d'indépendance et de la guerre de 1998-1999 contre Vieira, Watna na Lai avait perdu la direction de l'armée de terre en 2004, à la mort du chef d'état-major général Veríssimo Seabra Correia. Il n'avait été réincorporé ensuite que comme simple conseiller à l'état-major. Son nom avait été proposé pour diriger l'état-major général après la mort de Tagme na Wai en mars 2009, mais c'est Zamora Induta qui l'avait emporté, soutenu par Carlos Gomes Júnior. Quant à Roberto Cacheu, proche de Nino Vieira et adversaire résolu du Premier ministre, il avait été récemment exclu du PAIGC. Marcelino Cabral est lui aussi un marginal au sein du PAIGC; ministre de la Défense sous la présidence de Kumba Yalá, il a des liens au sein des forces armées.

<sup>229</sup> Voir la section III.D. et « L'opposition se demande si les troubles militaires ne sont pas liés au trafic de drogue en Guinée-Bissau », Xinhua, 29 décembre 2011.

<sup>230</sup> Entretien téléphonique de Crisis Group, diplomate, janvier 2012.

<sup>224</sup> « Guinée Bissau - Visite du CICR aux soldats arrêtés après le putsch raté du 26/12 », AFP, 10 janvier 2012.

<sup>225</sup> Entretien de Crisis Group, personne ayant assisté aux funérailles du policier tué, Dakar, janvier 2011.

voir pour se débarrasser d'un personnage trop influent dans l'armée et trop embarrassant, et commencer ainsi à répondre aux exigences de la communauté internationale en matière de renouvellement de la hiérarchie militaire ?

Le Portuguese News Network (PNN), média traditionnellement proche de la primature, considère en tout cas les événements comme un « terrain fertile pour la promotion de nouveaux chefs militaires et la formation de nouveaux cadres, étape décisive pour la réforme du secteur de la défense et de la sécurité ». <sup>231</sup> Se félicitant du leadership angolais, PNN note également qu'« António Injai a déjà manifesté sa disponibilité à quitter ses fonctions » et qu'il s'agit là d'une des « exigences » posées par l'Angola, qui aurait offert à l'actuel chef d'état-major des « conditions privilégiées » pour libérer sa charge. Enfin, PNN estime que tout dépend du maintien de la confiance dans les responsables actuels, toujours menacée par des « intérêts personnels » et des « alliances de convenance en mutation permanente ».

Si l'opposition a condamné la tentative, certaines voix dénoncent déjà une manipulation visant à mettre à l'écart des personnages gênants. Informées des préparatifs du complot par des écoutes téléphoniques, les autorités l'auraient laissé se dérouler afin de s'en servir pour une purge politico-militaire. Certains pays occidentaux semblent également méfiants, et la suspicion apparaît discrètement dans le communiqué de la présidence, qui évoque l'échec du dialogue et s'interroge sur les véritables motifs de l'épisode. <sup>232</sup> Quant à l'opposition, certains de ses représentants n'ont pas manqué de reprocher au Premier ministre d'avoir cherché protection auprès des Angolais et ont dénoncé l'ingérence de Luanda dans la vie politique guinéenne. <sup>233</sup>

Il est trop tôt pour se prononcer définitivement sur les événements de décembre 2011. Quelle que soit la part exacte de politique et d'instrumentalisation dans cet épisode, il confirme cependant plusieurs points : la persistance de fortes tensions sur la scène politique et militaire guinéenne, mais aussi la résilience de l'alliance entre Carlos Gomes Júnior et António Injai (avec l'appui angolais). De ce point de vue, tentative désespérée de personnages marginalisés et/ou manœuvre réussie du pouvoir, le 26 décembre 2011 semble avoir été un 1<sup>er</sup> avril 2010 à l'envers, étape importante dans l'affirmation du régime de Gomes Júnior.

<sup>231</sup> « Guinée-Bissau : Major Iaiá Dabo morto », PNN, 28 décembre 2011.

<sup>232</sup> República da Guiné Bissau. Presidência da República, « Comunicado », 29 décembre 2011. Le communiqué de la primature du 26 décembre pose pour la première fois Raimundo Pereira comme président par intérim, alors que le communiqué de la présidence rappelle que le président est Malam Bacai Sanhá.

<sup>233</sup> « Guinée-Bissau : Angolanos são “força de ocupação estrangeira” », Voice of America, 28 décembre 2011.

Une inconnue demeure : celle du devenir de na Tchuto. Des rumeurs ont circulé sur sa libération imminente, ou sur un coup de main de ses partisans sur Mansoa. <sup>234</sup> Qu'il soit innocent ou non, que faire de lui maintenant ? Son arrestation controversée témoigne-t-elle de son affaiblissement ou en fait-elle un martyr, seul point de résistance à l'alliance entre Gomes Júnior et Injai, et donc un danger ? Une source évoque le mécontentement des militaires balantes, alimenté par certains acteurs politiques : <sup>235</sup> comment Injai a-t-il pu ainsi prendre au piège son camarade na Tchuto au profit du Premier ministre ? Symétriquement, un sentiment anti-balante s'observe dans les rangs de la police d'élite qui a protégé ce dernier : les militaires balantes seraient le dernier obstacle au développement. <sup>236</sup> Ces deux dynamiques sont inquiétantes et pourraient aboutir à de nouvelles tensions entre segments opposés des forces de sécurité. Mais des dynamiques de médiation et de stabilisation sont à l'œuvre, au-delà du simple alignement communautaire. Le très respecté officier balante Bitchofla na Fafé s'est ainsi publiquement opposé à la tentative de Watna na Lai.

Au plan international, l'épisode a confirmé l'engagement angolais, mais il semble aussi avoir permis une avancée dans la relation entre Cedeao et CPLP. Il est maintenant clair que la présence angolaise fonctionne bien comme une garantie de sécurité pour Gomes Júnior. Luanda a réagi très rapidement à la situation : le ministre de la Défense s'est rapidement rendu à Bissau, annonçant la mise à disposition d'une aide financière de 16,5 millions de dollars pour la réhabilitation des infrastructures de l'armée, manière d'encourager les soldats guinéens à jouer le jeu de la stabilité. <sup>237</sup> Quant au ministre des Affaires étrangères, Georges Chicoti, il s'est rendu au Nigeria, qui préside actuellement la Cedeao, et au Ghana, et il a rencontré à Luanda le président nigérian, <sup>238</sup> pour relancer la discussion entre Cedeao et CPLP. Certaines sources affirment qu'une partie de l'argent de la Cedeao (8 millions de dol-

<sup>234</sup> Entretiens téléphoniques de Crisis Group, journalistes guinéens et diplomates, décembre 2011 et janvier 2012.

<sup>235</sup> Entretien téléphonique de Crisis Group, diplomate onusien, janvier 2012.

<sup>236</sup> Entretien de Crisis Group, proche de la police guinéenne, Dakar, janvier 2012.

<sup>237</sup> « L'Angola débloque 16,5 millions USD pour réhabiliter les infrastructures de l'armée bissau-guinéenne », Xinhua, 8 janvier 2012.

<sup>238</sup> Le parti du président Issoufou appartient à l'Internationale socialiste, tout comme le Movimento Popular de Libertação de Angola (MPLA) au pouvoir à Luanda, et Issoufou s'est arrêté en escale à Luanda sur le chemin de l'Afrique du Sud, où il se rendait pour la célébration du 100<sup>e</sup> anniversaire de l'African National Congress. Les réseaux des mouvements de libération et, plus largement, de la gauche africaine semblent bien être une réalité.

lars) a finalement été versée au fonds de pension.<sup>239</sup> Il est cependant intéressant, et sans doute significatif, de ne pas voir figurer Dakar sur le parcours de Chicoti.

Il faut par ailleurs se féliciter de la réimplication de l'UA. En effet, le président de la commission de l'UA, Jean Ping, s'est rendu à Bissau peu après le 26 décembre, puis en Gambie et au Burkina Faso. Il a sollicité l'intervention du président burkinabè Blaise Compaoré, qui a accepté la proposition après avoir reçu une demande en ce sens de la Cedeao.<sup>240</sup> Si Compaoré a eu par le passé des relations heurtées avec les autorités angolaises, il a une certaine expérience de la médiation discrète et de la gestion d'armées « difficiles », et il pourra peut-être aider aussi bien à la consolidation interne qu'à l'amélioration des relations entre la Cedeao et l'Angola.

Contrepoint politique à cette agitation militaire, la mort du président Malam Bacai Sanhá, hospitalisé depuis le 26 novembre 2011 à Paris, était annoncée le 9 janvier 2012. La Constitution est sans ambiguïté : c'est le président de l'Assemblée nationale, Raimundo Pereira, membre du PAIGC et proche du Premier ministre, qui remplace le président de la République en cas de décès ou d'incapacité définitive, et des élections doivent être organisées dans les 60 jours.<sup>241</sup> La coalition d'opposition menée par le PRS et le PRID a d'abord marqué son hostilité à un intérim de Pereira, arguant que celui-ci avait le pouvoir de remplacer le procureur général et pouvait ainsi exercer une influence sur la procédure judiciaire en cours à propos des meurtres de 2009.<sup>242</sup> Si cette protestation n'a pas empêché la transition prévue, elle confirme bien qu'une partie au moins de l'opposition voit l'hégémonie de Gomes Júnior comme une vraie menace.

Si le PAIGC a de grandes chances de s'imposer dans un nouveau scrutin présidentiel, il est possible qu'il soit déchiré par des luttes internes pour l'investiture, plusieurs de ses figures n'ayant pas fait mystère de leurs ambitions présidentielles. Il semble cependant probable que Gomes Júnior ait une voix prépondérante dans ce processus. Compte tenu du caractère plutôt parlementaire du régime actuel,<sup>243</sup> il

n'est pas certain qu'il se porte lui-même candidat. Comme en 2009, il pourrait soutenir la candidature de Raimundo Pereira.<sup>244</sup> Kumba Yalá représentera très certainement le PRS, et une candidature de Henrique Rosa, candidat indépendant plutôt convaincant en 2009 et qui « réfléchit » depuis lors à son devenir politique, est également envisageable. C'est probablement entre ces trois hommes ou leurs trois camps que la lutte va se jouer, mais le PAIGC part avec un indiscutable avantage.

La Guinée-Bissau n'a qu'une assez courte expérience en matière d'organisation électorale, la première élection pluraliste date de 1994. Il existe une Commission nationale des élections (CNE), structure dirigée par l'ancien député PAIGC Desejado Lima da Costa. L'organisation électorale de la présidentielle de 2009 avait été relativement satisfaisante et n'avait pas suscité de contestations sérieuses. Même après l'assassinat du président Vieira en mars 2009, le délai prévu (60 ou 90 jours, selon les textes) avait été à peine écorné, puisque le premier tour avait eu lieu fin juin 2009. Le 17 janvier, Raimundo Pereira, finalement reconnu par l'opposition comme président de la République par intérim, a reçu la CNE et des représentants des partis politiques pour discuter du scrutin à venir. Le président de la CNE a affirmé que les élections pouvaient techniquement être organisées en 60 jours et qu'un budget d'environ 3 millions d'euros serait nécessaire.<sup>245</sup> Le scrutin de 2009, d'un coût estimé à moins de 5 millions de dollars, avait été financé pour moitié par l'UE. Cette fois-ci, la CNE a sollicité l'Angola pour un soutien.<sup>246</sup>

S'il est trop tard pour mettre en œuvre les réformes structurelles proposées par la mission d'observation électorale de l'UE en 2009,<sup>247</sup> le scrutin de 2009 avait cependant été

---

avec le soutien du Binugbis. Certains évoquent l'hypothèse d'un tournant présidentieliste, au terme duquel Carlos Gomes Júnior se ferait élire président de la République, mettant fin au dualisme actuel. Entretien téléphonique de Crisis Group, homme politique guinéen, décembre 2011. Mais si les élections ont bien lieu d'ici 60 jours, une réforme constitutionnelle accélérée est-elle vraiment envisageable ?

<sup>244</sup> L'article 71 de la Constitution de 1996, qui traite de l'intérim du président de l'Assemblée nationale, n'exclut pas ce dernier de l'élection présidentielle.

<sup>245</sup> « Guinée-Bissau : concertation avec les partis sur la présidentielle anticipée », AFP, 17 janvier 2012; « Guinée-Bissau : Eleições Presidenciais antecipadas dominam agenda política », PNN, 17 janvier 2012.

<sup>246</sup> « Conselho Nacional Eleitoral da Guiné-Bissau pede apoio de Angola », Angop, 18 janvier 2012.

<sup>247</sup> La mission d'observation de l'UE avait ainsi proposé de passer d'une CNE « politique », élue par l'Assemblée nationale, à une CNE plus technique. Le caractère quasiment paritaire de la CNE « politique » a jusqu'à présent suffisamment bien fonctionné pour ne pas poser problème. En cas de déséquilibre trop fort du jeu politique en faveur d'un des camps, le mécanisme pourrait fonctionner de manière moins satisfaisante.

---

<sup>239</sup> Communication électronique et entretien téléphonique de Crisis Group, diplomates, janvier 2012.

<sup>240</sup> « Crise en Guinée-Bissau : l'UA sollicite la médiation du président burkinabè », RFI, 31 décembre 2011; « West Africa : Compaore to mediate in Guinea Bissau », *Daily Nation*, 8 janvier 2012.

<sup>241</sup> C'est du moins ce que prévoit l'article 71 de la Constitution de 1996. Il semble que le code électoral prévoit un intérim pouvant se prolonger jusqu'à 90 jours.

<sup>242</sup> « L'opposition bissau-guinéenne refuse le président de l'Assemblée nationale comme président intérimaire », RFI, 10 janvier 2012.

<sup>243</sup> Le chantier de la réforme de la Constitution a été ouvert et une commission travaille sur le sujet à l'Assemblée nationale

marqué par quelques problèmes sur lesquels il convient d'attirer l'attention. D'abord, les médias publics de masse, radio et télévision, semblent avoir du mal à maintenir une couverture équilibrée, en particulier au moment décisif, le deuxième tour de scrutin.<sup>248</sup> Ensuite, il faut absolument prendre le temps de réviser les listes pour permettre aux jeunes électeurs de prendre part au vote ; le fichier électoral n'a en effet pas été révisé depuis 2008, et moins de 4 pour cent des enregistrés avaient alors entre 18 et 28 ans.<sup>249</sup> Surtout, l'Etat et les bailleurs de fonds devront s'atteler rapidement à la question budgétaire.

Venant juste après les événements du 26 décembre 2011, le décès de Sanhá, qui semble devoir consacrer l'hégémonie du Premier ministre au sein du PAIGC et sur l'Etat, pourrait également inciter à la radicalisation de certains de ses adversaires et à de nouvelles aventures politico-militaires. Sanhá avait réussi en effet à exercer une sorte de fonction de médiation sur la scène très instable de Bissau. Reste à voir également si l'hégémonie du Premier ministre bénéficiera vraiment à la population guinéenne. Les événements de décembre 2011, guère encourageants du point de vue de la lutte contre le trafic de cocaïne – malgré les protestations du Premier ministre<sup>250</sup> – et de celui du respect de l'Etat de droit, laissent en effet ouverte la question de la qualité de la stabilisation actuelle.

## V. CONCLUSION

Le 1<sup>er</sup> avril 2010 et les vives réactions d'une partie des partenaires internationaux du pays, loin d'avoir ramené la Guinée-Bissau à la case départ, ont forcé les factions politiques et militaires dominantes à s'entendre. L'Angola a joué un rôle tout particulier dans la construction de ce nouvel équilibre. Il semble que c'est surtout au profit du Premier ministre Carlos Gomes Júnior qu'il s'organise, et le décès du président Sanhá va probablement renforcer cette tendance. La stabilisation ainsi obtenue a permis autant qu'elle a été nourrie par une amélioration des comptes publics et une croissance économique inédite. Les événements du 26 décembre 2011 ont offert une sorte de test du renforcement du régime de Carlos Gomes Júnior. Si beaucoup d'interrogations demeurent, l'identité des vainqueurs est établie : Gomes Júnior et le chef d'état-major général António Injai l'ont emporté.

Il importe maintenant d'aller au-delà de cette stabilisation conjoncturelle et des compromis qui la fondent, de travailler sur les structures, pour déclencher un cycle vertueux entre soutien des bailleurs, croissance économique, amélioration des comptes publics, rentrées fiscales, développement équitable, paiement des salaires et amélioration des conditions d'exercice des agents de l'Etat, obéissance des militaires et stabilité politique.

Certes, le doute demeure quant à la vision que l'armée et ses chefs ont du processus en cours : le dosage de réalisations concrètes, de pressions et de promesses est-il le bon ? L'articulation entre la RSS et le renouvellement de la hiérarchie ne risque-t-elle pas de bloquer l'ensemble du processus ? Il n'est plus temps de tergiverser : il est indispensable que certains acteurs internationaux s'engagent résolument dans la réforme, dont le fonds de pension, aspect crucial, doit être mis en place rapidement.

Il est indispensable de maintenir le niveau d'engagement international, mais aussi le niveau de tension et de pression qui a conduit les acteurs guinéens à construire les compromis mis en place entre 2010 et 2011. Il est indispensable également que les acteurs internationaux les plus directement impliqués, à commencer par l'Angola et les voisins ouest-africains de la Guinée-Bissau, parviennent à un véritable accord de fond sur leur engagement dans le pays.

**Dakar/Bruxelles, 23 janvier 2012**

---

« Guinea Bissau. Final Report. Early Presidential Election 28 June-26 July 2009 », European Union Electoral Observation Mission, p. 42.

<sup>248</sup> Ibid, p. 31.

<sup>249</sup> Ibid, p. 19-20.

<sup>250</sup> Gomes Júnior a ainsi déclaré qu'il y a « toujours eu des accusations », mais qu'« aucune aide n'a été donnée pour prouver effectivement qu'il exist[ait] bien une relation [entre les forces de défense et le trafic de drogue] ». « Reforma da defesa na Guiné-Bissau vai começar », Voice of America, 4 janvier 2012.

ANNEXE A

CARTE DE LA GUINEE-BISSAU



## **ANNEXE B**

### **LISTE DES ACRONYMES**

---

ANP	Assemblée nationale populaire
Binugbis	Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau
Cedeao	Communauté économique des Etats d’Afrique de l’Ouest
CNE	Comissão Nacional de Eleições
CPLP	Comunidade dos Países de Língua Portuguesa
CPI	Cour pénale internationale
EITI	Extractive Industries Transparency Initiative
FMI	Fonds monétaire international
LGDH	Liga Guineense dos Direitos Humanos
MDG	Movimento Democrático Guineense
Missang	Missão de Segurança de Angola na Guiné-Bissau
ONUDC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
PAIGC	Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde
PNN	Portuguese News Network
PRID	Partido Republicano para Independência e Desenvolvimento
PRS	Partido para a Renovação Social
RSS	Réforme du secteur de la sécurité
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine

## ANNEXE C

### CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS POLITIQUES MARQUANTS

---

**24 septembre 1973**

Proclamation de l'indépendance par le PAIGC

**10 septembre 1974**

Reconnaissance de l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert par le Portugal

**14 novembre 1980**

Coup d'Etat réussi de João Bernardo « Nino » Vieira contre le président Luis Cabral

**8 mai 1991**

Adoption du multipartisme

**2 mai 1997**

Adoption du franc CFA comme monnaie consécutive à l'adhésion de la Guinée-Bissau à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) jusque-là exclusivement composée de pays francophones

**7 juin 1998**

Révolte militaire menée par le chef d'état-major destitué Ansumana Mané

**7 mai 1999**

Victoire de Mané sur « Nino » Vieira

**24 novembre 2000**

Premier tour de l'élection présidentielle et victoire relative du PRS aux élections législatives

**16 janvier 2000**

Election de Kumba Yalá au deuxième tour de l'élection présidentielle contre Malam Bacai Sanhá

**14 septembre 2003**

Renversement du président Yalá par le chef d'état-major Veríssimo Seabra Correia

**28 mars 2004**

Victoire relative du PAIGC aux élections législatives, qui porte Carlos Gomes Júnior à la primature

**6 octobre 2004**

Assassinat du général Correia

**24 juillet 2005**

Election de « Nino » Vieira à la présidence de la République contre Malam Bacai Sanhá

**31 octobre 2005**

Démission du gouvernement Gomes Júnior

**16 novembre 2008**

Victoire absolue du PAIGC aux élections législatives, qui porte Carlos Gomes Júnior à la primature

**2 mars 2009**

Assassinat du chef d'état-major Tagme na Wai puis du président Vieira

**5 juin 2009**

Assassinat de Hélder Proença et Baciro Dabó, proches de l'ancien président Vieira

**26 juillet 2009**

Election de Malam Bacai Sanhá à la présidence de la République contre Kumba Yalá

**1<sup>er</sup> avril 2010**

Renversement du chef d'état-major Zamora Induta par son adjoint António Injai

**26 décembre 2011**

Tentative manquée de coup d'Etat menée par le général Watna na Lai

**9 janvier 2012**

Décès du président Sanhá à Paris



## ANNEXE D

### A PROPOS DE L'INTERNATIONAL CRISIS GROUP

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 130 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits meurtriers.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situés dans des pays à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux décideurs politiques internationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel de douze pages offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans la plupart des pays en conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports et briefings de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org). Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir rapports et recommandations auprès des décideurs politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Thomas Pickering, un ancien ambassadeur américain. Louise Arbour, ancienne haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme et ancienne procureur général des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda, est la présidente de Crisis Group depuis juillet 2009.

Crisis Group a son siège à Bruxelles et d'importants bureaux de plaidoyer à Washington DC (où elle est enregistrée légalement) et New York, un bureau plus petit à Londres, et deux bureaux de liaison à Moscou et Pékin. L'organisation dispose actuellement de neuf bureaux régionaux (à Bichkek, Bogota, Dakar, Islamabad, Istanbul, Jakarta, Nairobi, Pristina et Tbilissi) et dix-sept représentations locales (Bakou, Bangkok, Beyrouth, Bujumbura, Le Caire, Damas, Dili, Guatemala City, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Katmandou, Kinshasa, Port-au-Prince, Sarajevo, Séoul et Tunis). Crisis Group couvre une soixantaine de pays et territoires touchés ou menacés par des crises sur quatre continents. En Afrique, il s'agit de : Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Madagascar, Nigeria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad et Zimbabwe ; en Asie : Afghanistan, Bangladesh, Birmanie/Myanmar, Cachemire, Corée du

Nord, Détroit de Taïwan, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizstan, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste et Turkménistan ; en Europe : Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Géorgie, Kosovo, Macédoine, Russie (Caucase du Nord), Serbie et Turquie ; au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : Algérie, Arabie Saoudite, Égypte, Iran, Iraq, Israël/Palestine, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Syrie, Tunisie et Yémen ; et en Amérique latine et aux Caraïbes : Bolivie, Colombie, Équateur, Guatemala, Haïti et Venezuela.

Crisis Group reçoit le soutien financier de nombreux gouvernements, fondations institutionnelles et donateurs privés. Les agences et départements gouvernementaux suivants ont contribué au financement de Crisis Group au cours des dernières années : le ministère allemand fédéral des Affaires étrangères, l'Agence américaine pour le développement international, l'Agence australienne pour le développement international, le Département australien des affaires étrangères et du commerce, l'Agence autrichienne pour le développement, le ministère belge des Affaires étrangères, l'Agence canadienne de développement international, le Centre canadien de recherches pour le développement international, le ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international, le ministère royal danois des Affaires étrangères, le ministère des Affaires étrangères des Emirats Arabes Unis, la Commission européenne, le ministère finlandais des Affaires étrangères, le ministère français des Affaires étrangères, Irish Aid, l'Agence japonaise pour la coopération internationale, le ministère des Affaires étrangères de la Principauté du Liechtenstein, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, l'Agence néo-zélandaise pour le développement international, le ministère royal norvégien des Affaires étrangères, le Conseil de la recherche économique et sociale du Royaume-Uni, le Département du Royaume-Uni pour le développement international, le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, le ministère slovène des Affaires étrangères, l'Agence suédoise pour la coopération internationale et le développement, le ministère suédois des Affaires étrangères, le ministère tchèque des Affaires étrangères, et le ministère turc des Affaires étrangères.

Les fondations et donateurs du secteur privé, qui ont contribué au financement de Crisis Group au cours des dernières années, sont : Adessium Foundation, Carnegie Corporation of New York, The Charitable Foundation, The Elders Foundation, Henry Luce Foundation, William & Flora Hewlett Foundation, Humanity United, Hunt Alternatives Fund, John D. & Catherine T. MacArthur Foundation, Open Society Institute, Ploughshares Fund, Rockefeller Brothers Fund et VIVA Trust.

**Janvier 2012**



## ANNEXE E

### RAPPORTS ET BRIEFINGS DE CRISIS GROUP SUR L'AFRIQUE DEPUIS 2009

#### *Afrique australe*

- Zimbabwe: Engaging the Inclusive Government*, Briefing Afrique N°59, 20 avril 2009.
- Zimbabwe: Political and Security Challenges to the Transition*, Briefing Afrique N°70, 3 mars 2010.
- Madagascar : sortir du cycle de crises*, Rapport Afrique N°156, 18 mars 2010.
- Madagascar : la crise à un tournant critique ?*, Rapport Afrique N°166, 18 novembre 2010 (aussi disponible en anglais).
- Zimbabwe: The Road to Reform or Another Dead End*, Rapport Afrique N°173, 27 avril 2011.
- Resistance and Denial: Zimbabwe's Stalled Reform Agenda*, Briefing Afrique N°82, 16 novembre 2011.

#### *Afrique centrale*

- Tchad : la poudrière de l'Est*, Rapport Afrique N°149, 15 avril 2009 (aussi disponible en anglais).
- Congo : cinq priorités pour une stratégie durable de construction de la paix*, Rapport Afrique N°150, 11 mai 2009 (aussi disponible en anglais).
- Congo : une stratégie globale pour désarmer les FDLR*, Rapport Afrique N°151, 9 juillet 2009 (aussi disponible en anglais).
- Burundi : réussir l'intégration des FNL*, Briefing Afrique N°63, 30 juillet 2009.
- Tchad : sortir du piège pétrolier*, Briefing Afrique N°65, 26 août 2009 (aussi disponible en anglais).
- République centrafricaine : relancer le dialogue politique*, Briefing Afrique N°69, 12 janvier 2010 (aussi disponible en anglais).
- Burundi : garantir un processus électoral crédible*, Rapport Afrique N°155, 12 février 2010 (aussi disponible en anglais).
- Libye/Tchad : au-delà d'une politique d'influence*, Briefing Afrique N°71, 23 mars 2010 (aussi disponible en arabe).
- Congo : l'enlèvement du projet démocratique*, Briefing Afrique N°73, 8 avril 2010 (aussi disponible en anglais).
- Tchad : au-delà de l'apaisement*, Rapport Afrique N°162, 17 août 2010.

- Congo : Pas de stabilité au Kivu malgré le rapprochement avec le Rwanda*, Rapport Afrique N°165, 16 novembre 2010 (aussi disponible en anglais).
- De dangereuses petites pierres : les diamants en République centrafricaine*, Rapport Afrique N°167, 16 décembre 2010 (aussi disponible en anglais).
- Burundi : du boycott électoral à l'impasse politique*, Rapport Afrique N°169, 7 février 2011 (aussi disponible en anglais).
- Le Nord-ouest du Tchad : la prochaine zone à haut risque ?*, Briefing Afrique N°78, 17 février 2011.
- Congo : le dilemme électoral*, Rapport Afrique N°175, 5 mai 2011 (aussi disponible en anglais).
- Congo : le processus électoral vu de l'Est*, Briefing Afrique N°80, 5 septembre 2011 (aussi disponible en anglais).
- L'Afrique sans Kadhafi : le cas du Tchad*, Rapport Afrique N°180, 21 octobre 2011 (aussi disponible en anglais).
- The Lord's Resistance Army: End Game?*, Rapport Afrique N°182, 17 novembre 2011.

#### *Afrique de l'Ouest*

- Liberia: Uneven Progress in Security Sector Reform*, Rapport Afrique N°148, 13 janvier 2009.
- Guinée-Bissau : construire un véritable pacte de stabilité*, Briefing Afrique N°57, 29 janvier 2009 (aussi disponible en anglais).
- Guinée : la transition ne fait que commencer*, Briefing Afrique N°58, 5 mars 2009 (aussi disponible en anglais).
- Nigeria: Seizing the Moment in the Niger Delta*, Briefing Afrique N°60, 30 avril 2009.
- Guinée-Bissau: Beyond Rule of the Gun*, Briefing Afrique N°61, 25 juin 2009 (aussi disponible en portugais).
- Côte d'Ivoire : les impératifs de sortie de crise*, Briefing Afrique N°62, 2 juillet 2009 (aussi disponible en anglais).
- Guinée : pour en finir avec les régimes militaires*, Briefing Afrique N°66, 16 octobre 2009 (aussi disponible en anglais).

- Côte d'Ivoire : sécuriser le processus électoral*, Rapport Afrique N°158, 5 mai 2010.
- Cameroun : Etat Fragile?*, Rapport Afrique N°160, 25 mai 2010 (aussi disponible en anglais).
- Cameroun : les dangers d'un régime en pleine fracture*, Rapport Afrique N°161, 24 juin 2010 (aussi disponible en anglais).
- Guinée: réformer l'armée*, Rapport Afrique N°164, 23 septembre 2010 (aussi disponible en anglais).
- Côte d'Ivoire : sortir enfin de l'ornière ?*, Briefing Afrique N°77, 25 novembre 2010.
- Northern Nigeria: Background to Conflict*, Rapport Afrique N°168, 20 décembre 2010.
- Nigeria's Elections: Reversing the Degeneration?*, Briefing Afrique N°79, 24 février 2011.
- Côte d'Ivoire : faut-il se résoudre à la guerre ?*, Rapport Afrique N°171, 3 mars 2011 (aussi disponible en anglais).
- Une période critique pour stabiliser la Côte d'Ivoire*, Rapport Afrique N°176, 1 août 2011 (aussi disponible en anglais).
- Liberia: How Sustainable Is the Recovery?*, Rapport Afrique N°177, 19 août 2011.
- Guinée : remettre la transition sur les rails*, Rapport Afrique N°178, 23 septembre 2011 (aussi disponible en anglais).
- Côte d'Ivoire : poursuivre la convalescence*, Briefing Afrique N°83, 16 décembre 2011 (aussi disponible en anglais).

#### *Corne de l'Afrique*

- Sudan: Justice, Peace and the ICC*, Rapport Afrique N°152, 17 juillet 2009.
- Somalia: The Trouble with Puntland*, Briefing Afrique N°64, 12 août 2009.
- Ethiopia: Ethnic Federalism and Its Discontents*, Rapport Afrique N°153, 4 septembre 2009.
- Somaliland: A Way out of the Electoral Crisis*, Briefing Afrique N°67, 7 décembre 2009.
- Sudan: Preventing Implosion*, Briefing Afrique N°68, 17 décembre 2009.
- Jonglei's Tribal Conflicts: Countering Insecurity in South Sudan*, Rapport Afrique N°154, 23 décembre 2009.

- Rigged Elections in Darfur and the Consequences of a Probable NCP Victory in Sudan*, Briefing Afrique N°72, 30 mars 2010.
- L'Armée de résistance du Seigneur : une stratégie régionale pour sortir de l'impasse*, Rapport Afrique N°157, 28 avril 2010 (aussi disponible en anglais).
- Sudan: Regional Perspectives on the Prospect of Southern Independence*, Rapport Afrique N°159, 6 mai 2010.
- Somalia's Divided Islamists*, Briefing Afrique N°74, 18 mai 2010 (aussi disponible en somali).
- Sudan: Defining the North-South Border*, Briefing Afrique N°75, 2 septembre 2010.
- Eritrea: The Siege State*, Rapport Afrique N°163, 21 septembre 2010.
- Negotiating Sudan's North-South Future*, Briefing Afrique N°76, 23 novembre 2010.
- Somalia: The Transitional Government on Life Support*, Rapport Afrique N°170, 21 février 2011.
- Politics and Transition in the New South Sudan*, Briefing Afrique N°172, 4 avril 2011.
- Divisions in Sudan's Ruling Party and the Threat to the Country's Stability*, Rapport Afrique N°174, 4 mai 2011.
- South Sudan: Compounding Instability in Unity State*, Rapport Afrique N°179, 17 octobre 2011 (aussi disponible en chinois).
- Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (I) : l'Afrique centrale*, Rapport Afrique N°181, 7 novembre 2011 (aussi disponible en anglais).
- Kenya: Impact of the ICC Proceedings*, Briefing Afrique N°84, 9 janvier 2012.

## ANNEXE F

### CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INTERNATIONAL CRISIS GROUP

#### PRESIDENT

**Thomas R Pickering**

Ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations unies, de la Russie, de l'Inde, d'Israël, du Salvador, du Nigeria et de la Jordanie ; vice-président de Hills & Company

#### PRESIDENTE DIRECTRICE GENERALE

**Louise Arbour**

Ancienne haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme et procureur général des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda

#### COMITE DE DIRECTION

**Morton Abramowitz**

Ancien secrétaire d'Etat adjoint et ambassadeur des Etats-Unis en Turquie

**Cheryl Carolus**

Ancienne haut commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale de l'ANC

**Maria Livanos Cattai**

Membre du Conseil d'administration, Petroplus Holdings, Suisse

**Yoichi Funabashi**

Ancien rédacteur en chef de l'*Asahi Shimbun*, Japon

**Frank Giustra**

Président-directeur général, Fiore Capital

**Ghassan Salamé**

Doyen de l'Ecole des Affaires internationales, Sciences Po Paris

**George Soros**

Président, Open Society Institute

**Pär Stenbäck**

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Finlande

#### AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

**Adnan Abu-Odeh**

Ancien conseiller politique du Roi Abdallah II et du Roi Hussein et représentant permanent de la Jordanie auprès des Nations unies

**Kenneth Adelman**

Ancien ambassadeur des Etats-Unis et directeur de l'Agence américaine pour le contrôle des armes et le désarmement

**Kofi Annan**

Ancien Secrétaire général des Nations unies ; prix Nobel de la Paix (2001)

**Nahum Barnea**

Editorialiste en chef de *Yedioth Ahronoth*, Israël

**Samuel Berger**

Président, Albright Stonebridge Group LLC ; ancien conseiller à la Sécurité nationale des Etats-Unis

**Emma Bonino**

Vice-présidente du Sénat ; ancienne ministre italienne pour les Affaires européennes et le Commerce extérieur et commissaire européenne pour l'aide humanitaire

**Wesley Clark**

Ancien commandant suprême des forces alliées de l'OTAN en Europe

**Sheila Coronel**

Professeur « Toni Stabile » de pratique de journalisme d'investigation ; directeur du Centre Toni Stabile pour le journalisme d'investigation, Université de Columbia, Etats-Unis

**Uffe Ellemann-Jensen**

Ancien ministre des Affaires étrangères du Danemark

**Gareth Evans**

Président honoraire de Crisis Group ; ancien ministre australien des Affaires étrangères

**Mark Eyskens**

Ancien Premier ministre de Belgique

**Joshua Fink**

Président-directeur général & directeur des investissements, Enso Capital Management LLC

**Joschka Fischer**

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Allemagne

**Jean-Marie Guéhenno**

Professeur « Arnold Saltzman » d'études sur la paix et les conflits, Université de Columbia ; ancien sous-secrétaire général du Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies

**Carla Hills**

Ancienne ministre du Logement et représentante du Commerce extérieur des Etats-Unis

**Lena Hjelm-Wallén**

Ancienne vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Suède

**Swanee Hunt**

Ancienne ambassadrice des Etats-Unis en Autriche ; présidente de l'Institute for Inclusive Security ; présidente de Hunt Alternatives Fund

**Mo Ibrahim**

Fondateur et président, Mo Ibrahim Foundation ; fondateur, Celtel International

**Igor Ivanov**

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Fédération russe

**Asma Jahangir**

Présidente de l'Association du Barreau de la Cour suprême du Pakistan ; ancien rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction

**Wim Kok**

Ancien Premier ministre des Pays-Bas

**Ricardo Lagos**

Ancien président du Chili

**Joanne Leedom-Ackerman**

Ancienne secrétaire internationale de PEN International ; romancière et journaliste, Etats-Unis

**Lord (Mark) Malloch-Brown**

Ancien administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et vice-secrétaire général des Nations unies

**Lalit Mansingh**

Ancien ministre indien des Affaires étrangères, ambassadeur auprès des Etats-Unis et haut commissaire au Royaume-Uni

**Jessica Tuchman Mathews**

Présidente, Carnegie Endowment for International Peace, Etats-Unis

**Benjamin Mkapa**

Ancien président de la Tanzanie

**Moisés Naím**

Senior associate, Programme Economie Internationale, Carnegie Endowment for International Peace ; ancien rédacteur en chef, Foreign Policy

**Ayo Obe**

Juriste, Lagos, Nigeria

**Paul Reynolds**

Président-directeur général, Canaccord Financial Inc. ; vice-Président, Global Head of Canaccord Genuity

**Güler Sabancı**

Présidente, Sabancı Holding, Turquie

**Javier Solana**

Ancien haut représentant de l'Union européenne pour la Politique étrangère et de sécurité commune, secrétaire général de l'OTAN et ministre des Affaires étrangères d'Espagne

**Lawrence Summers**

Ancien directeur du National Economic Council et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président honoraire de l'Université d'Harvard

---

## CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

<b>Mala Gaonkar</b>	<b>George Landegger</b>	<b>Ian Telfer</b>
<b>Frank Holmes</b>	<b>Ford Nicholson &amp; Lisa Wolverton</b>	<b>White and Case LLP</b>
<b>Steve Killelea</b>	<b>Harry Pokrandt</b>	<b>Neil Woodyer</b>

---

## CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés qui contribuent régulièrement, par leur savoir et leur expérience, aux activités de Crisis Group.

<b>APCO Worldwide Inc.</b>	<b>Rita E. Hauser</b>	<b>Harriet Mouchly-Weiss</b>	<b>Talisman Energy</b>
<b>Ed Bachrach</b>	<b>Sir Joseph Hotung</b>	<b>Näringslivets Inter- nationella Råd (NIR) – International Council of Swedish Industry</b>	<b>Tilleke &amp; Gibbins</b>
<b>Stanley Bergman &amp; Edward Bergman</b>	<b>Iara Lee &amp; George Gund III Foundation</b>	<b>Griff Norquist</b>	<b>Kevin Torudag</b>
<b>Harry Bookey &amp; Pamela Bass-Bookey</b>	<b>George Kellner</b>	<b>Ana Luisa Ponti &amp; Geoffrey Hoguet</b>	<b>VIVA Trust</b>
<b>BP</b>	<b>Amed Khan</b>	<b>Kerry Propper</b>	<b>Yapı Merkezi Construction and Industry Inc.</b>
<b>Chevron</b>	<b>Faisel Khan</b>	<b>Michael L. Riordan</b>	<b>Stelios S. Zavvos</b>
<b>Neil &amp; Sandra DeFeo Family Foundation</b>	<b>Zelmira Koch Polk</b>	<b>Shell</b>	
<b>Equinox Partners</b>	<b>Elliott Kulick</b>	<b>Statoil</b>	
<b>Fares I. Fares</b>	<b>Liquidnet</b>	<b>Belinda Stronach</b>	
<b>Neemat Frem</b>	<b>Jean Manas &amp; Rebecca Haile</b>		
<b>Seth &amp; Jane Ginns</b>	<b>McKinsey &amp; Company</b>		

---

## CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

<b>Martti Ahtisaari</b> Président émérite	<b>Mong Joon Chung</b>	<b>Timothy Ong</b>	<b>Uta Zapf</b>
<b>George Mitchell</b> Président émérite	<b>Pat Cox</b>	<b>Olara Otunnu</b>	<b>Ernesto Zedillo</b>
<b>HRH Prince Turki al-Faisal</b>	<b>Gianfranco Dell'Alba</b>	<b>Lord (Christopher) Patten</b>	
<b>Hushang Ansary</b>	<b>Jacques Delors</b>	<b>Shimon Peres</b>	
<b>Óscar Arias</b>	<b>Alain Destexhe</b>	<b>Victor Pinchuk</b>	
<b>Ersin Arıođlu</b>	<b>Mou-Shih Ding</b>	<b>Surin Pitsuwan</b>	
<b>Richard Armitage</b>	<b>Gernot Erler</b>	<b>Cyril Ramaphosa</b>	
<b>Diego Arria</b>	<b>Marika Fahlén</b>	<b>Fidel V. Ramos</b>	
<b>Zainab Bangura</b>	<b>Stanley Fischer</b>	<b>George Robertson</b>	
<b>Shlomo Ben-Ami</b>	<b>Malcolm Fraser</b>	<b>Michel Rocard</b>	
<b>Christoph Bertram</b>	<b>I.K. Gujral</b>	<b>Volker Rüehe</b>	
<b>Alan Blinken</b>	<b>Max Jakobson</b>	<b>Mohamed Sahnoun</b>	
<b>Lakhdar Brahimi</b>	<b>James V. Kimsey</b>	<b>Salim A. Salim</b>	
<b>Zbigniew Brzezinski</b>	<b>Aleksander Kwasniewski</b>	<b>Douglas Schoen</b>	
<b>Kim Campbell</b>	<b>Todung Mulya Lubis</b>	<b>Christian Schwarz-Schilling</b>	
<b>Jorge Castañeda</b>	<b>Allan J. MacEachen</b>	<b>Michael Sohlman</b>	
<b>Naresh Chandra</b>	<b>Graça Machel</b>	<b>Thorvald Stoltenberg</b>	
<b>Eugene Chien</b>	<b>Nobuo Matsunaga</b>	<b>Leo Tindemans</b>	
<b>Joaquim Alberto Chissano</b>	<b>Barbara McDougall</b>	<b>Ed van Thijn</b>	
<b>Victor Chu</b>	<b>Matthew McHugh</b>	<b>Simone Veil</b>	
	<b>Miklós Németh</b>	<b>Shirley Williams</b>	
	<b>Christine Ockrent</b>	<b>Grigory Yavlinski</b>	